

AUX ACTIONNAIRES

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Corporation Financière Power s'est chiffré à 545 M\$, ou 0,76 \$ par action, comparativement à 505 M\$, ou 0,71 \$ par action, en 2016.

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (une mesure financière non conforme aux IFRS)¹ s'est chiffré à 622 M\$, ou 0,87 \$ par action, comparativement à 557 M\$, ou 0,78 \$ par action, en 2016.

Les autres éléments, exclus du bénéfice net ajusté, ont représenté une charge nette de 77 M\$. Les autres éléments comprenaient principalement la quote-part revenant à la Société des charges de restructuration de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) liées à la restructuration de ses activités canadiennes ainsi que de la réévaluation favorable de la Société financière IGM Inc. (IGM) de son obligation relative au régime de retraite enregistré, partiellement contrebalancée par des charges de restructuration.

RÉSULTATS DU SEMESTRE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 029 M\$, ou 1,44 \$ par action, comparativement à 764 M\$, ou 1,07 \$ par action, en 2016.

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 123 M\$, ou 1,57 \$ par action, comparativement à 1 033 M\$, ou 1,45 \$ par action, en 2016.

Les autres éléments, exclus du bénéfice net ajusté, ont représenté une charge nette de 94 M\$. En plus des éléments mentionnés ci-dessus, les autres éléments du premier trimestre comprenaient la quote-part revenant à la Société des charges de restructuration de Lifeco liées à ses activités d'assurance-maladie et de détail en Irlande ainsi qu'à la conclusion des activités d'intégration au sein d'Empower Retirement aux États-Unis.

RÉSULTATS DE GREAT-WEST LIFECO, DE LA FINANCIÈRE IGM ET DE PARGESA HOLDING

POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2017

GREAT-WEST LIFECO INC.

Pour le deuxième trimestre, Lifeco a déclaré un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 585 M\$, ou 0,591 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 712 M\$, ou 0,719 \$ par action. Les autres éléments, exclus du bénéfice net ajusté, ont représenté une charge de 127 M\$. En 2016, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté se sont élevés à 671 M\$, ou 0,675 \$ par action.

Pour le semestre, Lifeco a déclaré un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 1 176 M\$, ou 1,189 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 331 M\$, ou 1,345 \$ par action. Les autres éléments ont représenté une charge de 155 M\$. En 2016, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté se sont chiffrés à 1 291 M\$, ou 1,30 \$ par action.

Au 30 juin 2017, la Financière Power et IGM détenaient respectivement 67,6 % et 4,0 % des actions ordinaires de Lifeco. L'apport de Lifeco au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 481 M\$ pour le trimestre, comparativement à 453 M\$ en 2016. Pour le semestre, l'apport de Lifeco au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 900 M\$, comparativement à 872 M\$ en 2016.

¹ Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée et pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres entités. Veuillez consulter la section « Mode de présentation – Mesures financières et présentation non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion de la Corporation Financière Power pour obtenir davantage d'information au sujet des mesures financières non conformes aux IFRS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

Pour le deuxième trimestre, IGM a déclaré un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 201 M\$, ou 0,83 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 186 M\$, ou 0,77 \$ par action. Les autres éléments, exclus du bénéfice net ajusté, ont représenté un apport de 15 M\$. En 2016, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté se sont chiffrés à 173 M\$, ou 0,72 \$ par action.

Pour le semestre, IGM a déclaré un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 378 M\$, ou 1,57 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 363 M\$, ou 1,51 \$ par action. En 2016, le bénéfice net et le bénéfice net ajusté se sont chiffrés à 340 M\$, ou 1,40 \$ par action.

Au 30 juin 2017, la Financière Power et La Great-West, compagnie d'assurance-vie, détenaient respectivement 61,5 % et 3,8 % des actions ordinaires d'IGM. Pour le trimestre, l'apport d'IGM au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 116 M\$, comparativement à 108 M\$ en 2016. Pour le semestre, l'apport d'IGM au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 220 M\$, comparativement à 208 M\$ en 2016.

PARGESA HOLDING SA

Pour le deuxième trimestre, Pargesa Holding SA (Pargesa) a déclaré un bénéfice net de 127,9 M FS, comparativement à 10,1 M FS en 2016. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 131,5 M FS, comparativement à 151,5 M FS en 2016. Les autres éléments, exclus du bénéfice net ajusté, ont représenté une charge de 3,6 M FS.

Pour le semestre, Pargesa a déclaré un bénéfice net de 252,5 M FS, comparativement à une perte nette de 361,2 M FS en 2016. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 249,3 M FS, comparativement à 228,3 M FS en 2016. Les autres éléments ont représenté un apport de 3,2 M FS.

Au 30 juin 2017, la Financière Power détenait une participation indirecte de 27,8 % dans Pargesa. L'apport de Pargesa au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 49 M\$ pour le trimestre, comparativement à 56 M\$ en 2016. Pour le semestre, l'apport de Pargesa au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 92 M\$, comparativement à 85 M\$ en 2016.

Au nom du conseil d'administration,

Signé,
Paul Desmarais, jr, o.c., o.q.
Co-président exécutif
du conseil

Signé,
André Desmarais, o.c., o.q.
Co-président exécutif
du conseil

Signé,
R. Jeffrey Orr
Président et
chef de la direction

Le 4 août 2017

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

TABLE DES MATIÈRES

Le présent document contient le rapport de gestion de la Corporation Financière Power (la Société) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société au 30 juin 2017 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date. Le présent document a été déposé auprès de l'autorité en valeurs mobilières de chacune des provinces et de chacun des territoires du Canada, et envoyé aux actionnaires de la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables.

CORPORATION FINANCIÈRE POWER	PARTIE A
GREAT-WEST LIFEKO INC.	PARTIE B
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.	PARTIE C
PARGESA HOLDING SA	PARTIE D

Les marques de commerce utilisées dans le présent rapport sont la propriété de la Corporation Financière Power ou d'un Membre du Groupe de Sociétés de Power Corporation^{MD}. Les marques de commerce qui ne sont pas la propriété de la Financière Power sont utilisées avec autorisation.

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

PARTIE A

RAPPORT DE GESTION

PAGE A 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES ANNEXES

PAGE A 34

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

RAPPORT DE GESTION

LE 4 AOÛT 2017

TOUS LES MONTANTS DES TABLEAUX SONT EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF INDICATION CONTRAIRE.

M\$ = MILLIONS DE DOLLARS G\$ = MILLIARDS DE DOLLARS

Le texte qui suit présente une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées intermédiaires résumées non auditées de la Corporation Financière Power (la Financière Power ou la Société) (TSX : PWF), une société ouverte, pour le semestre et le trimestre clos le 30 juin 2017. Le présent document doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Financière Power et aux notes annexes pour le semestre et le trimestre clos le 30 juin 2017 (les états financiers consolidés intermédiaires), au rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (le rapport de gestion annuel de 2016) et aux états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (les états financiers consolidés de 2016). Il est possible de trouver des renseignements additionnels sur la Financière Power, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de la Société à l'adresse www.powerfinancial.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES › Certains énoncés dans le présent rapport de gestion, autres que les énoncés d'un fait historique, sont des déclarations prospectives qui s'appuient sur certaines hypothèses et traduisent les attentes actuelles de la Société ou, pour ce qui est des renseignements concernant les filiales ouvertes de la Société, traduisent les attentes actuelles publiées de ces filiales. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre le rendement financier, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information sur les attentes et les plans actuels de la direction; le lecteur ne doit pas oublier que ces déclarations peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, les résultats financiers prévus, le rendement, les clients potentiels, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société et de ses filiales, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes inhérents, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être atteints. Divers facteurs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les activités, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs entreprises. En raison de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou prévus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés des actions et des marchés financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement, des changements de conventions et de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de modifications comptables futures, de la concurrence, des risques liés à l'exploitation et à la réputation, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société et de ses filiales à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié d'examiner attentivement ces facteurs et d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondée sur des facteurs ou des hypothèses importants ayant permis de tirer une conclusion ou d'effectuer une prévision ou une projection. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions de la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances, notamment qu'on ne s'attend pas à ce que les facteurs mentionnés dans le paragraphe qui précède, collectivement, aient une incidence importante sur la Société et sur ses filiales. Bien que la Société considère ces facteurs et hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose la direction, ils pourraient se révéler inexacts.

À moins que les lois canadiennes applicables ne l'exigent expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes de l'entreprise de la Société et les facteurs et hypothèses importants sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

Les abréviations suivantes sont utilisées dans le présent rapport : adidas AG (adidas); Bourse de la Suisse (SIX); Bourse Euronext de Bruxelles (EBR); Bourse Euronext de Paris (EPA); Bourse Xetra (XETR); Corporation Financière Mackenzie (Mackenzie ou Placements Mackenzie); Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial ou Great-West Life & Annuity); Great-West Lifeco Inc. (Lifeco); Groupe Bruxelles Lambert (GBL); Groupe Investors Inc. (Groupe Investors); Irish Life Group Limited (Irish Life); La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (Canada-Vie); La Great-West, compagnie d'assurance-vie (Great-West); LafargeHolcim Ltd (LafargeHolcim); London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (London Life); Normes internationales d'information financière (IFRS); Pargesa Holding SA (Pargesa); Parjointco N.V. (Parjointco); Portag3 Ventures Limited Partnership (Portag3); Power Corporation du Canada (Power Corporation); Putnam Investments, LLC (Putnam); SGS SA (SGS); Société financière IGM Inc. (IGM ou Financière IGM); Total SA (Total); Umicore, NV/SA (Umicore); Wealthsimple Financial Corp. (Wealthsimple).

STRUCTURE DU RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

	Page		Page
Aperçu	3	Instruments financiers et autres instruments	29
Lifeco	4	Arrangements hors bilan	30
Financière IGM	5	Passifs éventuels	30
Pargesa et GBL	5	Engagements et obligations contractuels	30
Mode de présentation	6	Impôt sur le bénéfice	30
Mesures financières et présentation non conformes aux IFRS	8	Transactions avec des parties liées	31
Résultats de la Corporation Financière Power	9	Sommaire des estimations et jugements comptables critiques	31
Situation financière	19	Changements de méthodes comptables	32
Flux de trésorerie	22	Modifications comptables futures	32
Gestion du capital	24	Contrôle interne à l'égard de l'information financière	32
Gestion des risques	26	Sommaire des résultats trimestriels	33

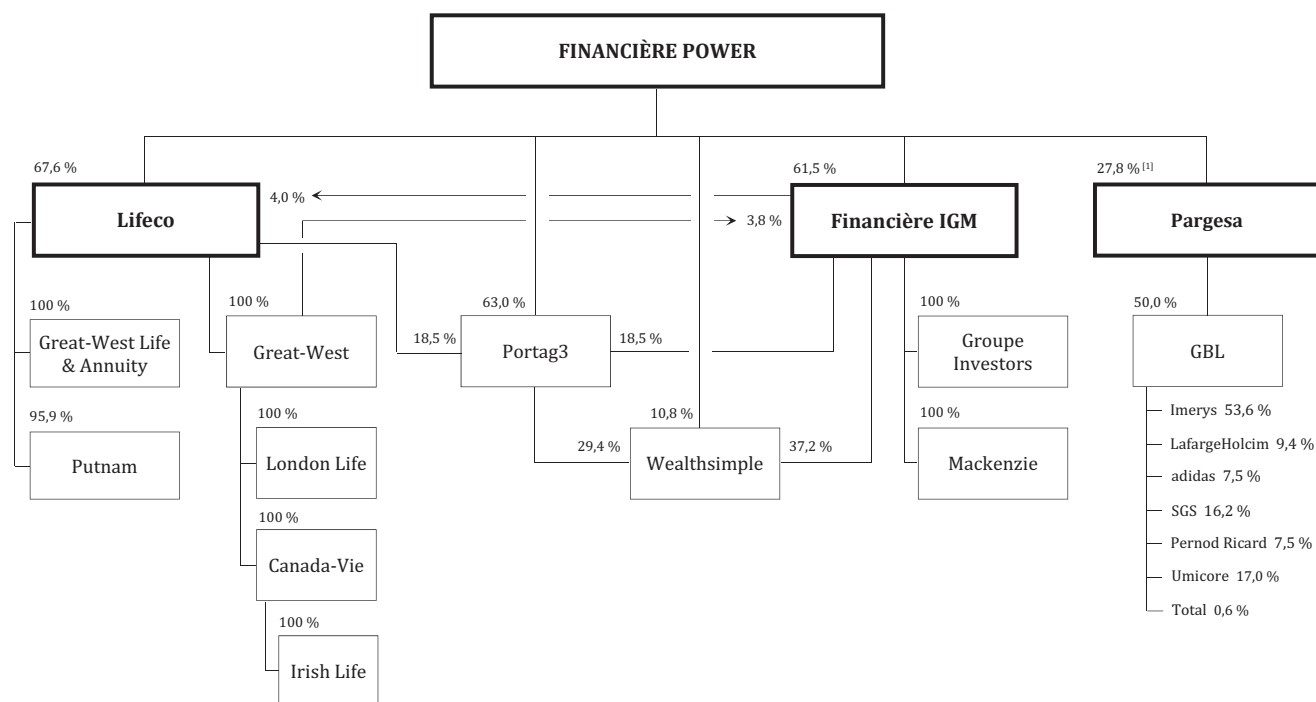
APERÇU

La Financière Power, une filiale de Power Corporation, est une société de gestion et de portefeuille diversifiée qui exerce des activités importantes dans le secteur des services financiers au Canada, aux États-Unis et en Europe par l'intermédiaire de ses participations donnant le contrôle dans Lifeco et IGM. De plus, la Financière Power et le groupe Frère, de Belgique, détiennent conjointement une participation donnant le contrôle dans Pargesa, une société de portefeuille qui, par l'entremise de sa filiale GBL, met l'accent sur un nombre restreint de placements importants ainsi que sur des investissements de type « incubateur » et axés sur le « pilier financier ». Lifeco (TSX : GWO) et IGM (TSX : IGM) sont des sociétés ouvertes cotées à la Bourse de Toronto. Pargesa est une société ouverte cotée à la Bourse de la Suisse (SIX : PARG).

Le rapport de gestion de la Société comprend quatre parties :

- Partie A — La Financière Power, présentée sur une base consolidée et non consolidée;
- Partie B — Rapport de gestion intermédiaire de Lifeco, tel qu'il a été préparé et publié par Lifeco conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables et dont il est également possible d'obtenir des exemplaires directement sur SEDAR (www.sedar.com) ou sur le site Web de Lifeco (www.greatwestlifeco.com);
- Partie C — Rapport de gestion intermédiaire d'IGM, tel qu'il a été préparé et publié par IGM conformément aux lois sur les valeurs mobilières applicables et dont il est également possible d'obtenir des exemplaires directement sur SEDAR (www.sedar.com) ou sur le site Web d'IGM (www.igmfinancial.com);
- Partie D — Résultats financiers de Pargesa, préparés à partir de l'information publiée par Pargesa dans son communiqué de presse de fin de trimestre. Pour obtenir plus d'information sur les résultats de Pargesa, consulter son site Web (www.pargesa.ch).

Le tableau ci-dessous présente l'intérêt économique que détient la Société dans ses filiales en exploitation et dans certains autres placements au 30 juin 2017.



[1] Détenu par l'entremise de Parjointco, une entreprise contrôlée conjointement (50 %).

▭ Principales sociétés cotées en Bourse détenues.

LIFECO

Lifeco est une société de portefeuille internationale spécialisée dans les services financiers détenant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, les services de retraite et de gestion de placements, la gestion d'actifs et la réassurance.

Au 30 juin 2017, la Financière Power et IGM détenaient respectivement 67,6 % et 4,0 % des actions ordinaires de Lifeco, correspondant à environ 65 % des droits de vote afférents à toutes les actions avec droit de vote de Lifeco en circulation. En vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, la participation en droits de vote dans les compagnies d'assurance-vie est limitée à 65 %.

Lifeco a récemment restructuré ses activités canadiennes en deux nouvelles unités d'exploitation : une axée sur les clients individuels et l'autre, sur les clients collectifs. Dans le cadre de cette restructuration, Lifeco a engagé une charge de restructuration de 215 M\$ avant impôt, qui a été répartie entre les comptes avec participation de Lifeco et les détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco. Au cours du deuxième trimestre de 2017, cette charge de restructuration a donné lieu à une diminution de 126 M\$ du bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco (soit un montant de 88 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Financière Power) et à une diminution de 32 M\$ du bénéfice net attribuable aux comptes avec participation de Lifeco. Lifeco a annoncé qu'elle prévoyait réaliser une réduction des charges annuelles de 200 M\$ avant impôt d'ici la fin du premier trimestre de 2019.

Se reporter à la partie B du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur Lifeco.

FINANCIÈRE IGM

IGM est une société de services financiers qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, lesquelles exercent leurs activités de façon distincte principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 juin 2017, la Financière Power et la Great-West, une filiale de Lifeco, détenaient respectivement 61,5 % et 3,8 % des actions ordinaires d'IGM.

Le 29 décembre 2016 et le 5 janvier 2017, Placements Mackenzie, une filiale d'IGM, a conclu des ententes en vue d'acquérir, dans le cadre de deux transactions distinctes, une participation de 13,9 % dans China Asset Management Co., Ltd. (China AMC), une société de gestion de fonds en Chine, pour une contrepartie totale d'environ 647 M\$ (3,3 G¥). Conformément aux modalités de ces ententes, Placements Mackenzie a effectué un dépôt de 193 M\$ (1,0 G¥). Le 5 janvier 2017, la société mère de la Financière Power, Power Corporation, a également conclu une entente en vue d'acquérir une participation additionnelle de 3,9 % dans China AMC pour 179 M\$ (936 M¥). À la clôture, Power Corporation et Placements Mackenzie détiendront une participation combinée de 27,8 % dans China AMC. Les transactions sont assujetties aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires de la Chine.

Se reporter à la partie C du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur IGM.

PARGESA ET GBL

Power Financial Europe B.V., une filiale en propriété exclusive de la Financière Power, et le groupe Frère détiennent chacun une participation de 50 % dans Parjointco. Au 30 juin 2017, Parjointco détenait une participation de 55,5 % dans Pargesa, ce qui représente 75,4 % des droits de vote.

Pargesa est une société de portefeuille qui, au 30 juin 2017, détenait une participation de 50 % dans GBL, ce qui représente 51,8 % des droits de vote. GBL, une société de portefeuille belge, est cotée à la Bourse de Bruxelles (EBR : GBLB).

Au 30 juin 2017, le portefeuille de GBL comprenait principalement des placements dans Imerys – spécialités minérales pour l'industrie (EPA : NK); LafargeHolcim – ciment, granulats et béton (SIX : HOLN et EPA : LHN); adidas – conception et distribution de vêtements de sport (XETR : ADS); SGS – contrôle, vérification et certification (SIX : SGSN); Pernod Ricard – vins et spiritueux (EPA : RI); Umicore – technologie des matériaux et recyclage (EBR : UMI); ainsi que Total – pétrole, gaz et chimie (EPA : FP).

Ces participations représentent 88 % du portefeuille de GBL, calculé selon la valeur de marché. Par ailleurs, GBL investit dans les secteurs suivants :

- Les investissements de type « incubateur », composés de participations dont la taille varie entre 250 M€ et 1 G€ et qui sont effectués dans un nombre restreint de sociétés susceptibles de devenir des participations stratégiques au fil du temps. GBL vise à devenir un actionnaire clé de ces sociétés et, pour ce qui est des moyennes entreprises, elle entend éventuellement détenir une participation majoritaire;
- Le « pilier financier », composé de participations majoritaires dans des fonds d'actions de sociétés fermées, des fonds de titres d'emprunt et des fonds thématiques.

Au 30 juin 2017, la valeur de l'actif net de Pargesa s'établissait à 9 690 M FS, comparativement à 8 884 M FS au 31 décembre 2016.

Se reporter à la partie D du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur Pargesa.

PORTAG3 ET WEALTHSIMPLE

La Financière Power (conjointement avec ses filiales Lifeco et IGM) exerce un contrôle sur Portag3, un fonds d'investissement dont l'objectif est de soutenir des entreprises en démarrage offrant des services financiers axés sur la technologie. Portag3 détient une participation de 29,4 % dans Wealthsimple, une société de gestion de placements axée sur la technologie dont l'actif administré se chiffrait à plus de 1 G\$ au 30 juin 2017. En plus de la participation détenue indirectement par l'entremise de Portag3, la Financière Power et IGM détenaient aussi, au 30 juin 2017, des participations respectives de 10,8 % et de 37,2 % dans Wealthsimple.

Aux premier et deuxième trimestres de 2017, la Financière Power et IGM ont respectivement investi 20 M\$ et 42,6 M\$ dans Wealthsimple. De plus, au deuxième trimestre de 2017, la Financière Power a également transféré à Portag3 la participation acquise dans Wealthsimple avant 2017.

MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et sont présentés en dollars canadiens.

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales en exploitation comme s'ils faisaient partie d'une seule entité économique. Les états financiers consolidés présentent les résultats financiers de la Financière Power (la société mère) ainsi que de Lifeco et d'IGM (les filiales en exploitation sur lesquelles la Financière Power exerce un contrôle) après l'élimination des soldes et des transactions interentreprises.

La participation de la Financière Power dans Pargesa est détenue par l'entremise de Parjointco. Parjointco est une société de portefeuille contrôlée conjointement par la Financière Power et le groupe Frère. Le seul placement de Parjointco est sa participation dans Pargesa. Le placement de la Financière Power dans Parjointco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, en vertu de laquelle le placement est initialement comptabilisé au coût et ajusté par la suite en fonction de toute modification survenant à l'égard de :

- la quote-part revenant à la Financière Power de l'actif net de Pargesa (fonds propres attribuables aux actionnaires);
- la quote-part du bénéfice net (de la perte nette) revenant à la Financière Power du bénéfice net (de la perte nette) de Pargesa;
- la quote-part des autres éléments de bénéfice global revenant à la Financière Power des autres éléments de bénéfice global de Pargesa.

Le tableau suivant présente un résumé de la comptabilisation des placements de la Société :

Contrôle	Méthode comptable	Bénéfice et autres éléments de bénéfice global	Test de dépréciation	Reprise d'une perte de valeur
Participation donnant le contrôle dans l'entité	Consolidation	Consolidées avec des participations ne donnant pas le contrôle	Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation tous les ans	Une perte de valeur du goodwill ne peut être reprise Une perte de valeur des immobilisations incorporelles est reprise s'il existe une preuve du recouvrement de la valeur
Influence notable ou contrôle conjoint	Méthode de la mise en équivalence	Quote-part revenant à la Société du bénéfice et des autres éléments de bénéfice global	La totalité du placement est soumise à un test de dépréciation	Reprise s'il existe une preuve du recouvrement de la valeur du placement
Participations en portefeuille ne donnant pas le contrôle	Disponibles à la vente	Le bénéfice correspond aux dividendes reçus et aux profits ou pertes sur cessions Les placements sont évalués à la valeur de marché par le biais des autres éléments de bénéfice global Des charges pour perte de valeur sont imputées au bénéfice, le cas échéant	Le test de dépréciation est effectué au niveau de chaque placement Un recul important ou prolongé de la valeur du placement se traduit par une charge pour perte de valeur Une diminution du prix de l'action à la suite d'une charge pour perte de valeur donne lieu à une dépréciation additionnelle	Un recouvrement ultérieur de la valeur ne donnera pas lieu à une reprise

Au 30 juin 2017, les placements de la Société se présentaient comme suit :

Placements	Intérêt économique en pourcentage	Type de placement	Méthode comptable
Lifeco ^[1]	67,6	Participation donnant le contrôle	Consolidation
IGM ^[2]	61,5	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Pargesa ^[3]	27,8	Contrôle conjoint	Méthode de la mise en équivalence
Wealthsimple ^[4]	10,8	Participation donnant le contrôle	Consolidation

[1] IGM détient également une participation de 4,0 % dans Lifeco.

[2] La Great-West détient également une participation de 3,8 % dans IGM.

[3] Détenu par l'entremise de Parjointco, une entreprise contrôlée conjointement (50 %).

[4] Portag3 et IGM détiennent également des participations de 29,4 % et de 37,2 %, respectivement, dans Wealthsimple.

Au 30 juin 2017, les placements de Pargesa se présentaient comme suit :

Placements	Intérêt économique en pourcentage	Type de placement	Méthode comptable
GBL	50,0	Participation donnant le contrôle	Consolidation
Imerys	53,6	Participation donnant le contrôle	Consolidation
LafargeHolcim	9,4	Placement de portefeuille	Disponible à la vente
adidas	7,5	Placement de portefeuille	Disponible à la vente
SGS	16,2	Placement de portefeuille	Disponible à la vente
Pernod Ricard	7,5	Placement de portefeuille	Disponible à la vente
Umicore	17,0	Placement de portefeuille	Disponible à la vente
Total	0,6	Placement de portefeuille	Disponible à la vente

Ce résumé de la présentation comptable doit être lu parallèlement aux notes annexes aux états financiers consolidés de 2016 de la Société qui suivent :

- Mode de présentation et résumé des principales méthodes comptables (note 2);
- Placements (note 5);
- Participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées (note 7);
- Goodwill et immobilisations incorporelles (note 10);
- Participations ne donnant pas le contrôle (note 19).

MESURES FINANCIÈRES ET PRÉSENTATION NON CONFORMES AUX IFRS

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires comprend ce qui suit :

- le **bénéfice net ajusté** attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires;
- les **autres éléments**, notamment l'incidence après impôt des éléments qui, selon le jugement de la direction, rendraient la comparaison des résultats liés à l'exploitation d'une période à l'autre moins significative. Les autres éléments comprennent la quote-part revenant à la Société des éléments présentés au titre des autres éléments par une filiale ou une entreprise contrôlée conjointement. Les autres éléments sont présentés et décrits ci-après, dans une rubrique distincte du présent rapport de gestion.

La direction se sert de ces mesures financières pour présenter et analyser la performance financière de la Financière Power et croit qu'elles procurent au lecteur un supplément d'information utile pour l'analyse des résultats de la Société. Le bénéfice net ajusté, selon la définition de la Société, aide le lecteur à comparer les résultats de la période considérée à ceux des périodes précédentes, car les éléments qui ne sont pas considérés comme des composantes des activités courantes sont exclus de cette mesure non conforme aux IFRS.

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et le bénéfice net ajusté par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée et qui pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables utilisées par d'autres entités. Pour obtenir un rapprochement de ces mesures non conformes aux IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, se reporter à la section Résultats de la Corporation Financière Power – Sommaire des résultats – États non consolidés résumés supplémentaires des résultats, présentée plus loin.

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise également un mode de présentation non consolidée pour présenter et analyser ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie. Selon ce mode de présentation, les participations de la Financière Power dans Lifeco, IGM, Portag3 et Wealthsimple sont comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence. La présentation non consolidée n'est pas conforme aux IFRS. Toutefois, elle est utile au lecteur puisqu'elle permet de présenter les résultats de la société de portefeuille (la société mère) séparément des résultats de ses filiales en exploitation. Des rapprochements entre le mode de présentation non conforme aux IFRS et la présentation conforme aux IFRS figurent ailleurs dans le présent rapport de gestion.

RÉSULTATS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER**BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ**

Les états consolidés des résultats de la Financière Power sont présentés ci-dessous. Les secteurs opérationnels de la Société sont Lifeco, IGM et Pargesa. Ce tableau présente un rapprochement des apports de Lifeco, d'IGM et de Pargesa au bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Financière Power.

Trimestres clos les	Lifeco	IGM	Pargesa	Exploitation générale ^[1]	Financière Power		
					Bénéfice net consolidé		
					30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Produits							
Revenu-primés, montant net	7 772	-	-	-	7 772	9 365	6 871
Produits de placement nets	1 894	45	-	(32)	1 907	2 198	4 721
Honoraires	1 381	753	-	(33)	2 101	2 006	1 878
Total des produits	11 047	798	-	(65)	11 780	13 569	13 470
Charges							
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	8 227	-	-	-	8 227	9 862	10 035
Commissions	549	285	-	(18)	816	1 017	829
Charges d'exploitation et frais administratifs	1 555	219	-	14	1 788	1 689	1 543
Charges financières	79	28	-	5	112	107	103
Total des charges	10 410	532	-	1	10 943	12 675	12 510
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	637	266	-	(66)	837	894	960
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	1	-	48	49	98	49	1
Bénéfice avant impôt	638	266	48	(17)	935	943	961
Impôt sur le bénéfice	51	63	-	4	118	143	127
Bénéfice net	587	203	48	(21)	817	800	834
Attribuable aux							
Participations ne donnant pas le contrôle	190	79	-	(28)	241	285	298
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	31	31	31	31
Détenteurs d'actions ordinaires	397	124	48	(24)	545	484	505
	587	203	48	(21)	817	800	834

[1] La colonne Exploitation générale comprend les activités propres et les activités d'investissement de la Financière Power, de Portag3 et de Wealthsimple, ainsi que des écritures d'élimination et des reclassements.

	Lifeco	IGM	Pargesa	Exploitation générale ^[1]	Financière Power	
					Bénéfice net consolidé	
Semestres clos les					30 juin 2017	30 juin 2016
Produits						
Revenu-primés, montant net	17 137	-	-	-	17 137	13 886
Produits de placement nets	4 080	93	-	(68)	4 105	8 794
Honoraires	2 686	1 495	-	(74)	4 107	3 760
Total des produits	23 903	1 588	-	(142)	25 349	26 440
Charges						
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	18 089	-	-	-	18 089	19 713
Commissions	1 302	575	-	(44)	1 833	1 621
Charges d'exploitation et frais administratifs	2 993	466	-	18	3 477	3 124
Charges financières	155	55	-	9	219	208
Total des charges	22 539	1 096	-	(17)	23 618	24 666
Bénéfice avant les participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées, et impôt sur le bénéfice	1 364	492	-	(125)	1 731	1 774
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans les entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	19	-	94	34	147	(179)
Bénéfice avant impôt	1 383	492	94	(91)	1 878	1 595
Impôt sur le bénéfice	147	110	-	4	261	197
Bénéfice net	1 236	382	94	(95)	1 617	1 398
Attribuable aux						
Participations ne donnant pas le contrôle	440	154	-	(68)	526	572
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	62	62	62
Détenteurs d'actions ordinaires	796	228	94	(89)	1 029	764
	1 236	382	94	(95)	1 617	1 398

[1] La colonne Exploitation générale comprend les activités propres et les activités d'investissement de la Financière Power, de Portag3 et de Wealthsimple, ainsi que des écritures d'élimination et des reclassements.

La Société évalue sa performance en fonction de l'apport de chaque secteur au bénéfice. Une analyse des résultats de Lifeco, d'IGM et de Pargesa est présentée à la section Apport au bénéfice net ajusté – Lifeco, IGM et Pargesa ci-dessous.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS – ÉTATS NON CONSOLIDÉS RÉSUMÉS SUPPLÉMENTAIRES DES RÉSULTATS

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS, soit le bénéfice net ajusté, les autres éléments, le bénéfice net ajusté par action et les autres éléments par action, et des mesures financières conformes aux IFRS, soit le bénéfice net et le bénéfice net par action. Dans cette section du rapport, les apports de Lifeco et d'IGM au bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de la Financière Power sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Bénéfice net ajusté ^[1]					
Lifeco	900	872	481	419	453
IGM	220	208	116	104	108
Pargesa	92	85	49	43	56
	1 212	1 165	646	566	617
Activités propres	(27)	(70)	7	(34)	(29)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(62)	(62)	(31)	(31)	(31)
Bénéfice net ajusté ^[2]	1 123	1 033	622	501	557
Autres éléments ^[3]					
Lifeco	(104)	-	(84)	(20)	-
IGM	8	-	8	-	-
Pargesa	2	(269)	(1)	3	(52)
	(94)	(269)	(77)	(17)	(52)
Bénéfice net ^[2]	1 029	764	545	484	505
Bénéfice par action – de base ^[2]					
Bénéfice net ajusté	1,57	1,45	0,87	0,70	0,78
Autres éléments	(0,13)	(0,38)	(0,11)	(0,02)	(0,07)
Bénéfice net	1,44	1,07	0,76	0,68	0,71

[1] Pour obtenir un rapprochement de chaque composante du bénéfice net ajusté, une mesure non conforme aux IFRS, et du bénéfice net, se reporter à la section Apport au bénéfice net ajusté ci-dessous.

[2] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

[3] Se reporter à la section Autres éléments ci-dessous.

BÉNÉFICE NET (ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS D' ACTIONS ORDINAIRES)

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 029 M\$ (1,44 \$ par action) pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 764 M\$ (1,07 \$ par action) pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 34,6 % par action.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 545 M\$ (0,76 \$ par action) pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 505 M\$ (0,71 \$ par action) pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 7,0 % par action, et à 484 M\$ (0,68 \$ par action) au premier trimestre de 2017.

Une analyse des résultats de la Société est présentée aux sections Apport au bénéfice net ajusté, Activités propres et Autres éléments ci-dessous.

BÉNÉFICE NET AJUSTÉ (ATTRIBUABLE AUX DÉTENTEURS D' ACTIONS ORDINAIRES)

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 123 M\$ (1,57 \$ par action) pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 1 033 M\$ (1,45 \$ par action) pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 8,3 % par action.

Le bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 622 M\$ (0,87 \$ par action) pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 557 M\$ (0,78 \$ par action) pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 11,5 % par action, et à 501 M\$ (0,70 \$ par action) au premier trimestre de 2017.

APPORT AU BÉNÉFICE NET AJUSTÉ – LIFECO, IGM ET PARGESA

La quote-part revenant à la Financière Power du bénéfice net ajusté de Lifeco, d'IGM et de Pargesa a augmenté de 4 % pour le semestre clos le 30 juin 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, passant de 1 165 M\$ à 1 212 M\$.

La quote-part revenant à la Financière Power du bénéfice net ajusté de Lifeco, d'IGM et de Pargesa s'est chiffrée à 646 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 617 M\$ pour la période correspondante de 2016 et à 566 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

Lifeco

L'apport de Lifeco au bénéfice net ajusté de la Financière Power pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 900 M\$, comparativement à 872 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'apport de Lifeco au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 481 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 453 M\$ pour la période correspondante de 2016 et à 419 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

- Le bénéfice net ajusté de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est chiffré à 1 331 M\$ (1,345 \$ par action) pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 1 291 M\$ (1,300 \$ par action) pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 3,5 % par action. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, Lifeco a déclaré un bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco de 712 M\$ (0,719 \$ par action), comparativement à 671 M\$ (0,675 \$ par action) pour la période correspondante de 2016 et à 619 M\$ (0,627 \$ par action) pour le premier trimestre de 2017.
- Sommaire du bénéfice net ajusté et du bénéfice net de Lifeco par secteur :

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Canada					
Clients individuels ^[1]	286	302	140	146	147
Clients collectifs ^[1]	293	267	189	104	162
Exploitation générale canadienne	(13)	34	(18)	5	18
	566	603	311	255	327
États-Unis					
Services financiers	173	164	88	85	74
Gestion d'actifs	(22)	(43)	(6)	(16)	(18)
Exploitation générale américaine	(2)	(5)	-	(2)	(3)
	149	116	82	67	53
Europe					
Assurance et rentes	464	451	239	225	225
Réassurance	164	137	83	81	74
Exploitation générale européenne	-	(8)	-	-	(6)
	628	580	322	306	293
Exploitation générale de Lifeco	(12)	(8)	(3)	(9)	(2)
Bénéfice net ajusté ^[2]	1 331	1 291	712	619	671
Autres éléments	(155)	-	(127)	(28)	-
Bénéfice net ^[2]	1 176	1 291	585	591	671

[1] Les chiffres correspondants ont été reclassés pour refléter la restructuration des activités de l'exploitation canadienne en deux unités d'exploitation, soit les clients individuels et les clients collectifs.

[2] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco.

Apport de Lifeco à la Financière Power :

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Participation directe moyenne (%)	67,7	67,4	67,6	67,8	67,4
Apport aux éléments suivants de la Financière Power :					
Bénéfice net ajusté	900	872	481	419	453
Autres éléments	(104)	-	(84)	(20)	-
	796	872	397	399	453

CANADA

Le bénéfice net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 566 M\$, comparativement à 603 M\$ pour la période correspondante de 2016. Cette diminution s'explique principalement par la baisse de l'apport des placements et la hausse de l'impôt découlant de la diminution des avantages fiscaux, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats favorables au chapitre de la morbidité et par la hausse des honoraires nets.

Le bénéfice net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 311 M\$, comparativement à 327 M\$ pour la période correspondante de 2016. La diminution de 16 M\$ s'explique principalement par la baisse de l'apport des placements et la hausse de l'impôt découlant de la diminution des avantages fiscaux, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des honoraires nets et par l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité.

ÉTATS-UNIS

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 112 M\$ US (149 M\$ CA), comparativement à 87 M\$ US (116 M\$ CA) pour la période correspondante de 2016. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des honoraires nets, à une hausse de l'apport des placements et à une diminution des charges au sein de l'unité Gestion d'actifs découlant des efforts de réduction des charges qui ont été déployés au quatrième trimestre de 2016.

Le bénéfice net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 62 M\$ US (82 M\$ CA), comparativement à 40 M\$ US (53 M\$ CA) pour la période correspondante de 2016. Cette augmentation du bénéfice net ajusté découle principalement de la diminution des charges au sein de l'unité Gestion d'actifs expliquée ci-dessus et de l'augmentation des honoraires nets, facteurs partiellement contrebalancés par une diminution de l'apport des placements.

EUROPE

Le bénéfice net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 628 M\$, comparativement à 580 M\$ pour la période correspondante de 2016. Le bénéfice net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 322 M\$, comparativement à 293 M\$ pour la période correspondante de 2016. Les hausses pour le semestre et le trimestre s'expliquent principalement par l'augmentation de l'apport des placements et les résultats favorables au chapitre de la mortalité, facteurs partiellement contrebalancés par une diminution de l'apport découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par l'incidence des fluctuations des devises. Les résultats du semestre ont aussi augmenté en raison d'un profit à la vente des participations de Lifeco dans Allianz Ireland.

Se reporter à la partie B du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur les résultats de Lifeco.

Financière IGM

L'apport d'IGM au bénéfice net ajusté de la Financière Power pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 220 M\$, comparativement à 208 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'apport d'IGM au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 116 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 108 M\$ pour la période correspondante de 2016 et à 104 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

- Le bénéfice net ajusté d'IGM attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires d'IGM s'est chiffré à 363 M\$ (1,51 \$ par action) pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 340 M\$ (1,40 \$ par action) pour la période correspondante de 2016, soit une augmentation de 7,9 % par action découlant d'une hausse de l'apport du Groupe Investors et de Mackenzie. IGM a déclaré un bénéfice net ajusté attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 186 M\$ (0,77 \$ par action) pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 173 M\$ (0,72 \$ par action) pour la période correspondante de 2016 et à 177 M\$ (0,74 \$ par action) pour le premier trimestre de 2017.
- Le tableau suivant présente le bénéfice net ajusté avant intérêts et impôt des secteurs d'IGM et le bénéfice net ajusté (des mesures non conformes aux IFRS décrites dans la partie C du présent rapport de gestion) ainsi que le bénéfice net attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires d'IGM :

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Groupe Investors	373	337	194	179	174
Mackenzie	85	77	44	41	41
Exploitation générale et autres	68	65	35	33	31
Bénéfice net ajusté (avant intérêts, impôt sur le bénéfice, dividendes sur actions privilégiées et autres)	526	479	273	253	246
Charges d'intérêts, impôt sur le bénéfice, dividendes sur actions privilégiées et autres	(163)	(139)	(87)	(76)	(73)
Bénéfice net ajusté ^[1]	363	340	186	177	173
Autres éléments	15	-	15	-	-
Bénéfice net ^[1]	378	340	201	177	173

[1] Attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires d'IGM.

Apport d'IGM à la Financière Power :

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Participation directe moyenne (%)	61,5	61,1	61,5	61,5	61,4
Apport aux éléments suivants de la Financière Power :					
Bénéfice net ajusté	220	208	116	104	108
Autres éléments	8	-	8	-	-
	228	208	124	104	108

GROUPE INVESTORS

Le bénéfice net ajusté a augmenté pour le semestre et le trimestre clos le 30 juin 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, en raison des éléments suivants :

- Une augmentation des honoraires principalement attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 12,4 % au semestre clos le 30 juin 2017 et de 12,3 % au deuxième trimestre de 2017;
- Partiellement contrebalancée par une augmentation des commissions, principalement attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen, une augmentation des charges autres que les commissions résultant principalement du soutien du réseau de conseillers et d'autres initiatives de développement des affaires ainsi que des frais des sous-conseillers découlant de l'augmentation de l'actif géré.

MACKENZIE

Le bénéfice net ajusté a augmenté pour le semestre et le trimestre clos le 30 juin 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, en raison des éléments suivants :

- Une augmentation des honoraires principalement attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 10,3 % au semestre clos le 30 juin 2017 et de 11,4 % au deuxième trimestre de 2017, contrebalancée par une diminution du taux moyen des honoraires de gestion;
- Partiellement contrebalancée par une augmentation des commissions, principalement attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen et par une augmentation des charges autres que les commissions.

Le tableau suivant présente le total de l'actif géré :

(en milliards de dollars)	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	31 mars 2016
Groupe Investors	84,9	84,4	76,6	75,7
Mackenzie	68,6	66,3	61,7	60,7
Exploitation générale et autres ^[1]	(5,3)	(3,6)	(3,2)	(3,0)
Total	148,2	147,1	135,1	133,4

[1] Comprend l'actif géré d'Investment Planning Counsel, excluant un ajustement représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

Le tableau suivant présente le total de l'actif géré quotidien moyen des fonds d'investissement :

(en milliards de dollars)	2017		2016			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Groupe Investors	85,0	82,8	79,7	78,1	75,8	73,5
Mackenzie	54,2	52,3	50,6	49,6	47,8	46,7
Exploitation générale et autres ^[1]	4,7	4,5	4,5	4,5	4,3	4,2
Total	143,9	139,6	134,8	132,2	127,9	124,4

[1] Comprend l'actif géré d'Investment Planning Counsel, excluant un ajustement représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel.

Se reporter à la partie C du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur les résultats d'IGM.

Pargesa

L'apport de Pargesa au bénéfice net ajusté de la Financière Power pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 92 M\$, comparativement à 85 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'apport de Pargesa au bénéfice net ajusté de la Financière Power s'est chiffré à 49 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 56 M\$ pour la période correspondante de 2016 et à 43 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

Les composantes du bénéfice net ajusté (décrit comme le « résultat courant économique » dans la partie D du présent rapport de gestion) et du bénéfice net de Pargesa s'établissent comme suit :

(en millions de francs suisses)	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Apport des principales participations					
Quote-part du bénéfice de :					
Imerys	57	57	31	26	31
Dividendes de :					
LafargeHolcim	60	44	60	-	44
SGS	46	41	-	46	-
adidas	15	11	15	-	11
Pernod Ricard	11	10	11	-	10
Umicore	7	8	7	-	8
Total	10	13	10	-	22
Engie	-	13	-	-	13
	206	197	134	72	139
Apport provenant des activités des fonds d'actions de sociétés fermées et des autres fonds d'investissement	60	25	3	57	27
Charges financières, montant net	(8)	16	(5)	(3)	(10)
Autre bénéfice d'exploitation tiré des activités des sociétés de portefeuille	8	3	8	-	3
Frais généraux et impôt	(16)	(13)	(8)	(8)	(8)
Bénéfice net ajusté	250	228	132	118	151
Autres éléments	3	(589)	(4)	7	(141)
Bénéfice net (perte nette)	253	(361)	128	125	10

Apport de Pargesa à la Financière Power :

(en millions de dollars canadiens)	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Participation indirecte moyenne (%)	27,8	27,8	27,8	27,8	27,8
Apport aux éléments suivants de la Financière Power :					
Bénéfice net ajusté	92	85	49	43	56
Autres éléments	2	(269)	(1)	3	(52)
	94	(184)	48	46	4

Les taux de change moyens pour les semestres et les trimestres clos les 30 juin 2017 et 2016 étaient les suivants :

	Semestres clos les			Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation en %	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation en %
Euro/FS	1,0769	1,0957	(1,7)	1,0839	1,0957	(1,1)
FS/CA	1,3428	1,3546	(0,9)	1,3663	1,3281	2,9

Une grande part du bénéfice net ajusté de Pargesa est composée de dividendes provenant de ses placements non consolidés, qui sont déclarés comme suit :

- LafargeHolcim (deuxième trimestre);
- SGS (premier trimestre);
- Total (deuxième, troisième et quatrième trimestres);
- Pernod Ricard (deuxième et quatrième trimestres);
- Umicore (deuxième et troisième trimestres);
- adidas (deuxième trimestre).

Le bénéfice net ajusté a augmenté pour le semestre clos le 30 juin 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, principalement en raison des éléments suivants :

- Une augmentation de 9 M FS des dividendes de ses principales participations;
- Une augmentation de 35 M FS de l'apport provenant des activités des fonds d'actions de sociétés fermées et des autres fonds d'investissement;
- Des charges sans effet de trésorerie de 7 M FS comprises dans les charges financières, montant net, attribuables à l'évaluation à la valeur de marché des instruments financiers dérivés liés aux débentures convertibles et échangeables émises par GBL, comparativement à des profits sans effet de trésorerie de même nature de 32 M FS pour la période correspondante de 2016;
- Un profit de 13 M FS provenant des activités de négociation et des activités liées aux dérivés de GBL dans le cadre de la gestion de son portefeuille, comparativement à 1 M FS en 2016.

Le bénéfice net ajusté pour le trimestre clos le 30 juin 2017 a diminué par rapport à la période correspondante de 2016 principalement en raison d'une baisse de 24 M FS de l'apport provenant des activités des fonds d'actions de sociétés fermées et des autres fonds d'investissement.

Se reporter à la partie D du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur les résultats de Pargesa.

ACTIVITÉS PROPRES

Les activités propres incluent les produits tirés (pertes sur) des placements, les charges d'exploitation, les charges financières, l'amortissement et l'impôt sur le bénéfice.

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Produits tirés (pertes sur) des placements ^[1]	27	(14)	36	(9)	(2)
Charges d'exploitation et autres charges					
Charges d'exploitation	(41)	(37)	(21)	(20)	(17)
Charges financières	(9)	(9)	(5)	(4)	(5)
Amortissement	(1)	(1)	-	(1)	-
Impôt ^[2]	(3)	(9)	(3)	-	(5)
	(54)	(56)	(29)	(25)	(27)
Activités propres	(27)	(70)	7	(34)	(29)

[1] Au deuxième trimestre de 2017, la Financière Power a obtenu le contrôle de Wealthsimple, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit, reflétant la participation de la Société dans Wealthsimple à la juste valeur.

[2] Comprend principalement la retenue d'impôt à la source payable lors du rapatriement de la trésorerie de Power Financial Europe B.V. à la Financière Power.

AUTRES ÉLÉMENTS (EXCLUS DU BÉNÉFICE AJUSTÉ)

Le tableau suivant présente la quote-part revenant à la Société des autres éléments :

	Semestres clos les		Trimestres clos les		
	30 juin 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016
Lifeco					
Charges de restructuration	(104)	-	(84)	(20)	-
	(104)	-	(84)	(20)	-
IGM					
Charges de restructuration	(10)	-	(10)	-	-
Régime de retraite	22	-	22	-	-
Quote-part des autres éléments de Lifeco	(4)	-	(4)	-	-
	8	-	8	-	-
Pargesa					
Total – profits à la cession partielle	-	101	-	-	-
LafargeHolcim – charges pour perte de valeur	-	(360)	-	-	(52)
Engie – charges pour perte de valeur	-	(9)	-	-	-
Autres (charges) produits	2	(1)	(1)	3	-
	2	(269)	(1)	3	(52)
	(94)	(269)	(77)	(17)	(52)

Aux premier et deuxième trimestres de 2017, les autres éléments comprenaient principalement ce qui suit :

Lifeco

PREMIER TRIMESTRE

- Charges de restructuration de 20 M\$: principalement liées aux activités d'assurance-maladie et de détail de Lifeco en Irlande ainsi qu'à la conclusion des activités d'intégration au sein d'Empower Retirement.

DEUXIÈME TRIMESTRE

- Charges de restructuration de 84 M\$: principalement liées à la restructuration des activités canadiennes de Lifeco (se reporter à la rubrique Aperçu).

Financière IGM

DEUXIÈME TRIMESTRE

- Charges de restructuration de 10 M\$: coûts de séparation et de cessation d'emploi essentiellement liés à la réduction de l'empreinte des bureaux régionaux d'IGM.
- Modification relative au régime de retraite de 22 M\$: réévaluation favorable de l'obligation au titre du régime de retraite enregistré d'IGM qui tient compte de la mise en œuvre d'une nouvelle politique qui restreint la possibilité d'augmentations futures de certaines prestations.

Aux premier et deuxième trimestres de 2016, les autres éléments comprenaient principalement ce qui suit :

Pargesa

PREMIER TRIMESTRE

- Total – profit à la cession partielle de 101 M\$: GBL a cédé une participation de 1,1 % dans Total.
- LafargeHolcim – charge pour perte de valeur de 308 M\$: une charge sans effet de trésorerie de 1 443 M€ comptabilisée par GBL en raison d'une baisse considérable du cours de l'action de LafargeHolcim.
- Engie – charge pour perte de valeur de 9 M\$: une charge sans effet de trésorerie comptabilisée par GBL.

DEUXIÈME TRIMESTRE

- LafargeHolcim – charge pour perte de valeur de 52 M\$: une charge sans effet de trésorerie de 239 M€ comptabilisée par GBL en raison d'une baisse additionnelle du cours de l'action de LafargeHolcim, lequel est passé de 41,28 € au 31 mars 2016 à 37,10 € au 30 juin 2016.

SITUATION FINANCIÈRE**BILANS CONSOLIDÉS (RÉSUMÉS)**

Le bilan résumé de Lifeco et d'IGM et le bilan non consolidé de la Financière Power sont présentés ci-dessous. Le tableau suivant présente un rapprochement du bilan non consolidé, qui n'est pas présenté conformément aux IFRS, et du bilan consolidé résumé de la Société au 30 juin 2017.

	Financière Power	Lifeco	IGM	Ajustements liés à la consolidation et autres ^[1]	Financière Power Bilans consolidés	
					30 juin 2017	31 décembre 2016
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 087	3 398	1 069	(253)	5 301	4 396
Placements	160	161 623	8 076	34	169 893	167 744
Participation dans Lifeco	13 667	-	914	(14 581)	-	-
Participation dans IGM	2 912	364	-	(3 276)	-	-
Participation dans Parjointco	3 132	-	-	-	3 132	2 811
Participations dans les autres entreprises contrôlées conjointement et les entreprises associées	-	66	-	-	66	292
Fonds détenus par des assureurs cédants	-	10 317	-	-	10 317	10 781
Actifs au titre des cessions en réassurance	-	5 416	-	-	5 416	5 627
Autres actifs	120	10 161	1 353	(38)	11 596	11 292
Immobilisations incorporelles	-	3 900	2 031	65	5 996	5 966
Goodwill	-	5 992	2 660	761	9 413	9 274
Participation pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	-	208 536	-	-	208 536	200 403
Total de l'actif	21 078	409 773	16 103	(17 288)	429 666	418 586
Passif						
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	-	159 750	-	-	159 750	157 949
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	-	-	7 535	-	7 535	7 721
Déventures et autres instruments d'emprunt	250	5 531	1 925	(42)	7 664	7 513
Autres passifs	559	10 528	1 796	(17)	12 866	12 784
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	-	208 536	-	-	208 536	200 403
Total du passif	809	384 345	11 256	(59)	396 351	386 370
Fonds propres						
Actions privilégiées perpétuelles	2 830	2 714	150	(2 864)	2 830	2 580
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17 439	19 749	4 697	(24 446)	17 439	16 901
Participations ne donnant pas le contrôle ^[2,3]	-	2 965	-	10 081	13 046	12 735
Total des fonds propres	20 269	25 428	4 847	(17 229)	33 315	32 216
Total du passif et des fonds propres	21 078	409 773	16 103	(17 288)	429 666	418 586

[1] Les ajustements liés à la consolidation et autres comprennent Portag3 et Wealthsimple, ainsi que des écritures d'élimination et des reclassements.

[2] Les participations ne donnant pas le contrôle de Lifeco comprennent le surplus attribuable au compte de participation de filiales.

[3] Les participations ne donnant pas le contrôle relatives aux ajustements liés à la consolidation représentent les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds propres de Lifeco et d'IGM.

Le total de l'actif de la Société a augmenté pour s'établir à 429,7 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 418,6 G\$ au 31 décembre 2016, principalement en raison de l'incidence de la fluctuation favorable des marchés et de la croissance des nouvelles affaires, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence négative des fluctuations des devises.

Le passif a augmenté pour s'établir à 396,4 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 386,4 G\$ au 31 décembre 2016, principalement en raison des éléments suivants, tels qu'ils ont été présentés par Lifeco :

- Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 1,8 G\$, principalement en raison de l'incidence des nouvelles affaires, partiellement contrebalancée par l'incidence des variations des hypothèses, les traités restructurés en matière de réassurance et le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.
- Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont augmenté de 8,1 G\$, principalement en raison de l'incidence combinée des hausses de la valeur de marché et des produits de placement de 5,9 G\$, de l'incidence des fluctuations des devises de 2,1 G\$ et des dépôts nets de 0,9 G\$.

Les parties B et C du présent rapport de gestion présentent respectivement une analyse des bilans consolidés de Lifeco et d'IGM.

BILANS NON CONSOLIDÉS

Dans le mode de présentation non consolidée ci-dessous, Lifeco et IGM sont présentées par la Société selon la méthode de la mise en équivalence. Ces bilans non consolidés, qui ne sont pas présentés conformément aux IFRS, rehaussent l'information fournie dans le rapport de gestion et aident le lecteur à cibler les changements dans les bilans non consolidés de la Financière Power, lesquels comprennent ses participations dans Lifeco et IGM comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie ^[1]	1 087	842
Participation dans Lifeco	13 667	13 536
Participation dans IGM	2 912	2 866
Participation dans Parjointco	3 132	2 811
Placements (y compris les placements dans Portag3 et Wealthsimple)	160	76
Autres actifs	120	122
Total de l'actif	21 078	20 253
Passif		
Déventures	250	250
Autres passifs	559	522
Total du passif	809	772
Fonds propres		
Actions privilégiées perpétuelles	2 830	2 580
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17 439	16 901
Total des fonds propres	20 269	19 481
Total du passif et des fonds propres	21 078	20 253

[1] Les équivalents de trésorerie comprennent des titres à revenu fixe d'un montant de 297 M\$ (341 M\$ au 31 décembre 2016) dont l'échéance est supérieure à trois mois. Conformément aux IFRS, ceux-ci sont classés dans les placements dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par la Financière Power se sont élevés à 1 087 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 842 M\$ à la fin de décembre 2016. Les dividendes déclarés par la Société pour le deuxième trimestre et versés le 1^{er} août 2017 se sont chiffrés à 325 M\$ et sont inclus dans les autres passifs. Les dividendes déclarés par IGM pour le deuxième trimestre et reçus par la Société le 31 juillet 2017 se sont chiffrés à 83 M\$ et sont inclus dans les autres actifs (pour obtenir plus de détails, se reporter à la section États non consolidés des flux de trésorerie présentée plus loin).

Participations dans Lifeco, IGM et Parjointco

La valeur comptable des participations de la Financière Power dans Lifeco, IGM et Parjointco, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, a augmenté pour s'établir à 19 711 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 19 213 M\$ au 31 décembre 2016 :

	Lifeco	IGM	Parjointco	Total
Valeur comptable au début de l'exercice	13 536	2 866	2 811	19 213
Quote-part du bénéfice net ajusté	900	220	92	1 212
Quote-part des autres éléments	(104)	8	2	(94)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(184)	(18)	306	104
Dividendes	(491)	(167)	(78)	(736)
Autres, incluant principalement l'incidence des variations des participations	10	3	(1)	12
Valeur comptable au 30 juin 2017	13 667	2 912	3 132	19 711

FONDS PROPRES**Actions privilégiées**

Les actions privilégiées de la Société consistent en onze séries d'actions privilégiées de premier rang à taux fixe et à dividende non cumulatif, en deux séries d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, et en deux séries d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif d'un montant en capital déclaré total de 2 830 M\$ au 30 juin 2017 (comparativement à 2 580 M\$ au 31 décembre 2016). Toutes les séries d'actions sont des actions privilégiées perpétuelles et elles sont rachetables en totalité ou en partie uniquement au gré de la Société à partir de dates déterminées.

Le 26 mai 2017, la Société a émis 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série V, donnant droit à un dividende non cumulatif de 5,15 %, pour un produit brut de 250 M\$.

Les modalités des actions privilégiées de premier rang en circulation sont décrites à la note 17 des états financiers consolidés de 2016 de la Société, ainsi qu'à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires

Les fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires se sont chiffrés à 17 439 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 16 901 M\$ au 31 décembre 2016 :

Semestres clos les 30 juin	2017	2016
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, au début de l'exercice	16 901	16 893
Variation des bénéfices non distribués		
Bénéfice net avant les dividendes sur les actions privilégiées perpétuelles	1 091	826
Dividendes déclarés	(650)	(622)
Incidence des variations des participations dans les filiales et autres	21	(87)
	462	117
Variations des réserves		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)		
Écarts de change	(310)	(995)
Réévaluation des placements et couvertures de flux de trésorerie	167	125
Écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies	(81)	(273)
Quote-part de Pargesa et des autres entreprises associées	314	202
Rémunération fondée sur des actions	(15)	(3)
	75	(944)
Émission d'actions ordinaires (19 039 actions en 2017 et nil en 2016) aux termes du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Société	1	-
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires aux 30 juin	17 439	16 066

La valeur comptable par action ordinaire de la Société s'est établie à 24,45 \$ au 30 juin 2017, comparativement à 23,69 \$ à la fin de 2016.

Nombre d'actions ordinaires en circulation

À la date du présent rapport de gestion, 713 288 699 actions ordinaires de la Société étaient en circulation, comparativement à 713 269 660 au 31 décembre 2016. À la date du présent rapport de gestion, des options visant l'achat d'un nombre maximal total de 11 874 559 actions ordinaires de la Société étaient en cours en vertu du Régime d'options sur actions à l'intention des employés de la Société.

La Société a déposé un prospectus préalable de base simplifié daté du 7 décembre 2016, en vertu duquel, pendant une période de 25 mois à partir de cette date, elle peut émettre jusqu'à un total de 3 G\$ d'actions privilégiées de premier rang, d'actions ordinaires, de reçus de souscription et de titres d'emprunt non garantis, ou de toute combinaison de ces titres. Ce dépôt donne à la Société la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et de participation en temps opportun.

FLUX DE TRÉSORERIE**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (RÉSUMÉS)**

Les flux de trésorerie résumés de Lifeco et d'IGM et les flux de trésorerie non consolidés de la Financière Power sont présentés ci-dessous. Le tableau présente un rapprochement de l'état non consolidé des flux de trésorerie, qui n'est pas présenté conformément aux IFRS, et de l'état consolidé résumé des flux de trésorerie de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017.

	Financière Power	Lifeco	IGM	Ajustements liés à la consolidation et autres	Financière Power	
					Flux de trésorerie consolidés	
Semestres clos les 30 juin					2017	2016
Flux de trésorerie liés à ce qui suit :						
Activités d'exploitation	694	2 769	220	(713)	2 970	3 406
Activités de financement	(391)	(936)	134	697	(496)	(871)
Activités d'investissement	(58)	(1 689)	104	79	(1 564)	(2 338)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	(5)	-	-	(5)	(205)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	245	139	458	63	905	(8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	842	3 259	611	(316)	4 396	4 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie aux 30 juin	1 087	3 398	1 069	(253)	5 301	4 180

La trésorerie et les équivalents de trésorerie consolidés ont augmenté de 905 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à une diminution de 8 M\$ pour la période correspondante de 2016.

Les activités d'exploitation ont donné lieu à des entrées de trésorerie nettes de 2 970 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 3 406 M\$ pour la période correspondante de 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement, qui comprennent les dividendes versés sur les actions ordinaires et privilégiées de la Société, ainsi que les dividendes versés par les filiales aux participations ne donnant pas le contrôle, ont représenté des sorties de trésorerie nettes de 496 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 871 M\$ pour la période correspondante de 2016.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont entraîné des sorties de trésorerie nettes de 1 564 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 2 338 M\$ pour la période correspondante de 2016.

La Société a diminué son volume de titres à revenu fixe dont l'échéance est de plus de trois mois, ce qui a donné lieu à des entrées de trésorerie nettes de 44 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 34 M\$ pour la période correspondante de 2016.

Les parties B et C du présent rapport de gestion présentent respectivement une analyse des flux de trésorerie de Lifeco et d'IGM.

ÉTATS NON CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La Financière Power est une société de portefeuille. Par conséquent, les flux de trésorerie de la Société sont principalement constitués des dividendes reçus de Lifeco, d'IGM et de Parjointco ainsi que des produits de (pertes sur) la trésorerie et les équivalents de trésorerie, moins les charges d'exploitation, les charges financières, l'impôt sur le bénéficiaire et les dividendes sur les actions privilégiées et sur les actions ordinaires.

Les états non consolidés des flux de trésorerie de la Société ci-dessous, qui ne sont pas présentés conformément aux IFRS, ont été préparés afin d'aider le lecteur puisqu'ils permettent d'isoler les flux de trésorerie de la Financière Power, la société mère.

Semestres clos les 30 juin	2017	2016
Activités d'exploitation		
Bénéfice net avant les dividendes sur les actions privilégiées perpétuelles	1 091	826
Éléments d'ajustement		
Bénéfices de Lifeco, d'IGM et de Parjointco non reçus en espèces	(382)	(191)
Autres	(15)	20
	694	655
Activités de financement		
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(62)	(64)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(574)	(545)
Émission d'actions privilégiées perpétuelles	250	-
Émission d'actions ordinaires	1	-
Autres (y compris les frais d'émission d'actions)	(6)	-
	(391)	(609)
Activités d'investissement		
Placements dans Portag3 et Wealthsimple	(21)	(13)
Acquisition d'autres placements et autres éléments	(37)	(5)
	(58)	(18)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	245	28
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	842	870
Trésorerie et équivalents de trésorerie aux 30 juin	1 087	898

Sur une base non consolidée, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 245 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à une augmentation de 28 M\$ pour la période correspondante de 2016.

Les activités d'exploitation ont donné lieu à des entrées de trésorerie nettes de 694 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des entrées de trésorerie nettes de 655 M\$ pour la période correspondante de 2016.

- Les dividendes versés par Lifeco sur ses actions ordinaires au cours du semestre clos le 30 juin 2017 ont totalisé 0,734 \$ par action, comparativement à 0,692 \$ par action pour la période correspondante de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la Société a reçu des dividendes de Lifeco d'un montant de 491 M\$, comparativement à 463 M\$ pour la période correspondante de 2016.
- Les dividendes versés par IGM sur ses actions ordinaires au cours du semestre clos le 30 juin 2017 ont totalisé 1,125 \$ par action, soit le même montant que pour la période correspondante de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la Société a reçu des dividendes d'IGM d'un montant de 167 M\$, soit le même montant que pour la période correspondante de 2016.
- Pargesa déclare et verse un dividende annuel au deuxième trimestre se clôturant le 30 juin. Le dividende versé par Pargesa à Parjointco en 2017 s'est chiffré à 2,44 FS par action au porteur, comparativement à 2,38 FS en 2016. La Société a reçu des dividendes de Parjointco d'un montant de 78 M\$ (57 M FS) en 2017, comparativement à 75 M\$ (56 M FS) pour la période correspondante de 2016.

Les activités de financement de la Société ont donné lieu à des sorties de trésorerie nettes de 391 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 609 M\$ pour la période correspondante de 2016, et elles comprenaient ce qui suit :

- Le versement de dividendes par la Société sur les actions privilégiées et les actions ordinaires d'un montant de 636 M\$, comparativement à 609 M\$ pour la période correspondante de 2016. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, les dividendes versés par la Société sur ses actions ordinaires ont totalisé 0,805 \$ par action, comparativement à 0,765 \$ par action pour la période correspondante de 2016.
- L'émission d'actions privilégiées perpétuelles de la Société pour un montant de 250 M\$. Il n'y a eu aucune émission d'actions privilégiées pour la période correspondante de 2016.
- L'émission d'actions ordinaires de la Société d'un montant de 1 M\$, conformément au Régime d'options sur actions à l'intention des employés, par rapport à aucune émission pour la période correspondante de 2016.

Les activités d'investissement de la Société ont représenté des sorties de trésorerie nettes de 58 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à des sorties de trésorerie nettes de 18 M\$ pour la période correspondante de 2016.

GESTION DU CAPITAL

En tant que société de portefeuille, la Financière Power a les objectifs suivants en matière de gestion du capital :

- offrir des rendements à long terme attrayants aux actionnaires de la Société;
- offrir une flexibilité financière suffisante pour mettre en application sa stratégie de croissance qui vise à investir en temps opportun dans ses sociétés en exploitation et à effectuer d'autres placements lorsque des occasions se présentent;
- maintenir une notation de crédit appropriée qui lui garantit un accès stable aux marchés financiers.

La Société gère son capital en tenant compte des caractéristiques de risque et de la liquidité de ses placements. Afin de maintenir ou de modifier sa structure du capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires ou émettre du capital.

Le conseil d'administration de la Société est responsable de la gestion du capital. La direction de la Société est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital et de la mise en œuvre et du suivi de ses plans de capital. Le conseil d'administration de la Société examine et approuve les transactions liées au capital, telles que l'émission, le remboursement et le rachat d'actions ordinaires, d'actions privilégiées perpétuelles et de débetures. Les conseils d'administration des filiales de la Société, de même que ceux de Pargesa et de GBL, sont responsables de la gestion du capital de leur société respective.

La Société détient des positions dans des placements à long terme ainsi que de la trésorerie et des titres à revenu fixe afin de répondre à ses besoins en matière de liquidités. À l'exception des débetures et autres instruments d'emprunt, le capital de la Société est permanent, ce qui correspond à la nature à long terme de ses placements. La structure du capital de la Société comprend les actions privilégiées perpétuelles, les débetures, les fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires et les participations ne donnant pas le contrôle. La Société considère les actions privilégiées perpétuelles comme une source de capitaux permanente et efficace, conformément à sa stratégie qui consiste à maintenir un niveau d'endettement relativement faible.

Dans le tableau qui suit, la structure du capital consolidé reflète la consolidation des filiales de la Société. La structure du capital consolidé de la Société comprend les débetures et autres instruments d'emprunt de ses filiales consolidées. Les débetures et autres instruments d'emprunt émis par Lifeco et IGM sont sans recours pour la Société. Les actions privilégiées perpétuelles et le total des fonds propres représentaient 81 % de la structure du capital consolidé au 30 juin 2017.

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Débetures et autres instruments d'emprunt		
Financière Power	250	250
Lifeco	5 531	5 980
IGM	1 925	1 325
Ajustements liés à la consolidation	(42)	(42)
	7 664	7 513
Actions privilégiées		
Financière Power	2 830	2 580
Lifeco	2 714	2 514
IGM	150	150
	5 694	5 244
Fonds propres		
Fonds propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires	17 439	16 901
Participations ne donnant pas le contrôle ^[1]	10 182	10 071
	27 621	26 972
	40 979	39 729

[1] Représentent les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds propres des filiales de la Société, excluant les actions privilégiées de Lifeco et d'IGM, lesquelles sont présentées comme des actions privilégiées dans le présent tableau.

Financière Power

- Le 26 mai 2017, la Société a émis 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série V, donnant droit à un dividende non cumulatif de 5,15 % pour un produit brut de 250 M\$.

Lifeco

- Le 8 février 2017, Irish Life Assurance, une filiale de Lifeco, a remboursé ses débetures subordonnées à 5,25 % d'un montant de 200 M€ à leur montant en capital plus les intérêts courus.
- Le 18 mai 2017, Lifeco a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série T, donnant droit à un dividende non cumulatif de 5,15 % pour un produit brut de 200 M\$.
- Le 26 mai 2017, Great-West Lifeco & Finance (Delaware) LP a émis des billets non garantis de premier rang à 4,15 % d'un montant en capital de 700 M\$ US, garantis entièrement et sans condition par Lifeco et arrivant à échéance en 2047.
- Le 21 juin 2017, Great-West Lifeco & Finance (Delaware) LP a remboursé la totalité du capital de ses débetures subordonnées à 5,691 % d'un montant de 1 G\$, arrivant à échéance le 21 juin 2067, à un prix de remboursement correspondant à 100 % du montant du capital des débetures, plus les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement, mais à l'exclusion de cette date.

Financière IGM

- Le 26 janvier 2017, IGM a émis des débetures à 3,44 % sur 10 ans d'un montant de 400 M\$ ainsi que des débetures à 4,56 % sur 30 ans d'un montant de 200 M\$. IGM se servira du produit net pour aider sa filiale, Placements Mackenzie, à financer une partie importante des acquisitions visant une participation de 13,9 % dans China Asset Management Co., Ltd., une société de gestion de fonds en Chine, et pour les besoins généraux de l'entreprise.

La Société n'est assujettie à aucune exigence en matière de capital réglementaire imposée de l'extérieur. Toutefois, Lifeco et certaines de ses principales filiales et les filiales d'IGM sont assujetties à des exigences en matière de capital réglementaire. Pour une description plus détaillée des activités de gestion du capital de Lifeco et d'IGM, se reporter respectivement aux parties B et C du présent rapport de gestion.

NOTATIONS

La notation actuellement attribuée par Standard & Poor's (S&P) aux débetures de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La notation actuellement attribuée par Dominion Bond Rating Service (DBRS) aux débetures de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-dessous proviennent de leurs sites Web respectifs. Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, les notations pourraient ne pas tenir compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à tout moment.

La notation « A+ » attribuée aux débetures de la Société par S&P correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Une débeture à long terme notée « A+ » est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées. Toutefois, le débiteur obligataire a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations.

La notation « A (élevée) » attribuée aux débetures de la Société par DBRS correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Une débeture à long terme notée « A (élevée) » indique que la capacité à l'égard du paiement est appréciable, mais que sa qualité de crédit est inférieure à celle d'une débeture notée « AA » et qu'elle peut être vulnérable aux événements futurs, bien que les facteurs négatifs que la notation « A (élevée) » comporte sont gérables.

Les notations de crédit attribuées à la Société demeurent inchangées par rapport à celles qui sont décrites dans le rapport de gestion annuel de 2016.

GESTION DES RISQUES

La Financière Power est une société de portefeuille qui détient des participations importantes dans le secteur des services financiers par l'entremise de ses participations lui donnant le contrôle de Lifeco et d'IGM. Par conséquent, la Société est exposée aux risques du fait qu'elle est un actionnaire important de ces sociétés en exploitation. Les conseils d'administration respectifs de Lifeco, d'IGM, de Pargesa et de GBL sont responsables de la surveillance des risques au sein de leurs sociétés respectives. Le comité de gestion des risques du conseil d'administration de Lifeco est responsable de la surveillance de ses risques et le conseil d'administration d'IGM supervise la gestion de ses risques et s'acquiesce de son mandat par l'intermédiaire de divers comités. Certains dirigeants de la Société siègent à ces conseils et aux comités de ceux-ci et, dans le cadre de leurs fonctions à titre d'administrateurs, ils participent par le fait même à la surveillance des risques au sein des sociétés en exploitation. Pour une description plus détaillée des risques liés à Lifeco et à IGM, se reporter respectivement aux parties B et C du présent rapport de gestion. Pargesa, une société de portefeuille, est assujettie à des risques en raison de la nature de ses activités et des activités de sa filiale directe, GBL. Ces risques sont liés aux risques de crédit, de liquidité et de marché, tels qu'ils sont décrits dans les états financiers consolidés de Pargesa pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

La Société estime qu'une gestion prudente des risques ne peut se concrétiser qu'en adoptant un modèle de gouvernance axé sur la surveillance active des sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Le conseil d'administration de la Société a la responsabilité globale de gérer les risques d'exploitation liés aux instruments financiers et de surveiller la mise en œuvre et le maintien, par la direction, de politiques et de contrôles en matière de gestion des risques découlant des activités que la Société exerce à titre de société de portefeuille.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité d'audit s'intéresse aux risques inhérents à la présentation de l'information financière et à la cybersécurité.
- Le comité de rémunération évalue les risques liés aux politiques et pratiques de rémunération de la Société.
- Le comité de gouvernance et des mises en candidature s'assure que la Société traite adéquatement les risques potentiels en matière de gouvernance.
- Le comité des opérations entre personnes reliées et de révision évalue les transactions avec des parties liées de la Société aux fins d'approbation.

Un placement dans les titres de la Société de même que les activités qu'exerce la Société comportent certains risques intrinsèques, dont ceux énumérés ci-dessous et d'autres risques présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion, que l'investisseur est invité à étudier attentivement avant d'investir dans des titres de la Société. Le texte qui suit constitue une analyse de certains risques qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière et la performance financière de la Société, ainsi que sur la valeur de ses fonds propres. Cette description des risques ne comprend pas tous les risques possibles et il pourrait exister d'autres risques dont la Société n'est pas au courant actuellement.

DÉTENTION D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le cours des actions de la Financière Power et de ses filiales peut être volatil et connaître des fluctuations en raison de nombreux facteurs indépendants de la volonté de la Financière Power et de celle des filiales concernées. Les conditions économiques peuvent avoir un effet défavorable sur la Financière Power et ses filiales, notamment les fluctuations des taux de change, du taux d'inflation et des taux d'intérêt ainsi que les politiques monétaires, les investissements des entreprises et la santé des marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis et en Europe. Au cours des dernières années, les marchés des capitaux ont connu d'importantes fluctuations des cours et des volumes qui ont particulièrement touché les cours des titres de participation détenus par la Société et ses filiales, mais qui ne se rapportaient souvent pas à la performance en matière d'exploitation, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives des sociétés en question. Ces facteurs peuvent donner lieu à une baisse de la valeur des actifs qui est considérée comme importante ou durable, ce qui pourrait se traduire par des charges pour perte de valeur. Lors de périodes de volatilité accrue et de remous sur les marchés, les activités des filiales de la Financière Power pourraient être touchées de façon défavorable et le cours de négociation des titres de la Financière Power pourrait en subir les conséquences.

LOIS, RÈGLES ET RÉGLEMENTATIONS

Un grand nombre de lois, de règles et de réglementations gouvernementales, ainsi que de règles boursières s'appliquent à la Société. Les modifications apportées à ces lois, règles et réglementations, ou leur interprétation par des agences gouvernementales ou des tribunaux, pourraient avoir une incidence considérable sur les activités et la situation financière de la Société. Outre le fait qu'elle est tenue de respecter ces lois, règles et réglementations, la Société doit surveiller leur évolution de près, de manière à ce que toute modification à leur égard soit prise en compte dans la gestion de ses activités.

CYBERSÉCURITÉ

La Société est exposée à des risques liés à la cybersécurité, en particulier les cybermenaces, qui comprennent, sans s'y limiter, les cyberattaques comme les intrusions informatiques, les virus informatiques, l'accès non autorisé à de l'information confidentielle de nature exclusive ou sensible, ou d'autres brèches touchant le réseau ou la sécurité des technologies de l'information (TI). La Société continue de surveiller les menaces pour la cybersécurité, en plus d'améliorer ses mécanismes de protection ainsi que ses procédures de prévention, de détection, d'intervention et de gestion relativement à de telles menaces, qui évoluent constamment. Par conséquent, les mesures de protection des TI de la Société sont surveillées et adaptées de façon continue afin de prévenir et de détecter les cyberattaques, puis de les résoudre. D'éventuelles indisponibilités des systèmes d'information ou brèches de sécurité pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers de la Société ou encore nuire à sa réputation.

RISQUE LIÉ AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Financière Power a établi des politiques, des procédures et des lignes directrices pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés aux instruments financiers. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de liquidité, le risque de crédit et le risque de marché.

- Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance.
- Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière pour la Société si, dans le cadre d'une transaction, une contrepartie ne respecte pas ses engagements.
- Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché. Ces derniers peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix.
 - Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Société sont libellées dans différentes devises et que les bénéfices en devises sont convertis à divers moments et à divers taux de change lorsque des fluctuations défavorables des taux de change se produisent.
 - Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché.
 - Le risque de prix correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers.

La gestion du risque lié aux instruments financiers de la Financière Power n'a pas changé de façon importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport de gestion annuel de 2016. Pour obtenir plus de détails sur la gestion des risques de la Financière Power, se reporter aux états financiers consolidés intermédiaires et à la note 21 des états financiers consolidés de 2016 de la Société. Pour une description de la façon dont Lifeco et IGM gèrent le risque lié aux instruments financiers, se reporter respectivement aux parties B et C du présent rapport de gestion.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES INSTRUMENTS

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

Au 30 juin 2017, les valeurs comptables et la juste valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la juste valeur de la Société et de ses filiales étaient sensiblement les mêmes qu'au 31 décembre 2016. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour obtenir des informations supplémentaires sur l'évaluation de la juste valeur de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours de leurs activités, la Société et ses filiales ont recours à des instruments financiers dérivés. Lorsqu'elles utilisent ces dérivés, elles ne font qu'agir en qualité d'utilisateurs finals limités, et non en qualité de teneurs de marché.

L'utilisation des dérivés est contrôlée et revue régulièrement par la haute direction de la Société et par la haute direction de ses filiales. La Société et ses filiales ont chacune établi des politiques, des lignes directrices et des procédures en matière d'exploitation relatives à l'utilisation d'instruments financiers dérivés visant essentiellement à :

- empêcher l'utilisation des instruments dérivés à des fins spéculatives;
- documenter les opérations et s'assurer de leur conformité avec les politiques en matière de gestion des risques;
- faire état de l'efficacité des relations de couverture;
- surveiller les relations de couverture.

Aucun changement majeur n'a été apporté aux politiques et procédures de la Société et de ses filiales relativement à l'utilisation des instruments dérivés au cours du semestre clos le 30 juin 2017. Le tableau suivant présente un résumé du portefeuille de dérivés de la Société et de ses filiales :

	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Montant nominal	Risque de crédit maximal	Total de la juste valeur	Montant nominal	Risque de crédit maximal	Total de la juste valeur
Financière Power	17	2	2	14	1	1
Lifeco	20 056	463	(1 056)	17 229	528	(1 484)
IGM	3 497	41	15	4 094	43	5
	23 570	506	(1 039)	21 337	572	(1 478)

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, le montant nominal des contrats d'instruments dérivés en cours a augmenté de 2,2 G\$, principalement en raison d'une augmentation attribuable à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir ainsi qu'à des activités de couverture courantes de Lifeco. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'expiration et le règlement de contrats de change utilisés comme couvertures de flux de trésorerie pour des débentures subordonnées de Lifeco d'un montant de 1 G\$, lesquelles ont été remboursées le 21 juin 2017. L'exposition de la Société et de ses filiales au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés (qui représente la valeur de marché des instruments en position de profit) a diminué pour s'établir à 506 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 572 M\$ au 31 décembre 2016. La diminution s'explique principalement par l'expiration et le règlement de contrats de change pour lesquels les montants à verser étaient libellés en euros et les montants à recevoir, en livres sterling.

Les parties B et C du présent rapport de gestion fournissent respectivement des renseignements sur les types d'instruments financiers dérivés utilisés par Lifeco et IGM.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES

Dans le cours normal de leurs activités, la Société et ses filiales peuvent conclure certaines ententes dont la nature les empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal éventuel que la Société ou une filiale pourrait être tenue de verser à des tiers, car certaines de ces ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées.

LETTRES DE CRÉDIT

Dans le cours normal de ses activités de réassurance, Lifeco fournit des lettres de crédit à d'autres parties ou à des bénéficiaires. Un bénéficiaire détiendra normalement une lettre de crédit à titre de garantie visant à acquérir du crédit statutaire pour les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement cédés à Lifeco ou les montants à payer par celle-ci. Lifeco pourrait être tenue de rechercher des solutions de rechange aux garanties si elle se révélait incapable de renouveler les lettres de crédit existantes à leur échéance. Se reporter également à la partie B du présent rapport de gestion et à la note 31 des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

PASSIFS ÉVENTUELS

De temps à autre, dans le cours normal de leurs activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires, y compris d'arbitrages et de recours collectifs. Il est difficile de se prononcer avec certitude sur l'issue de ces poursuites et une issue défavorable pourrait nuire de manière importante à la situation financière consolidée de la Société. Toutefois, selon l'information connue actuellement, la Société ne s'attend pas à ce que les poursuites en cours, prises individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la Société.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Au 30 juin 2017, les obligations contractuelles de la Société et de ses filiales étaient sensiblement les mêmes que celles qui ont été présentées dans le rapport de gestion annuel de 2016.

IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE (BASE NON CONSOLIDÉE)

Au 30 juin 2017, la Société disposait de pertes autres qu'en capital de 108 M\$ pouvant servir à réduire le bénéfice imposable futur (y compris les profits en capital). Ces pertes viendront à expiration entre 2028 et 2037. De plus, la Société dispose de pertes en capital de 84 M\$ qui peuvent être utilisées pour une durée indéfinie. Les pertes en capital peuvent uniquement être utilisées afin de réduire des profits en capital futurs. Se reporter également à la section Transactions avec des parties liées ci-dessous.

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La Financière Power a un comité des opérations entre personnes reliées et de révision composé uniquement d'administrateurs indépendants par rapport aux membres de la direction et à l'actionnaire de contrôle de la Société. Ce comité a pour mandat de passer en revue les transactions qui sont proposées avec des parties liées de la Société, y compris l'actionnaire de contrôle, et de n'approuver que les transactions qu'il considère comme appropriées et qui sont effectuées selon les conditions du marché.

Dans le cours normal de leurs activités, la Great-West et Putnam prennent part à diverses transactions avec des parties liées, qui comprennent l'offre de prestations d'assurance collective et les services de sous-conseiller à d'autres sociétés du groupe de la Financière Power. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

Lifeco fournit des services de gestion d'actifs ainsi que des services administratifs à l'égard des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés de la Financière Power, ainsi qu'à ceux de Lifeco et de ses filiales. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

IGM conclut des transactions avec des filiales de Lifeco. Ces transactions ont lieu dans le cours normal des activités et comprennent : i) la prestation de certains services administratifs; ii) la distribution de produits d'assurance; iii) la vente de prêts hypothécaires résidentiels à la Great-West et à la London Life. Ces transactions sont effectuées selon les conditions du marché et elles sont passées en revue par le comité des opérations entre personnes reliées et de révision concerné.

En 2013, le conseil d'administration de la Société a approuvé un programme de consolidation des pertes fiscales avec IGM. Ce programme permettait à la Financière Power de dégager un bénéfice imposable suffisant pour utiliser ses pertes autres qu'en capital qui viendraient autrement à expiration, alors qu'IGM bénéficiait de déductions fiscales qui ont été utilisées pour réduire son bénéfice imposable. Dans le cadre de ce programme, la Société détenait des débentures garanties à 4,50 % d'IGM, pour un total de 2 G\$. Ces débentures représentaient la contrepartie obtenue de la vente à IGM d'un montant de 2 G\$ d'actions privilégiées à 4,51 %, émises à l'intention de la Financière Power par une filiale en propriété exclusive. La Société possédait le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette. Elle s'est prévalu de ce droit au cours du deuxième trimestre de 2017.

Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter à la note 29 des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Aux fins de la préparation des états financiers, la direction de la Société et la direction de ses filiales, Lifeco et IGM, doivent porter des jugements importants, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et du bénéfice global, ainsi que sur l'information fournie à leur sujet. Les principales sources d'incertitude relatives aux estimations et les secteurs pour lesquels des jugements importants sont portés par la direction de la Société et la direction de ses filiales concernent les entités à consolider, les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, les évaluations de la juste valeur, la dépréciation de placements, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le bénéfice et les avantages du personnel futurs. Ces éléments sont présentés dans le rapport de gestion annuel de 2016 et les notes annexes aux états financiers consolidés de 2016 de la Société. Aucun changement n'a été apporté aux estimations et jugements comptables critiques de la Société au cours du semestre clos le 30 juin 2017.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables de la Société par rapport à celles présentées au 31 décembre 2016.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société et ses filiales assurent un suivi continu des modifications éventuelles proposées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysent l'incidence que des modifications aux normes pourraient avoir sur leurs états financiers consolidés lorsqu'elles entreront en vigueur.

Aucun changement important n'a été apporté aux méthodes comptables futures qui pourrait avoir une incidence sur la Société par rapport à ce qui a été présenté dans le rapport de gestion annuel de 2016, à l'exception de ce qui est décrit ci-dessous.

IFRS 17 – CONTRATS D'ASSURANCE (IFRS 17)

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, qui remplacera IFRS 4, *Contrats d'assurance*. IFRS 17 présente les exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats d'assurance qu'une société émet et des traités de réassurance qu'elle détient, de même que les informations à fournir à leur sujet. Cette nouvelle norme entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2021. Lifeco évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme et s'attend à ce qu'elle ait une incidence importante pour les assureurs.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS (IFRS 9)

La Société est admissible à l'exemption temporaire visant le report de l'application d'IFRS 9 aux termes de la modification intitulée Application d'IFRS 9, *Instruments financiers* et d'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et, par conséquent, elle adoptera IFRS 9 le 1^{er} janvier 2021.

Parjointco, une entreprise contrôlée conjointement qui n'est pas admissible à l'exemption temporaire, adoptera IFRS 9 le 1^{er} janvier 2018. Tel qu'il est permis aux termes de la modification pour les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, la Société conservera les méthodes comptables appliquées par Parjointco. Parjointco évalue actuellement l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

IFRIC 23 – INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX (IFRIC 23)

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. L'interprétation clarifie la manière d'appliquer les exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation prescrites dans IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'une incertitude subsiste quant aux traitements fiscaux à utiliser. Cette interprétation entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société et ses filiales évaluent actuellement l'incidence de l'adoption de cette interprétation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est conçu pour offrir une assurance raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont préparés conformément aux IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces en raison de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci au cours du trimestre clos le 30 juin 2017.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2017		2016				2015			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits ^[1]	11 780	13 569	8 576	14 106	13 470	12 970	8 961	9 281	4 901	13 369
Bénéfice net ajusté (attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires) ^[2]	622	501	545	541	557	476	521	596	559	565
Par action – de base ^[2]	0,87	0,70	0,76	0,76	0,78	0,67	0,73	0,83	0,79	0,79
Autres éléments ^[2, 3]	(77)	(17)	71	(2)	(52)	(217)	7	6	57	8
Par action – de base ^[2]	(0,11)	(0,02)	0,10	-	(0,07)	(0,31)	0,01	0,01	0,08	0,01
Bénéfice net (attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires)	545	484	616	539	505	259	528	602	616	573
Par action – de base	0,76	0,68	0,86	0,76	0,71	0,36	0,74	0,84	0,87	0,80
Par action – dilué	0,76	0,68	0,86	0,76	0,71	0,36	0,74	0,84	0,86	0,80

[1] Les produits du deuxième trimestre de 2015 et du quatrième trimestre de 2016 sont moins élevés en raison d'une baisse de la valeur du portefeuille d'obligations de Lifeco attribuable à la hausse des taux d'intérêt.

[2] Le bénéfice net ajusté et le bénéfice net ajusté par action attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, ainsi que les autres éléments et les autres éléments par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Pour obtenir une définition de ces mesures financières non conformes aux IFRS, se reporter à la section Mode de présentation – Mesures financières et présentation non conformes aux IFRS du présent rapport de gestion.

[3] Le tableau suivant présente la quote-part revenant à la Société des autres éléments (bénéfice hors exploitation) de Lifeco, d'IGM et de Pargesa :

	2017		2016				2015			
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Lifeco										
Charges de restructuration	(84)	(20)	(14)	-	-	-	-	-	-	-
IGM										
Réduction des estimations d'impôt	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-
Régime de retraite	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges de restructuration	(10)	-	-	-	-	-	(15)	-	-	-
Quote-part des autres éléments de Lifeco	(4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pargesa										
Total – profit à la cession partielle	-	-	74	-	-	101	48	-	-	9
LafargeHolcim – charges pour perte de valeur	-	-	-	-	(52)	(308)	-	-	-	-
Lafarge – reprise des charges pour perte de valeur	-	-	-	-	-	-	-	8	80	-
Lafarge – charges pour perte de valeur et de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-	(23)	-
Imerys – charges pour perte de valeur et de restructuration	-	-	-	-	-	-	(26)	-	-	-
Engie – charges pour perte de valeur et perte à la cession partielle	-	-	(6)	-	-	(9)	-	-	-	-
Autres (charges) produits	(1)	3	(4)	(2)	-	(1)	-	(2)	-	(1)
	(77)	(17)	71	(2)	(52)	(217)	7	6	57	8

GREAT-WEST LIFECO INC.

PARTIE B

RAPPORT DE GESTION

PAGE B 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES ANNEXES

PAGE B 42

Veillez noter que chaque bas de page de la partie B comporte deux numéros de page différents. Le numéro de page précédé du préfixe « B » correspond au numéro de la page en question dans le présent document tandis que le numéro de page sans préfixe renvoie au numéro de la page correspondante dans le document original publié par Great-West Lifeco Inc.

Les documents ci-joints concernant Great-West Lifeco Inc. sont des documents préparés et publiés par cette filiale. Certains énoncés dans les documents ci-joints, autres que les énoncés d'un fait historique, sont des déclarations prospectives qui s'appuient sur certaines hypothèses et traduisent les attentes actuelles de la filiale telles qu'elles sont présentées dans ces documents. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre le rendement financier, la situation financière et les flux de trésorerie de la filiale à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information sur les attentes et les plans actuels de la direction de la filiale concernant l'avenir; le lecteur ne doit pas oublier que ces déclarations peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes inhérents, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être atteints.

Pour plus d'information de la filiale sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement du contenu des déclarations prospectives, sur les facteurs et les hypothèses importants utilisés pour formuler les déclarations prospectives ainsi que sur la politique de la filiale concernant la mise à jour du contenu des déclarations prospectives, veuillez vous reporter aux documents ci-joints, y compris la section intitulée Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives. Le lecteur est prié d'examiner attentivement ces facteurs et hypothèses et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

**RAPPORT DE GESTION
POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2017
DATÉ DU 2 AOÛT 2017**

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la compagnie) pour le semestre clos le 30 juin 2017, ainsi qu'une comparaison avec la période correspondante de 2016, avec le trimestre clos le 31 mars 2017 et avec la situation financière de la compagnie au 31 décembre 2016. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la compagnie pour la période close le 30 juin 2017. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2016 figurant dans le rapport annuel de 2016 de la compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion peut renfermer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, la performance financière prévue (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance) et les stratégies ou les perspectives commerciales courantes de la compagnie, ainsi que sur les mesures futures qu'elle pourrait prendre, y compris les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions à l'égard d'événements futurs qui étaient établies au moment des déclarations et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et le lecteur est prié de noter que les événements et les résultats réels pourraient s'avérer significativement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, le comportement des clients, la réputation de la compagnie, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, la réassurance, les ententes, les besoins de liquidités, les exigences de capital, les notations, les impôts, l'inflation, les taux d'intérêt et de change, la valeur des placements, les activités de couverture, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, ainsi que d'autres conditions générales sur le plan économique et politique ou relatives aux marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les réactions des clients aux nouveaux produits, la dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, la capacité de la compagnie à mettre à exécution les plans stratégiques et à y apporter des changements, les changements technologiques, les violations ou les défaillances des systèmes informatiques et de la sécurité (y compris les cyberattaques), les paiements requis aux termes de produits de placement, les changements sur le plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions et les changements significatifs imprévus à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la compagnie. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2016 de la compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, les incertitudes et les événements éventuels, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions », « actif géré », « actif administré » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance qui les aident à évaluer les résultats lorsqu'il n'existe aucune mesure comparable définie par les IFRS. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Primes et dépôts :					
Montants présentés dans les états financiers					
Primes reçues, montant net (produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie)	7 772 \$	9 365 \$	6 871 \$	17 137 \$	13 886 \$
Dépôts des titulaires de polices (fonds distincts) :					
Produits individuels	4 142	3 897	3 213	8 039	6 902
Produits collectifs	2 020	2 185	1 858	4 205	4 096
Primes et dépôts présentés dans les états financiers	13 934	15 447	11 942	29 381	24 884
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement) ⁽¹⁾	720	716	707	1 436	1 405
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾	13 767	17 386	15 522	31 153	31 876
Total des primes et dépôts⁽¹⁾	28 421	33 549	28 171	61 970	58 165
Honoraires et autres produits	1 381	1 305	1 231	2 686	2 485
Prestations aux titulaires de polices, participations des titulaires de polices et bonifications, montant net	7 377	8 543	6 023	15 920	12 562
Bénéfice					
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	585 \$	591 \$	671 \$	1 176 \$	1 291 \$
Bénéfice net ajusté, à l'exclusion des coûts de restructuration – détenteurs d'actions ordinaires ⁽⁶⁾	712	619	671	1 331	1 291
Par action ordinaire					
Bénéfice de base	0,591	0,598	0,675	1,189	1,300
Bénéfice de base ajusté, à l'exclusion des coûts de restructuration ⁽⁶⁾	0,719	0,627	0,675	1,345	1,300
Dividendes versés	0,367	0,367	0,346	0,734	0,692
Valeur comptable ⁽²⁾	19,95	19,99	19,02		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires⁽³⁾					
Bénéfice net	13,0 %	13,6 %	14,0 %		
Bénéfice net ajusté, à l'exclusion des coûts de restructuration ⁽⁶⁾	13,9 %	13,9 %	14,0 %		
Total de l'actif selon les états financiers	409 773 \$	405 632 \$	390 251 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽⁴⁾	271 686	270 121	243 688		
Total de l'actif géré⁽⁴⁾	681 459	675 753	633 939		
Autres actifs administrés ⁽⁵⁾	627 633	620 064	549 878		
Total de l'actif administré	1 309 092 \$	1 295 817 \$	1 183 817 \$		
Total des capitaux propres	25 428 \$	25 372 \$	24 201 \$		

(1) En plus des primes et dépôts présentés dans les états financiers, la compagnie inclut les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS) et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs dans le calcul du total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS). Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

(2) Certains chiffres correspondants ont été ajustés aux fins de la présentation.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires est présenté en détail à la rubrique portant sur la répartition du capital.

(4) Le total de l'actif géré (une mesure financière non définie par les IFRS) est un indicateur de la taille et du volume des activités générales de la compagnie. Les services offerts relativement à l'actif géré comprennent le choix des placements, la prestation de conseils sur les placements et la gestion de portefeuilles discrétionnaires au nom des clients. L'actif géré est composé des fonds gérés à l'externe et à l'interne dont la compagnie surveille les politiques de placement.

(5) Les autres actifs administrés (une mesure financière non définie par les IFRS) comprennent les actifs pour lesquels la compagnie ne fournit que des services administratifs, contre des honoraires et autres produits. Les clients sont les propriétaires véritables de ces actifs et la compagnie ne dirige pas les activités de placement. Les services offerts relativement aux actifs administrés comprennent la tenue de livres, les services de garde, la collecte des produits tirés des placements, le règlement de transactions et d'autres services administratifs. Les services administratifs représentent un secteur important des activités générales de la compagnie et doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

(6) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires tient compte de l'incidence des coûts de restructuration. Le montant pour le deuxième trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 127 M\$, dont une tranche de 126 M\$ était liée aux activités de l'exploitation canadienne, et l'autre tranche de 1 M\$ était liée à l'unité d'exploitation Assurance et rentes. Le montant pour le premier trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 28 M\$, dont une tranche de 17 M\$ était liée à l'unité d'exploitation Assurance et rentes et l'autre tranche de 11 M\$ était liée à l'unité d'exploitation Services financiers.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie) et Irish Life Group Limited (Irish Life), ainsi que celui de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), auquel s'ajoutent les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (le bénéfice net) pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est chiffré à 585 M\$, contre 671 M\$ il y a un an et 591 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,591 \$ par action ordinaire (0,590 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 0,675 \$ par action ordinaire (0,674 \$ après dilution) il y a un an et à 0,598 \$ par action ordinaire (0,597 \$ après dilution) au trimestre précédent. Le bénéfice net de Lifeco au deuxième trimestre de 2017 comprend des coûts de restructuration de 127 M\$, dont une tranche de 126 M\$ était associée aux activités de l'exploitation canadienne, et l'autre tranche de 1 M\$ était associée aux activités de détail de la compagnie en Irlande. Compte non tenu de ces coûts, le bénéfice net ajusté pour le deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 712 M\$, ou 0,719 \$ par action ordinaire (0,718 \$ après dilution).

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net de Lifeco s'est chiffré à 1 176 M\$, contre 1 291 M\$ il y a un an. Ce montant représente 1,189 \$ par action ordinaire (1,187 \$ après dilution) pour 2017, comparativement à 1,300 \$ par action ordinaire (1,298 \$ après dilution) il y a un an. Le bénéfice net de Lifeco pour le semestre clos le 30 juin 2017 comprend des coûts de restructuration de 155 M\$, dont une tranche de 126 M\$ était associée aux activités de l'exploitation canadienne, une tranche de 18 M\$ était associée aux activités d'assurance-maladie et de détail de la compagnie en Irlande et une tranche de 11 M\$ était associée à l'achèvement des activités d'intégration d'Empower Retirement. Compte non tenu de ces coûts, le bénéfice net ajusté pour le deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 1 331 M\$, ou 1,345 \$ par action ordinaire (1,343 \$ après dilution).

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾	30 juin 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾
Exploitation canadienne					
Client individuel ⁽¹⁾	140 \$	146 \$	147 \$	286 \$	302 \$
Client collectif ⁽¹⁾	189	104	162	293	267
Exploitation générale canadienne ⁽²⁾	(144)	5	18	(139)	34
	185	255	327	440	603
Exploitation américaine					
Services financiers	88	85	74	173	164
Gestion d'actifs	(6)	(16)	(18)	(22)	(43)
Exploitation générale américaine ⁽²⁾	—	(13)	(3)	(13)	(5)
	82	56	53	138	116
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	239	225	225	464	451
Réassurance	83	81	74	164	137
Exploitation générale européenne ⁽²⁾	(1)	(17)	(6)	(18)	(8)
	321	289	293	610	580
Exploitation générale de Lifeco	(3)	(9)	(2)	(12)	(8)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	585 \$	591 \$	671 \$	1 176 \$	1 291 \$
Bénéfice net ajusté, à l'exclusion des coûts de restructuration – détenteurs d'actions ordinaires⁽²⁾	712 \$	619 \$	671 \$	1 331 \$	1 291 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, relativement à la restructuration du secteur Exploitation canadienne en deux nouvelles unités d'exploitation.

(2) Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires tient compte de l'incidence des coûts de restructuration. Le montant pour le deuxième trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 127 M\$, dont une tranche de 126 M\$ était liée aux activités de l'exploitation canadienne, et l'autre tranche de 1 M\$ était liée à l'unité d'exploitation Assurance et rentes. Le montant pour le premier trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 28 M\$, dont une tranche de 17 M\$ était liée à l'unité d'exploitation Assurance et rentes et l'autre tranche de 11 M\$ était liée à l'unité d'exploitation Services financiers.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

INCIDENCE DES MARCHÉS

Taux d'intérêt

Au cours du trimestre, les taux d'intérêt ont augmenté dans la plupart des pays où la compagnie exerce ses activités. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net ni sur le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE).

Afin de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la compagnie suit un processus rigoureux lorsqu'elle effectue l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif. Par conséquent, l'incidence de la variation de la juste valeur des obligations couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance comptabilisées par le biais du résultat net est pour l'essentiel contrebalancée par une variation équivalente au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Des commentaires additionnels sur d'éventuels changements de l'étendue des scénarios de taux d'intérêt à prendre en compte sont présentés à la rubrique Mise à jour des normes de pratique actuarielle.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la compagnie pour la période close le 30 juin 2017 pour une description détaillée de la sensibilité de la compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.

Marchés boursiers

Dans les régions où la compagnie exerce ses activités, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du deuxième trimestre de 2017 a augmenté par rapport à la période correspondante de 2016, mais affichait un rendement contrasté à la fin du trimestre par rapport à ceux au 31 mars 2017. Par rapport aux prévisions de la compagnie, la fluctuation de la moyenne des niveaux des marchés et la volatilité des marchés ont eu une incidence favorable d'environ 4 M\$ sur le bénéfice net au cours du deuxième trimestre de 2017 et de 9 M\$ depuis le début de l'exercice 2017 (incidence défavorable de 5 M\$ et de 18 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2016), qui se rapporte aux honoraires liés aux actifs de la compagnie et au coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la compagnie. En outre, le bénéfice net a subi l'incidence favorable d'environ 5 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2017, et de 14 M\$ depuis le début de l'exercice 2017 (incidence favorable de 3 M\$ et incidence défavorable de 4 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2016) qui se rapporte aux placements en capitaux de lancement détenus par l'unité Gestion d'actifs de l'exploitation américaine et l'exploitation générale canadienne.

Par rapport au deuxième trimestre de 2016, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du deuxième trimestre de 2017 a augmenté de 12 % au Canada (indice S&P/TSX), de 16 % aux États-Unis (indice S&P 500), de 19 % au Royaume-Uni (indice FTSE 100) et de 19 % dans la grande région européenne (indice EURO STOXX 50). À la clôture du deuxième trimestre de 2017, les principaux indices boursiers affichaient une baisse de 2 % au Canada et dans la grande région européenne, une stabilité au Royaume-Uni et une hausse de 3 % aux États-Unis, par rapport au 31 mars 2017.

Devises

Dans le présent document, des termes sont utilisés pour souligner l'incidence du taux de change sur les résultats, par exemple « taux de change constant », « incidence de la fluctuation des devises » et « incidence des fluctuations liées à la conversion des devises ». Ces mesures ont été établies d'après les taux moyens ou les taux à la fin de la période, suivant le cas, en vigueur à la date de la période correspondante. Ces mesures non définies par les IFRS fournissent des renseignements utiles, car elles accroissent la comparabilité des résultats entre les périodes.

Au cours du deuxième trimestre de 2017, le taux de change moyen de la livre sterling a diminué, tandis que celui du dollar américain et de l'euro a augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2016. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la compagnie s'est traduite par une baisse de 10 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017 (54 M\$ depuis le début de l'exercice), par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an.

Du 31 mars 2017 au 30 juin 2017, les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en dollars américains ont diminué. Dans le cas de la livre sterling et de l'euro, le taux du marché à la fin de la période close le 30 juin 2017 a augmenté par rapport au 31 mars 2017. Les fluctuations des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période ont donné lieu à des pertes de change latentes de 417 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger pour le trimestre considéré, compte tenu des activités de couverture connexes (pertes nettes latentes de 439 M\$ depuis le début de l'exercice). Ces montants ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique Conversion des devises.

RÉVISION DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Au cours du deuxième trimestre de 2017, la compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses actuarielles, ce qui a eu une incidence positive de 36 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 112 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 38 M\$ pour le trimestre précédent. Pour l'exploitation européenne, la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes et des hypothèses économiques, contrebalancée en partie par l'incidence de la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité, du raffinement de la modélisation et de la révision des hypothèses à l'égard des charges, a eu une incidence positive de 29 M\$ sur le bénéfice net. Pour l'exploitation canadienne, la révision des hypothèses au chapitre de la mortalité et le raffinement de la modélisation, contrebalancés en partie par l'incidence de la révision des hypothèses économiques, a eu une incidence positive de 7 M\$ sur le bénéfice net.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la révision des hypothèses actuarielles a eu une incidence positive de 74 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 160 M\$ pour la période correspondante en 2016.

MISE À JOUR DES NORMES DE PRATIQUE ACTUARIELLE

En mai 2017, le Conseil des normes actuarielles du Canada a publié des communications initiales sur des projets de normes. La période prévue pour l'envoi de commentaires est terminée, et la compagnie s'attend à ce que la version finale des normes soit publiée plus tard en 2017 et entre en vigueur le 15 octobre 2017. Ces projets de normes concernent les taux prescrits d'amélioration de la mortalité et des marges pour écarts défavorables associées, les taux de réinvestissement ultimes, les critères d'étalonnage des taux d'intérêt sans risque stochastiques et les critères d'étalonnage pour les rendements des actions; toutes ces données sont utilisées pour évaluer les passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Les taux prescrits d'amélioration de la mortalité et des marges pour écarts défavorables associées qui sont proposés reflètent la récente amélioration des tendances au chapitre de la mortalité dans la population canadienne et la révision des prévisions sur l'amélioration de la mortalité et des marges pour écarts défavorables associées, y compris la constatation d'une certaine diversification des risques. La compagnie s'attend à ce que ces changements se traduisent par une augmentation des passifs relatifs aux rentes et une diminution des passifs relatifs à l'assurance-vie au sein de l'exploitation canadienne. Dans l'ensemble, ces changements ne devraient pas avoir d'incidence significative sur le bénéfice net. La compagnie continue d'évaluer l'incidence de cette recherche et de ce changement de normes sur ses activités à l'extérieur du Canada. La compagnie ne s'attend toutefois pas à ce que ce changement ait une incidence sur l'évaluation des activités de rentes de la compagnie au Royaume-Uni puisque le passif lié aux rentes en vertu du modèle actuel dépasse le critère proposé.

Les propositions mettent de l'avant des diminutions des taux de réinvestissement ultimes et la révision des critères d'étalonnage des taux d'intérêt sans risque stochastiques. La compagnie continue d'évaluer l'incidence de la proposition, mais elle s'attend à une augmentation des passifs, principalement au sein de l'exploitation canadienne où elle est exposée à de faibles taux d'intérêt sur les réinvestissements de longue durée. Les estimations initiales indiquent une incidence inférieure à 50 M\$.

L'ajout de critères sur la volatilité des rendements aux critères d'étalonnage pour les rendements des actions a également fait l'objet d'une proposition. Puisque la compagnie intègre déjà les critères proposés dans ses modèles actuels, elle ne prévoit aucune incidence sur son bénéfice net.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Le total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, déduction faite de la réassurance cédée (une mesure définie par les IFRS), ainsi que les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de SAS, les dépôts des produits individuels et collectifs de fonds distincts, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs. Cette mesure est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

Les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) de produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque comprennent la totalité des primes uniques et des primes annualisées prévues pour les 12 premiers mois du régime. Les souscriptions d'assurance collective et de SAS reflètent les primes annualisées et les équivalents de primes pour les nouvelles polices et les nouveaux avantages couverts ou l'expansion de la couverture des polices existantes. Dans le cas des produits individuels de gestion du patrimoine, les souscriptions comprennent les dépôts des produits de fonds distincts, les dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ainsi que les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs. Dans le cas des produits collectifs de gestion du patrimoine, les souscriptions comprennent les actifs transférés d'anciens fournisseurs de régimes et les cotisations annuelles prévues au nouveau régime. Cette mesure est un indicateur de la croissance des nouvelles affaires.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾	30 juin 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾
Exploitation canadienne					
Client individuel ⁽¹⁾	2 640 \$	2 932 \$	2 375 \$	5 572 \$	4 885 \$
Client collectif ⁽¹⁾	3 941	4 027	3 515	7 968	7 041
	6 581	6 959	5 890	13 540	11 926
Exploitation américaine					
Services financiers	3 078	3 598	3 327	6 676	7 056
Gestion d'actifs	10 119	13 960	10 623	24 079	23 011
	13 197	17 558	13 950	30 755	30 067
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	5 623	5 155	6 293	10 778	11 967
Réassurance	3 020	3 877	2 038	6 897	4 205
	8 643	9 032	8 331	17 675	16 172
Total des primes et dépôts	28 421 \$	33 549 \$	28 171 \$	61 970 \$	58 165 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Exploitation canadienne	3 233 \$	3 663 \$	2 677 \$	6 896 \$	5 945 \$
Exploitation américaine	16 934	24 352	16 665	41 286	56 823
Exploitation européenne – Assurance et rentes	4 835	4 416	5 550	9 251	10 124
Total des souscriptions	25 002 \$	32 431 \$	24 892 \$	57 433 \$	72 892 \$

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, relativement à la restructuration du secteur Exploitation canadienne en deux nouvelles unités d'exploitation.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du total des primes et dépôts et des souscriptions de la compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRODUITS NETS TIRÉS DES PLACEMENTS

Produits nets tirés des placements

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Produits tirés des placements – gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 587 \$	1 474 \$	1 571 \$	3 061 \$	3 227 \$
Provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	6	(4)	(16)	2	(23)
Profits nets réalisés	26	30	48	56	99
Produits tirés des placements – réguliers	1 619	1 500	1 603	3 119	3 303
Frais de placement	(28)	(31)	(27)	(59)	(54)
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 591	1 469	1 576	3 060	3 249
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	304	735	3 129	1 039	5 539
Produits nets tirés des placements	1 895 \$	2 204 \$	4 705 \$	4 099 \$	8 788 \$

Au deuxième trimestre de 2017, les produits nets tirés des placements, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont diminué de 2 810 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les variations de la juste valeur au deuxième trimestre de 2017 se sont soldées par une augmentation de 304 M\$, comparativement à une augmentation de 3 129 M\$ au deuxième trimestre de 2016. Les rendements des obligations ont évolué dans des sens divers au cours du trimestre considéré, ce qui a entraîné des augmentations des justes valeurs au Canada et aux États-Unis partiellement contrebalancées par des diminutions au Royaume-Uni, alors que les rendements des obligations avaient diminué dans toutes les régions au cours du deuxième trimestre de 2016.

Au deuxième trimestre de 2017, les produits nets tirés des placements réguliers de 1 591 M\$, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de la fluctuation des devises découlant du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, facteur partiellement contrebalancé par le raffermissement du dollar canadien par rapport à la livre sterling. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 12 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 18 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits nets tirés des placements ont diminué de 4 689 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations de la juste valeur pour premier semestre de 2017 se sont soldées par une augmentation de 1 039 M\$, comparativement à une augmentation de 5 539 M\$ au cours de la période correspondante de 2016. Les rendements des obligations ont évolué dans des sens divers au premier semestre de l'exercice considéré, ce qui a entraîné des augmentations des justes valeurs au Canada et aux États-Unis, partiellement contrebalancées par des diminutions au Royaume-Uni, alors que les rendements des obligations avaient diminué dans toutes les régions au cours de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits nets tirés des placements réguliers ont diminué de 189 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique principalement par l'incidence des fluctuations des devises, le dollar canadien s'étant raffermi par rapport à la livre sterling. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 20 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 49 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2017, les produits nets tirés des placements ont diminué de 309 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des justes valeurs de 304 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2017, comparativement à une augmentation de 735 M\$ au trimestre précédent. La diminution nette des fluctuations de la juste valeur au deuxième trimestre est principalement attribuable à hausse des rendements des obligations au Royaume-Uni au deuxième trimestre, alors qu'ils avaient diminué au premier trimestre.

Marchés du crédit

Au deuxième trimestre de 2017, la compagnie a enregistré des reprises nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence négligeable sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 18 M\$ au deuxième trimestre de 2016). Les charges enregistrées au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent découlaient principalement de pertes de valeur sur des prêts hypothécaires liées à l'insolvabilité de British Home Stores (BHS), un important détaillant au Royaume-Uni. La modification des notations du portefeuille d'obligations de la compagnie a donné lieu à une diminution nette de la dotation à la provision pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence favorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (incidence négligeable au deuxième trimestre de 2016).

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la compagnie a enregistré des charges nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence défavorable de 1 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 22 M\$ pour la période correspondante de 2016). Les charges enregistrées au cours de l'exercice précédent découlaient principalement des mêmes raisons que celles évoquées pour les résultats trimestriels. La modification des notations du portefeuille d'obligations de la compagnie a donné lieu à une diminution nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence favorable de 6 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice (incidence favorable nette de 14 M\$ pour la période correspondante de 2016).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	355 \$	343 \$	327 \$	698 \$	646 \$
Contrats SAS	44	44	42	88	85
	399	387	369	786	731
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	636	594	555	1 230	1 126
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	346	324	307	670	628
Total des honoraires et autres produits	1 381 \$	1 305 \$	1 231 \$	2 686 \$	2 485 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRESTATIONS AUX TITULAIRES DE POLICES, PARTICIPATIONS DES TITULAIRES DE POLICES ET BONIFICATIONS, MONTANT NET

Prestations aux titulaires de polices, participations des titulaires de polices et bonifications, montant net

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Exploitation canadienne	2 329 \$	2 516 \$	2 241 \$	4 845 \$	4 483 \$
Exploitation américaine	1 078	1 082	887	2 160	1 937
Exploitation européenne	3 970	4 945	2 895	8 915	6 142
Total	7 377 \$	8 543 \$	6 023 \$	15 920 \$	12 562 \$

Le montant net des prestations aux titulaires de polices, participations des titulaires de polices et bonifications comprend les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les échéances, les rentes, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices et les bonifications. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts ou aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, le montant net des prestations aux titulaires de polices, participations des titulaires de polices et bonifications s'est chiffré à 7,4 G\$, soit une augmentation de 1,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2016. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés en matière de réassurance, de la hausse des volumes d'affaires et de l'incidence des fluctuations des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le montant net des prestations aux titulaires de polices, participations des titulaires de polices et bonifications s'est chiffré à 15,9 G\$, soit une augmentation de 3,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2016. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés en matière de réassurance et de la hausse des volumes d'affaires.

Le montant net des prestations aux titulaires de polices, participations des titulaires de polices et bonifications a diminué de 1,2 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des ententes restructurées en matière de réassurance ainsi que de la baisse des volumes liée aux affaires existantes.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits non imposables tirés des placements et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au deuxième trimestre de 2017, la compagnie avait un taux d'imposition effectif de 8 %, en baisse comparativement à 10 % au deuxième trimestre de 2016. Le taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre de 2017 a diminué en raison d'un pourcentage plus élevé du bénéfice composé de produits tirés des placements non imposables et de produits assujettis à des taux d'imposition inférieurs dans des territoires étrangers, facteur partiellement contrebalancé par les modifications de certaines estimations liées à l'impôt. Le taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre de 2017, compte non tenu des coûts de restructuration, était de 13 %.

La compagnie avait un taux d'imposition effectif de 11 % pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du taux d'imposition effectif de la compagnie s'explique principalement par les modifications de certaines estimations liées à l'impôt ainsi que par des décisions prises par les autorités fiscales au cours du premier trimestre de 2016. Le taux d'imposition effectif pour le semestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu des coûts de restructuration, était de 13 %.

Au deuxième trimestre de 2017, la compagnie avait un taux d'imposition effectif de 8 %, ce qui représente une baisse comparativement à 13 % au premier trimestre de 2017, baisse qui tient principalement au fait qu'un pourcentage plus élevé du bénéfice était composé de produits tirés des placements non imposables et de produits assujettis à des taux d'imposition inférieurs dans des territoires étrangers ainsi que par les modifications de certaines estimations liées à l'impôt.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 juin 2017			Total
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	
Actif				
Actif investi	71 826 \$	44 588 \$	49 037 \$	165 451 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 108	2 318	2 466	9 892
Autres actifs	3 016	4 457	18 421	25 894
Actif net des fonds distincts	77 225	35 224	96 087	208 536
Total de l'actif	157 175	86 587	166 011	409 773
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	6 344	227 545	37 797	271 686
Total de l'actif géré	163 519	314 132	203 808	681 459
Autres actifs administrés	16 196	572 289	39 148	627 633
Total de l'actif administré	179 715 \$	886 421 \$	242 956 \$	1 309 092 \$
	31 décembre 2016			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	70 311 \$	44 904 \$	47 940 \$	163 155 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 133	2 388	2 428	9 949
Autres actifs	3 171	4 537	18 697	26 405
Actif net des fonds distincts	74 909	35 414	90 080	200 403
Total de l'actif	153 524	87 243	159 145	399 912
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	5 852	219 699	33 664	259 215
Total de l'actif géré	159 376	306 942	192 809	659 127
Autres actifs administrés	15 911	534 428	38 952	589 291
Total de l'actif administré	175 287 \$	841 370 \$	231 761 \$	1 248 418 \$

Au 30 juin 2017, le total de l'actif administré avait augmenté de 60,7 G\$ par rapport au 31 décembre 2016 pour s'établir à 1,3 billion de dollars, essentiellement en raison de la fluctuation favorable des marchés et de la croissance des nouvelles affaires, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de la fluctuation des devises.

ACTIF INVESTI

La compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la compagnie.

Portefeuille d'obligations – La compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 juin 2017, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 118,2 G\$, soit 71 % de l'actif investi, contre 116,8 G\$, ou 72 % de l'actif investi, au 31 décembre 2016. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Qualité des obligations du portefeuille

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
AAA	24 610 \$	21 %	27 762 \$	24 %
AA	31 483	26	29 816	26
A	40 128	34	37 787	32
BBB	20 737	18	20 116	17
BB ou inférieure	1 257	1	1 292	1
Total	118 215 \$	100 %	116 773 \$	100 %

Portefeuille de prêts hypothécaires – La compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	30 juin 2017			31 décembre 2016	
	Assurés	Non assurés	Total	Total	
Résidences unifamiliales	679 \$	1 421 \$	2 100 \$	9 %	2 075 \$
Résidences multifamiliales	3 202	3 275	6 477	29	5 987
Biens commerciaux	338	13 386	13 724	62	13 589
Total	4 219 \$	18 082 \$	22 301 \$	100 %	21 651 \$

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 22,3 G\$, soit 13 % de l'actif investi, au 30 juin 2017, comparativement à 21,7 G\$, ou 13 % de l'actif investi, au 31 décembre 2016. Le total des prêts assurés s'élevait à 4,2 G\$, soit 19 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 juin 2017		31 décembre 2016	
Ontario	1 016 \$	49 %	1 005 \$	49 %
Québec	449	22	436	21
Alberta	137	7	140	7
Colombie-Britannique	126	6	127	6
Terre-Neuve	112	5	113	5
Saskatchewan	89	4	86	4
Nouvelle-Écosse	66	3	65	3
Manitoba	52	2	53	3
Nouveau-Brunswick	48	2	46	2
Autres	5	—	4	—
Total	2 100 \$	100 %	2 075 \$	100 %

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 253 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 26 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 21 ans au 30 juin 2017.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 juin 2017, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 996 M\$, comparativement à 2 946 M\$ au 31 décembre 2016, soit une augmentation de 50 M\$ découlant essentiellement des activités normales, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence de la modification des hypothèses actuarielles et des mesures prises par la direction.

Les provisions pour perte de valeur de 46 M\$ (45 M\$ au 31 décembre 2016) et la dotation à la provision actuarielle pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance de 2 996 M\$ (2 946 M\$ au 31 décembre 2016) représentaient au total 2,0 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, au 30 juin 2017 (2,0 % au 31 décembre 2016).

Exposition aux biens immobiliers au Royaume-Uni

Prêts hypothécaires et immeubles de placement détenus au Royaume-Uni

	30 juin 2017					31 décembre 2016	
	Résidences multifamiliales	Magasins et centres commerciaux	Immeubles de bureaux	Bâtiments industriels	Autres	Total	Total
Prêts hypothécaires	360	1 624	690	937	382	3 993	3 772
Immeubles de placement	—	1 120	632	630	420	2 802	2 729
Total	360	\$ 2 744	\$ 1 322	\$ 1 567	\$ 802	\$ 6 795	\$ 6 501

Au 30 juin 2017, la valeur du portefeuille de placements liés à des biens immobiliers de la compagnie au Royaume-Uni s'élevait à 6,8 G\$ (6,5 G\$ au 31 décembre 2016), ce qui représentait 3,9 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. La partie de ce portefeuille concentrée dans le centre de Londres avait une valeur de 2,2 G\$ (1,9 G\$ au 31 décembre 2016), soit 1,2 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, tandis que les placements détenus dans les autres régions du Royaume-Uni s'élevaient à 4,6 G\$ (4,6 G\$ au 31 décembre 2016), soit 2,7 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Ce portefeuille était bien diversifié en fonction du type d'immeuble, l'actif investi se répartissant ainsi : 40 % dans les commerces de détail, 35 % dans les immeubles industriels et autres, 20 % dans les immeubles de bureaux et 5 % dans les résidences multifamiliales. Au 30 juin 2017, le ratio prêt-valeur moyen pondéré des prêts hypothécaires était de 53 %, et le ratio de couverture du service de la dette moyen pondéré était de 2,2. Au 30 juin 2017, la durée moyenne pondérée des emprunts hypothécaires et des contrats de location des biens immobiliers était de 13 ans.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du deuxième trimestre de 2017. Les transactions sur dérivés de la compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des crédateurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés.

Au 30 juin 2017, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 133 M\$ (159 M\$ au 31 décembre 2016) et un montant de 447 M\$ avait été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (475 M\$ au 31 décembre 2016).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 2,9 G\$ pour s'établir à 20,1 G\$. Cette hausse découle principalement d'une augmentation liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir ainsi qu'aux activités de couverture courantes, contrebalancée en partie par l'expiration et le règlement de certains contrats de change qui étaient désignés comme couvertures de flux de trésorerie à l'égard des débetures subordonnées de 1,0 G\$ remboursées le 21 juin 2017.

L'exposition de la compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 463 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 528 M\$ au 31 décembre 2016. La diminution est principalement attribuable à l'expiration et au règlement de contrats de change payeurs d'euros et receveurs de livres sterling.

PASSIF

Total du passif	30 juin 2017	31 décembre 2016
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	159 750 \$	157 949 \$
Autres passifs du fonds général	16 059	16 552
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts	208 536	200 403
Total	384 345 \$	374 904 \$

Le total du passif a augmenté de 9,4 G\$ par rapport au 31 décembre 2016, passant ainsi à 384,3 G\$ au 30 juin 2017. Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont augmenté de 8,1 G\$ en raison essentiellement de l'incidence combinée de l'augmentation de la valeur de marché et des produits tirés des placements de 5,9 G\$, de l'incidence des fluctuations des devises de 2,1 G\$ et des dépôts nets de 0,9 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 1,8 G\$, principalement en raison de l'incidence des nouvelles affaires, contrebalancée en partie par l'incidence de la modification des hypothèses, les traités de réassurance restructurés et le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

La compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Certains produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2017, le montant des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 4 103 M\$ (3 917 M\$ au 31 décembre 2016). La compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

	Valeur de marché	30 juin 2017			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total ⁽¹⁾
Exploitation canadienne	31 967 \$	— \$	19 \$	73 \$	73 \$
Exploitation américaine	12 956	6	—	39	45
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	9 167	7	—	441	441
Réassurance ⁽²⁾	1 129	367	—	15	382
Total de l'exploitation européenne	10 296	374	—	456	823
Total	55 219 \$	380 \$	19 \$	568 \$	941 \$

⁽¹⁾ Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne au 30 juin 2017 pour chaque police.

⁽²⁾ L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2017. Le coût réel pour la compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 3 M\$ pour le trimestre (5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016) et à 9 M\$ depuis le début de l'exercice (13 M\$ pour la période correspondante de 2016), la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Réassurance de l'exploitation européenne.

STRUCTURE DU CAPITAL DE LIFECO

Pour déterminer la composition appropriée du capital nécessaire au soutien des activités de la compagnie et de ses filiales, la direction utilise des instruments de créance, de capitaux propres ainsi que d'autres instruments hybrides en tenant compte des besoins à court et à long terme de la compagnie.

DÉBENTURES ET AUTRES INSTRUMENTS D'EMPRUNT

Au 30 juin 2017, les débentures et les autres instruments d'emprunt ont diminué de 449 M\$ par rapport au 31 décembre 2016, pour s'établir à 5 531 M\$.

Au cours du premier trimestre de 2017, Irish Life Assurance plc (ILA), une filiale de la compagnie, a remboursé le montant nominal et les intérêts courus de ses débentures subordonnées de 200 M€ à 5,25 %.

Le 26 mai 2017, Great-West Lifeco Finance (Delaware) LP, une filiale de la compagnie, a émis des billets non garantis de premier rang à 4,150 % d'un montant en capital de 700 M\$ US, qui sont garantis entièrement et sans condition par Lifeco et qui arriveront à échéance le 3 juin 2047.

Le 21 juin 2017, Great-West Lifeco Finance (Delaware) LP, une filiale de la compagnie, a remboursé le montant total de 1,0 G\$ du capital de ses débentures subordonnées à 5,691 % arrivant à échéance le 21 juin 2067, à un prix de remboursement correspondant à 100 % du montant du capital des débentures, plus les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement (mais à l'exclusion de cette date).

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 juin 2017, le capital social en circulation se chiffrait à 9 975 M\$, dont 7 261 M\$ d'actions ordinaires, 2 464 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, 213 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et 37 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux variable.

La compagnie a initié le 9 janvier 2017, pour une période de un an, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 20 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions attribuées en vertu du régime d'options sur actions de la compagnie. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la compagnie a racheté et annulé 341 683 actions ordinaires (2016 – 2 831 181) en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au coût moyen par action de 35,54 \$ (2016 – 34,27 \$)

Le 18 mai 2017, la compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série T, à dividende non cumulatif de 5,15 % au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la compagnie à compter du 30 juin 2022 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 30 juin 2026, plus, dans chaque cas, tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement.

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 30 juin 2017, la compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 7,0 G\$ (7,9 G\$ au 31 décembre 2016) et d'autres actifs liquides et titres négociables de 92,6 G\$ (91,6 G\$ au 31 décembre 2016). Au 30 juin 2017, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient un montant de 0,9 G\$ (1,1 G\$ au 31 décembre 2016) détenu par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités.

La capacité de la compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la compagnie.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	1 292 \$	1 777 \$	2 769 \$	3 143 \$
Financement	(368)	(496)	(936)	(909)
Investissement	(571)	(1 066)	(1 689)	(1 774)
	353	215	144	460
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3	(70)	(5)	(205)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	356	145	139	255
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 042	2 923	3 259	2 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 398 \$	3 068 \$	3 398 \$	3 068 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits nets tirés des placements et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la compagnie. Ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au deuxième trimestre de 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 356 M\$ par rapport au 31 mars 2017. Au cours du deuxième trimestre de 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 292 M\$, une baisse de 485 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2016. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 368 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 363 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires, au remboursement net de 112 M\$ sur la dette qui est présenté à la rubrique Débentures et autres instruments d'emprunt, et à la diminution de 54 M\$ de la marge de crédit d'une filiale, facteurs contrebalancés en partie par l'émission d'actions privilégiées pour un montant de 200 M\$. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la compagnie a affecté des flux de trésorerie de 571 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 139 M\$ par rapport au 31 décembre 2016. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 2 769 M\$, une baisse de 374 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 936 M\$ et ont servi principalement aux paiements de dividendes de 787 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées, au remboursement net de 396 M\$ sur la dette et à la réduction de 54 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale, facteurs contrebalancés en partie par l'émission d'actions ordinaires et privilégiées, pour un montant de 318 M\$. Au premier trimestre de 2017, la compagnie a augmenté le dividende trimestriel aux détenteurs d'actions ordinaires, le faisant ainsi passer de 0,346 \$ par action ordinaire à 0,367 \$ par action ordinaire. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 689 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les engagements et les obligations contractuelles n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2016.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la compagnie dans le contexte de ses profils de risques, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques. La compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. Les décisions de capitalisation de la compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la compagnie.

Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la compagnie, en tenant compte de la stratégie, du profil de risques et des plans d'affaires de celle-ci. La compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. En plus d'effectuer des opérations sur capitaux propres, la compagnie utilise et fournit des produits de réassurance traditionnels et structurés aux fins de la gestion des risques et du capital.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en sociétés par actions en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MPRCE. La fourchette cible interne de la compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales en exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 30 juin 2017 s'établissait à 239 % (240 % au 31 décembre 2016). Le ratio du MPRCE de la London Life au 30 juin 2017 s'établissait à 228 % (217 % au 31 décembre 2016). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 30 juin 2017 s'établissait à 277 % (275 % au 31 décembre 2016). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,9 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 30 juin 2017 (1,1 G\$ au 31 décembre 2016).

Le ratio du MPRCE de 239 % de la Great-West tient compte d'une variation négative de 4 points de pourcentage pour le remboursement des billets perpétuels d'Irish Life Assurance plc, comparativement au 31 décembre 2017. Le ratio pour le quatrième trimestre de 2016 tenait compte d'une nouvelle débenture de 200 M€ liée à l'émission d'obligations d'un montant de 500 M€ par Great-West Lifeco, qui avait donné lieu à une hausse du ratio du MPRCE pour la Great-West et la Canada-Vie. Cette débenture a remplacé les billets perpétuels détenus par Irish Life Assurance plc qui ont été remboursés. L'incidence nette, sur le ratio du MPRCE, de la nouvelle débenture au quatrième trimestre de 2016, conjuguée au remboursement effectué au premier trimestre de 2017, est de néant.

Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles. Selon la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la compagnie qui sont sous réglementation fédérale doivent être amorties sur 12 trimestres.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le 12 septembre 2016, le BSIF a publié une ligne directrice intitulée Test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie (TSAV) qui fournit un nouveau cadre de capital réglementaire pour le secteur canadien de l'assurance. La ligne directrice sur le TSAV remplacera la ligne directrice sur le MPRCE avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2018. Au cours du deuxième trimestre de 2017, le BSIF a apporté certaines modifications à la version de septembre 2016 de sa ligne directrice sur le TSAV et a publié une version révisée aux fins de consultation publique le 23 juin 2017. Le BSIF continue d'évaluer la nouvelle ligne directrice dans le but d'y apporter d'autres ajustements. La compagnie participe toujours activement aux évaluations menées par le BSIF et elle évalue l'incidence qu'aura le TSAV sur ses activités.

La compagnie poursuivra ses discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur pendant la période d'évaluation et la phase subséquente de mise en œuvre.

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplacera IFRS 4, *Contrats d'assurance*. IFRS 17, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, comprend notamment de nouvelles exigences à propos de la comptabilisation et de l'évaluation des contrats d'assurance émis et des traités de réassurance détenus. Cette nouvelle norme devrait avoir une incidence importante sur les assureurs et devrait donc donner lieu à un examen plus approfondi de la directrice du BSIF sur le TSAV ainsi qu'à d'éventuelles modifications. La rubrique Normes internationales d'information financière présente plus de détails sur la nouvelle IFRS 17.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres⁽¹⁾

	30 juin 2017	31 mars 2017	31 déc. 2016
Exploitation canadienne	18,2 %	20,6 %	19,9 %
Services financiers aux États-Unis ⁽²⁾	10,5 %	10,0 %	10,6 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam) ⁽²⁾	(2,0) %	(2,5) %	(2,9) %
Exploitation européenne	16,8 %	16,9 %	17,1 %
Exploitation générale de Lifeco	(3,8) %	(3,7) %	(5,2) %
Total du bénéfice net de Lifeco	13,0 %	13,6 %	13,8 %
Total du bénéfice net ajusté de Lifeco, à l'exclusion des coûts de restructuration⁽³⁾	13,9 %	13,9 %	14,0 %

⁽¹⁾ Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres.

⁽²⁾ Le poste Services financiers aux États-Unis comprend les résultats de l'exploitation générale américaine. Dans le cas des données au 31 décembre 2016, des coûts de restructuration de 20 M\$ liés à Putnam sont compris dans le poste Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam).

⁽³⁾ Le montant pour le deuxième trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 127 M\$ liés à l'exploitation canadienne et à l'unité d'exploitation Assurance et rentes. Le montant pour le premier trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 28 M\$ liés aux unités d'exploitation Assurance et rentes et Services financiers. Le montant pour le quatrième trimestre de 2016 inclut des coûts de restructuration de 20 M\$ liés à l'unité Gestion d'actifs de l'exploitation américaine. Le montant pour le troisième trimestre de 2016 inclut des coûts de restructuration de 13 M\$ liés à l'unité d'exploitation Assurance et rentes.

La compagnie a présenté un rendement des capitaux propres fondé sur le bénéfice net de 13,0 % au 30 juin 2017, contre 13,6 % au 31 mars 2017. Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration, la compagnie a présenté un rendement des capitaux propres fondé sur le bénéfice net ajusté de 13,9 % au 30 juin 2017, un résultat comparable à celui de 13,9 % enregistré 31 mars 2017.

NOTATIONS

Cinq sociétés de notation indépendantes attribuent des notations à Lifeco. Au deuxième trimestre de 2017, les notations attribuées à Lifeco et à ses principales filiales en exploitation sont demeurées inchangées (se reporter au tableau ci-après). La compagnie a continué d'afficher d'excellentes notations par rapport à ses concurrents en Amérique du Nord, grâce à son profil de risque prudent ainsi qu'à la stabilité de son bénéfice net et de ses dividendes.

Les sociétés en exploitation de Lifeco reçoivent une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle sur les marchés des États-Unis et d'Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations groupées de la compagnie n'ont subi aucune modification au cours du deuxième trimestre de 2017.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Life & Annuity Insurance Company
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Notation de l'émetteur	A (élevée)	AA	AA	AA	Non coté
	Santé financière		AA			
	Créances de premier rang	A (élevée)			AA (faible)	
Fitch Ratings	Créances de second rang					
	Santé financière de l'assureur		AA	AA	AA	AA
	Créances de premier rang	A				
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur		AA	AA	AA	AA
	Créances de premier rang	A+				
	Créances de second rang				AA-	

Fitch Ratings a accordé la notation AA à Irish Life Assurance (ILA) en matière de santé financière de l'assureur. Au cours du deuxième trimestre de 2017, Standard & Poor's Ratings Services a confirmé, puis retiré ses notations d'ILA à la suite du remboursement de ses débentures subordonnées au cours du premier trimestre de 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life et la Canada-Vie, ainsi qu'à celui de Great-West Financial et de Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. Ce secteur regroupe deux unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Client individuel, la compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves, de même que des produits de gestion du patrimoine, des produits axés sur le revenu et des produits de rentes immédiates aux clients individuels. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Client collectif, la compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance en cas de décès ou de mutilation par accident, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire, d'assurance créances et de ventes directes, de même que des produits de capitalisation et de rentes immédiates et d'autres produits spécialisés, à l'intention des clients collectifs au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Primes et dépôts	6 581 \$	6 959 \$	5 890 \$	13 540 \$	11 926 \$
Souscriptions	3 233	3 663	2 677	6 896	5 945
Honoraires et autres produits	399	387	369	786	731
Bénéfice net	185	255	327	440	603
Bénéfice net ajusté, à l'exclusion des coûts de restructuration ⁽¹⁾	311	255	327	566	603
Total de l'actif	157 175 \$	156 302 \$	149 913 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	6 344	6 163	5 378		
Total de l'actif géré	163 519	162 465	155 291		
Autres actifs administrés	16 196	16 011	15 537		
Total de l'actif administré	179 715 \$	178 476 \$	170 828 \$		

⁽¹⁾ Le montant pour le deuxième trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 126 M\$.

FAITS NOUVEAUX EN 2017

- En 2017, l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie a été restructurée autour de deux nouvelles unités d'exploitation : l'une axée sur les clients individuels et l'autre sur les clients collectifs. Dans le cadre de cette restructuration, une nouvelle fonction marketing client stratégique a été créée afin de fournir une expérience client plus globale par l'intermédiaire de capacités et de services numériques novateurs. À la lumière de ces changements, la compagnie a annoncé en avril qu'elle comptait réaliser des réductions des charges annuelles de 200 M\$ avant impôt d'ici le premier trimestre de 2019, dont une tranche d'environ 160 M\$ se rapportait au compte des détenteurs d'actions ordinaires et une autre de 40 M\$, aux comptes de participation. Au 30 juin 2017, la compagnie a réalisé des réductions annualisées d'environ 46 M\$ avant impôt, dont une tranche d'environ 31 M\$ se rapportait au compte des détenteurs d'actions ordinaires et une autre de 15 M\$ se rapportait aux comptes de participation, ce qui a donné lieu à des réductions des charges de 18 M\$ avant impôt au cours du premier semestre de l'exercice 2017, soit environ 14 M\$ à l'égard du compte des détenteurs d'actions ordinaires et 4 M\$ à l'égard des comptes de participation. Dans le cadre de cette initiative, la compagnie a engagé une charge de restructuration de 215 M\$ avant impôt, dont une tranche de 172 M\$ se rapportait au compte des détenteurs d'actions ordinaires et une autre de 43 M\$ se rapportait aux comptes de participation. Au cours du deuxième trimestre de 2017, la charge de restructuration a engendré une diminution de 126 M\$ et de 32 M\$ du bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et du bénéfice net attribuable aux comptes de participation, respectivement.
- Le 19 mai 2017, la compagnie, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, la Great-West, a conclu une entente visant l'acquisition du Groupe Financier Horizons, une agence de gestion générale canadienne qui offre aux conseillers partout au Canada un accès à des produits et des services d'assurance-vie et d'assurance-maladie, d'avantages sociaux, de rentes, de placements, de règlement échelonné et de gestion des risques. L'approbation réglementaire a été reçue après le deuxième trimestre de 2017 et la transaction a été conclue avec prise d'effet le 31 juillet 2017. Même si les produits et le bénéfice net tirés du Groupe Financier Horizons ne seront pas significatifs, cette acquisition a permis d'accroître l'investissement de la compagnie dans les services de distribution au Canada grâce à une nouvelle participation dans le secteur des agences de gestion générale qui est en croissance.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

CLIENT INDIVIDUEL

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾	30 juin 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾
Primes et dépôts	2 640 \$	2 932 \$	2 375 \$	5 572 \$	4 885 \$
Souscriptions	2 293	2 860	2 062	5 153	4 454
Honoraires et autres produits	233	225	215	458	424
Bénéfice net	140	146	147	286	302

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, relativement à la restructuration du secteur Exploitation canadienne en deux nouvelles unités d'exploitation.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 0,3 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,6 G\$, en raison d'une augmentation de 0,2 G\$ des primes et dépôts liés aux produits individuels de gestion du patrimoine et d'une augmentation de 0,1 G\$ des primes liées aux produits individuels d'assurance. L'augmentation des primes et dépôts liés aux produits individuels de gestion du patrimoine découle principalement d'une hausse des dépôts des fonds de placement. L'augmentation des primes liées aux produits individuels d'assurance est principalement attribuable à une hausse des primes liées aux produits d'assurance-vie avec participation.

Les primes et dépôts pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 0,7 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,6 G\$, en raison d'une augmentation de 0,4 G\$ des primes et dépôts liés aux produits individuels de gestion du patrimoine et d'une augmentation de 0,3 G\$ des primes liées aux produits individuels d'assurance. Ces augmentations s'expliquent principalement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les primes et dépôts ont diminué de 0,3 G\$ au deuxième trimestre de 2017 par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des dépôts liés aux fonds de placements provoquée par l'incidence positive de la saison des régimes enregistrés d'épargne-retraite sur les résultats du premier trimestre, ainsi que par la baisse des primes d'assurance-vie avec participation.

Souscriptions

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 0,2 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,3 G\$, en raison d'une augmentation de 0,3 G\$ des souscriptions de produits individuels de gestion du patrimoine, contrebalancée en partie par une diminution des souscriptions de produits individuels d'assurance. L'augmentation des souscriptions de produits individuels de gestion du patrimoine découle principalement d'une hausse des souscriptions de fonds de placement. La diminution des souscriptions de produits individuels d'assurance est principalement attribuable à une baisse prévue des souscriptions de produits d'assurance-vie.

Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 0,7 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,2 G\$, en raison d'une augmentation 0,6 G\$ des souscriptions de produits individuels de gestion du patrimoine et d'une augmentation de 0,1 G\$ des souscriptions de produits individuels d'assurance. L'augmentation des souscriptions de produits individuels de gestion du patrimoine découle principalement d'une hausse des souscriptions de fonds de placement. L'augmentation des souscriptions de produits individuels d'assurance est principalement attribuable à une hausse des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2017 ont diminué de 0,6 G\$ par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits individuels de gestion du patrimoine ont diminué de 0,4 G\$, principalement en raison de la diminution des souscriptions de fonds de placement. Les souscriptions de produits individuels d'assurance ont diminué de 0,2 G\$ au deuxième trimestre de 2017, car les résultats du premier trimestre comprenaient les dernières souscriptions attribuables aux règles de transition relatives à la nouvelle législation sur l'exonération fiscale entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017, en vertu desquelles les polices d'assurance dont la demande a été soumise sous l'ancien régime ont pu être livrées jusqu'au 31 mars 2017, dans certaines circonstances.

En ce qui a trait aux fonds de placement liés aux produits individuels de gestion du patrimoine, les entrées nettes de trésorerie pour le deuxième trimestre de 2017 se sont chiffrées à 116 M\$, comparativement à des sorties nettes de trésorerie de 20 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à des entrées nettes de trésorerie de 125 M\$ au trimestre précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les entrées nettes de trésorerie se sont chiffrées à 241 M\$ comparativement à des entrées nettes de trésorerie de 100 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 233 M\$, principalement en raison de la hausse de l'actif géré moyen attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, facteur contrebalancé en partie par la baisse des marges.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 34 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 458 M\$, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 8 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de l'actif administré moyen qui est attribuable à l'amélioration des marchés boursiers étrangers, en moyenne, et aux flux de trésorerie nets positifs.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a diminué de 7 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 140 M\$. Cette baisse est principalement attribuable aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité, à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la baisse de l'apport des placements. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la hausse des honoraires nets, par la baisse des pressions exercées par les nouvelles affaires ainsi que par les résultats favorables au chapitre de la mortalité et par l'amélioration des résultats au chapitre du comportement des titulaires de police.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net a diminué de 16 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 286 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, à la diminution de l'apport des placements ainsi qu'aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité et du comportement des titulaires de polices. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la hausse des honoraires nets, la baisse des pressions exercées par les nouvelles affaires, la diminution des charges et les résultats favorables au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2017 a diminué de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient essentiellement à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la diminution de l'apport des placements, facteurs contrebalancés en partie par l'amélioration des résultats au chapitre du comportement des titulaires de polices.

Au deuxième trimestre de 2017, la perte nette attribuable au compte de participation s'est établie à 31 M\$, comparativement à un bénéfice net de 11 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats pour le deuxième trimestre de 2017 comprennent des coûts de restructuration de 32 M\$. Compte non tenu de ces coûts, le bénéfice net a diminué de 10 M\$, principalement en raison de l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la perte nette attribuable au compte de participation s'est chiffrée à 2 M\$, comparativement à un bénéfice net de 16 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration évoquée pour les résultats trimestriels, le bénéfice net a augmenté de 14 M\$, principalement en raison de la baisse des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Par rapport au trimestre précédent, compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration évoquée pour les résultats trimestriels, le bénéfice net attribuable au compte de participation a diminué de 28 M\$, principalement en raison de la hausse des pressions exercées par les nouvelles affaires.

CLIENT COLLECTIF

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾	30 juin 2017	30 juin 2016 ⁽¹⁾
Primes et dépôts	3 941 \$	4 027 \$	3 515 \$	7 968 \$	7 041 \$
Souscriptions	940	803	615	1 743	1 491
Honoraires et autres produits	154	149	142	303	283
Bénéfice net	189	104	162	293	267

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, relativement à la restructuration du secteur Exploitation canadienne en deux nouvelles unités d'exploitation.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 0,4 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 3,9 G\$, principalement en raison d'une augmentation des primes et dépôts liée aux produits de rentes collectifs à prime unique et aux régimes de capitalisation collectifs.

Les primes et dépôts pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 0,9 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,0 G\$, en raison d'une augmentation 0,7 G\$ des primes et dépôts liés aux produits collectifs de gestion du patrimoine et d'une augmentation de 0,2 G\$ des primes et dépôts liés aux produits collectifs d'assurance. L'augmentation pour les produits collectifs de gestion du patrimoine s'explique essentiellement par la hausse des primes et dépôts liés aux produits de rentes collectifs à prime unique et aux régimes de capitalisation collectifs, tandis que la hausse pour les produits collectifs d'assurance est principalement attribuable aux primes et dépôts sur le marché des grandes affaires.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2017 étaient comparables aux montants enregistrés au trimestre précédent.

Souscriptions

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 0,3 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 0,9 G\$, en raison d'une augmentation de 0,2 G\$ des souscriptions de produits collectifs de gestion du patrimoine et d'une hausse de 0,1 G\$ des souscriptions de produits collectifs d'assurance. L'augmentation des souscriptions de produits collectifs de gestion du patrimoine est surtout attribuable à l'augmentation des souscriptions liées aux produits de rentes collectifs à prime unique. Cette augmentation des souscriptions de produits collectifs d'assurance tient principalement à la hausse des souscriptions sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions sur le marché des grandes affaires et les souscriptions de produits d'assurance créances peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 0,3 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 1,7 G\$, car une augmentation de 0,4 G\$ des souscriptions de produits collectifs de gestion du patrimoine a été contrebalancée en partie par une diminution de 0,1 G\$ des souscriptions de produits collectifs d'assurance. L'augmentation des souscriptions de produits collectifs d'assurance s'explique principalement par la hausse des souscriptions de produits de rentes collectifs à prime unique et de régimes de capitalisation collectifs, tandis que l'augmentation des souscriptions de produits collectifs d'assurance a diminué, principalement en raison de la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires et sur le marché des produits d'assurance créances.

Pour le deuxième trimestre de 2017, les souscriptions ont crû de 0,1 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des souscriptions de produits collectifs d'assurance sur le marché des grandes affaires et des souscriptions de produits d'assurance créances et de produits de rentes collectifs à prime unique.

En ce qui a trait aux fonds distincts liés aux produits collectifs de gestion du patrimoine, les entrées nettes de trésorerie pour le deuxième trimestre de 2017 se sont chiffrées à 212 M\$, comparativement à 55 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 282 M\$ au trimestre précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les entrées nettes de trésorerie se sont chiffrées à 494 M\$, soit une hausse par rapport au montant de 272 M\$ enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison de la hausse de l'actif administré moyen attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, facteur contrebalancé en partie par la baisse des marges.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 20 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de l'actif administré moyen qui est attribuable à l'amélioration des marchés boursiers étrangers, en moyenne, et aux flux de trésorerie nets positifs.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 27 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 189 M\$. L'augmentation découle principalement des résultats favorables à l'égard de la morbidité notamment en raison de l'importance accordée aux hausses tarifaires lors des renouvellements de contrats. De plus, la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et l'augmentation des honoraires nets ont été contrebalancées en partie par la baisse de l'apport des placements et la hausse de l'impôt sur le résultat. Les modifications de certaines estimations liées à l'impôt ont eu une incidence plus favorable sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2016.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net a augmenté de 26 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 293 M\$. L'augmentation découle principalement des mêmes facteurs évoqués pour expliquer les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 85 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par les résultats plus favorables à l'égard de l'assurance-invalidité de longue durée, aux résultats favorables au chapitre de la mortalité pour les produits d'assurance, à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la baisse des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de l'apport des placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la perte nette s'est chiffrée à 144 M\$, comparativement à un bénéfice net de 18 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation du bénéfice net est principalement attribuable aux coûts de restructuration de 126 M\$. Compte non tenu de ces coûts, le bénéfice net ajusté a diminué de 36 M\$, ce qui se traduit par une perte nette ajustée de 18 M\$, principalement en raison de la diminution des produits nets tirés des placements, qui tiennent compte d'un profit à la vente d'un immeuble de placement en 2016, et de l'incidence moins favorable de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat.

Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration de 126 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, la perte nette ajustée s'est chiffrée à 13 M\$, comparativement à un bénéfice net de 34 M\$ pour la période correspondante de 2016. Cette variation s'explique principalement par les mêmes raisons que celles évoquées pour les résultats trimestriels.

Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration évoquée pour les résultats trimestriels, la perte nette ajustée s'est établie à 18 M\$, comparativement à un bénéfice net de 5 M\$ pour le trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des produits nets tirés des placements.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, et plus particulièrement sous la marque Empower Retirement, la compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur, des services de gestion et de tenue de dossiers, des comptes de retraite individuels, des services de gestion de fonds et des services de placements et de consultation. La compagnie offre également des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres par l'intermédiaire de son unité des Marchés de l'Individuelle.

L'unité Gestion d'actifs de la compagnie offre des services de gestion de placements, des services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017 ⁽¹⁾	30 juin 2016	30 juin 2017 ⁽¹⁾	30 juin 2016
Primes et dépôts	13 197 \$	17 558 \$	13 950 \$	30 755 \$	30 067 \$
Souscriptions	16 934	24 352	16 665	41 286	56 823
Honoraires et autres produits	636	594	555	1 230	1 126
Bénéfice net ⁽¹⁾	82	56	53	138	116
Bénéfice net (en dollars américains) ⁽¹⁾	62	42	40	104	87
Total de l'actif	86 587 \$	87 861 \$	84 780 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	227 545	228 245	205 830		
Total de l'actif géré	314 132	316 106	290 610		
Autres actifs administrés	572 289	564 835	495 366		
Total de l'actif administré	886 421 \$	880 941 \$	785 976 \$		

⁽¹⁾ Le montant pour le premier trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 11 M\$ (8 M\$ US) liés à l'unité d'exploitation Services financiers.

FAITS NOUVEAUX EN 2017

- Le 6 avril 2016, le département du Travail des États-Unis a publié un nouveau règlement qui modifie et élargit la définition de fiduciaire pour y inclure le fait de fournir des conseils en placement au responsable d'un régime de retraite ou au titulaire d'un compte de retraite individuel. La compagnie a analysé le règlement en le comparant avec les pratiques commerciales en cours, plus particulièrement dans son unité Empower Retirement et son unité Marchés individuels. En vertu du nouveau règlement, des changements doivent être apportés à certains aspects de l'offre de produits et de la prestation de services, mais la direction est d'avis que Great-West Financial et Putnam seront tout de même en mesure de mener à terme leur stratégie d'affaires globale et d'atteindre leurs objectifs de croissance. La compagnie respecte les nouvelles composantes du règlement qui sont entrées en vigueur le 9 juin 2017 et elle exécute actuellement un plan visant à ce que tous les aspects soient respectés d'ici le 1^{er} janvier 2018.
- La compagnie continue de surveiller les possibles changements de politiques importants faisant suite aux élections américaines de 2016, y compris une réforme fiscale pour les sociétés qui aurait des répercussions sur les actifs et les passifs d'impôt différé de la compagnie de même que sur le taux d'imposition effectif pour les périodes subséquentes.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINNE

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2017

- Les comptes de participants d'Empower Retirement ont augmenté, passant de 8 millions au 31 décembre 2016 à 8,3 millions au 30 juin 2017. Empower maintient sa forte rétention des participants, et elle s'est classée au second rang en fonction du nombre de participants dans le cadre du sondage Plansponsor DC Recordkeeper de 2016.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Primes et dépôts	3 078 \$	3 598 \$	3 327 \$	6 676 \$	7 056 \$
Souscriptions ⁽¹⁾	6 815	10 392	6 042	17 207	33 812
Honoraires et autres produits	388	366	323	754	644
Bénéfice net	88	85	74	173	164
Primes et dépôts (en dollars américains)	2 297 \$	2 726 \$	2 579 \$	5 023 \$	5 301 \$
Souscriptions (en dollars américains) ⁽¹⁾	5 086	7 873	4 684	12 959	24 954
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	290	277	251	567	485
Bénéfice net (en dollars américains)	66	64	56	130	123

⁽¹⁾ Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les souscriptions comprennent une somme de 0,4 G\$ US et de 0,9 G\$ US, respectivement, associée aux fonds gérés par Putnam vendus sur la plateforme d'Empower Retirement (0,2 G\$ et 0,5 G\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016).

Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2017, les primes et dépôts ont diminué de 0,3 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,3 G\$ US. Cette diminution est principalement attribuable à la diminution au sein d'Empower Retirement, qui s'explique par la baisse des transferts nets des options de placement de détail et par la baisse des souscriptions liées à l'actif géré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les primes et dépôts ont diminué de 0,3 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,0 G\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2017 ont diminué de 0,4 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution au sein d'Empower Retirement par suite de la baisse des dépôts des participants de régimes existants, ainsi que des souscriptions dans le secteur des avantages à l'intention des cadres pour les Marchés de l'Individuelle.

Souscriptions

Au deuxième trimestre de 2017, les souscriptions ont augmenté de 0,4 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,1 G\$ US, en raison principalement d'une hausse des souscriptions enregistrées par Empower Retirement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les souscriptions se sont établies à 13,0 G\$ US, ce qui représente une diminution de 12,0 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent principalement attribuable à la diminution au sein d'Empower Retirement, car une importante souscription de régime enregistrée au premier trimestre de 2016 ne s'est pas reproduite. Le nombre d'importantes souscriptions de régime peut varier grandement d'une période à l'autre et les marges de ces souscriptions sont généralement faibles.

Au deuxième trimestre de 2017, les souscriptions ont diminué de 2,8 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une baisse des souscriptions enregistrées par Empower Retirement qui s'explique par la diminution du nombre d'importantes souscriptions de régime.

Honoraires et autres produits

Les honoraires sont essentiellement tirés de l'actif géré, de l'actif administré, des services aux actionnaires, des services de tenue de dossiers et d'administration ainsi que des services-conseils en matière de placements. Les honoraires gagnés sont habituellement fondés sur l'actif géré, sur l'actif administré ou sur le nombre de régimes et de participants pour lesquels les services sont fournis.

Pour le deuxième trimestre de 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 39 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 290 M\$ US, principalement en raison de la hausse des honoraires liés aux actifs, qui découle de la croissance de ces actifs, attribuable aux flux de trésorerie nets positifs et à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 82 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 567 M\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Pour le deuxième trimestre de 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 13 M\$ US par rapport au trimestre précédent principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 10 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 66 M\$ US, en raison principalement de la hausse des honoraires nets, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de l'apport des placements.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net a augmenté de 7 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 130 M\$ US. Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2016 comprend l'incidence positive de la décision de la direction de réclamer des crédits d'impôt étranger de 19 M\$ US. Compte non tenu de cet élément, le bénéfice net a augmenté de 26 M\$ US, en raison principalement de la hausse des honoraires nets.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 2 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des honoraires nets et de la baisse des charges d'exploitation, facteurs essentiellement contrebalancés par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2017

- Au cours du quatrième trimestre de 2016, Putnam a annoncé qu'elle comptait réduire ses charges de 65 M\$ US avant impôt et restructurer ses ressources afin de se placer en meilleure position pour saisir les occasions présentes et à venir. L'objectif est de réduire les charges grâce à la diminution des effectifs, à l'abandon de certains programmes d'exploitation secondaires et à la consolidation des fournisseurs. Au 30 juin 2017, la compagnie a réalisé des réductions annualisées de ses charges d'environ 53 M\$ US avant impôt, ce qui s'est traduit par une réduction des charges d'environ 13 M\$ US avant impôt pour le deuxième trimestre de 2017.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement des placements par rapport à ses concurrents. Au 30 juin 2017, environ 50 % des actifs des fonds de Putnam ont affiché un rendement supérieur au quartile supérieur des fonds classés par Lipper, et 83 % un rendement supérieur à la médiane, sur une période de un an. De plus, environ 59 % des actifs des fonds de Putnam ont affiché un rendement supérieur au quartile supérieur des fonds classés par Lipper, et 80 % un rendement supérieur à la médiane, sur une période de cinq ans.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Souscriptions	10 119 \$	13 960 \$	10 623 \$	24 079 \$	23 011 \$
Honoraires					
Frais de gestion de placements	203	193	188	396	387
Honoraires liés au rendement	(5)	(13)	(6)	(18)	(11)
Frais administratifs	39	38	39	77	81
Commissions et frais de placement	11	10	11	21	25
Honoraires	248	228	232	476	482
Bénéfice net (perte nette) des activités principales ⁽¹⁾	9	(2)	(5)	7	(22)
Déduire : charges financières et autres (après impôt) ⁽¹⁾	(15)	(14)	(13)	(29)	(21)
Bénéfice net (perte nette) présenté	(6)	(16)	(18)	(22)	(43)
Souscriptions (en dollars américains)	7 552 \$	10 576 \$	8 236 \$	18 128 \$	17 278 \$
Honoraires (en dollars américains)					
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	151	146	146	297	291
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	(4)	(10)	(5)	(14)	(9)
Frais administratifs (en dollars américains)	29	29	30	58	61
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	8	8	8	16	19
Honoraires (en dollars américains)	184	173	179	357	362
Bénéfice net (perte nette) des activités principales (en dollars américains) ⁽¹⁾	7	(1)	(4)	6	(16)
Déduire : charges financières et autres (après impôt) (en dollars américains) ⁽¹⁾	(11)	(11)	(10)	(22)	(16)
Bénéfice net (perte nette) présenté (en dollars américains)	(4)	(12)	(14)	(16)	(32)
Marge d'exploitation avant impôt ⁽²⁾	7,4 %	(1,1) %	(2,7) %	3,2 %	(7,4) %
Actif géré moyen (en dollars américains)	161 816 \$	157 432 \$	146 728 \$	159 642 \$	144 124 \$

⁽¹⁾ Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) est une mesure du rendement de l'unité Gestion d'actifs. Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales comprend l'incidence des commissions des courtiers et de l'amortissement des logiciels et exclut l'incidence de certaines charges financières et affectations de l'exploitation générale, des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions, de certains ajustements fiscaux et d'autres transactions non récurrentes.

⁽²⁾ La marge d'exploitation avant impôt (une mesure financière non définie par les IFRS) correspond au bénéfice net (à la perte nette) des activités principales avant impôt de l'unité Gestion d'actifs divisé par la somme des honoraires et des produits nets tirés des placements.

Souscriptions

Au deuxième trimestre de 2017, les souscriptions ont diminué de 0,7 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 7,6 G\$ US, en raison de la diminution de 1,8 G\$ US des souscriptions institutionnelles, contrebalancée en partie par une augmentation de 1,1 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2017 ont augmenté de 0,9 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 18,1 G\$ US, en raison d'une augmentation de 1,4 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement, contrebalancée en partie par la baisse de 0,5 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Les souscriptions au deuxième trimestre de 2017 ont diminué de 3,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la diminution de 2,7 G\$ US des souscriptions institutionnelles et d'une baisse de 0,3 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

Honoraires

Les honoraires sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions. Les honoraires liés au rendement sont tirés de certains fonds communs de placement et portefeuilles institutionnels et se basent sur le rendement observé sur une période de 36 mois consécutifs. Les honoraires liés au rendement tirés des fonds communs de placement sont symétriques et peuvent donc être positifs ou négatifs.

Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 5 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 184 M\$ US. Cette augmentation tient principalement à la hausse des honoraires liés aux actifs attribuable à l'augmentation de l'actif géré moyen.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires ont diminué de 5 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 357 M\$ US. La diminution s'explique principalement par la baisse des honoraires liés au rendement pour les fonds communs de placement, la diminution des frais administratifs qui reflète la baisse du nombre de comptes ainsi que la baisse des commissions et frais de placement, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des frais de gestion de placements découlant d'une croissance de l'actif géré moyen.

Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 11 M\$ US par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des honoraires liés aux actifs attribuable à l'augmentation de l'actif géré moyen et à la hausse des honoraires liés au rendement, attribuable à leur caractère saisonnier.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) s'est chiffrée à 7 M\$ US, comparativement à une perte nette des activités principales de 4 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice net des activités principales s'explique principalement par une réduction des charges de 8 M\$ US après impôt (13 M\$ US avant impôt), essentiellement associée aux efforts de réduction des charges entrepris au quatrième trimestre de 2016, ainsi que par une hausse des honoraires nets. Pour le deuxième trimestre de 2017, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 4 M\$ US, comparativement à une perte nette présentée de 14 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2017, les charges financières et autres ont augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des charges financières affectées.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net des activités principales s'est chiffré à 6 M\$ US, comparativement à une perte nette des activités principales de 16 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du bénéfice net des activités principales s'explique principalement par une diminution des charges de 16 M\$ US après impôt (26 M\$ US avant impôt), essentiellement associée aux efforts de réduction des charges dont il a été question pour expliquer les résultats trimestriels, ainsi que par une hausse des produits nets tirés des placements attribuable aux profits liés aux capitaux de lancement. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 16 M\$ US, comparativement à 32 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les charges financières et autres ont augmenté de 6 M\$ US comparativement à 22 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'un impôt sur le résultat moindre à la période correspondante de l'exercice précédent, découlant de la décision de la direction de réclamer un montant de 6 M\$ US en crédits d'impôt étranger.

Pour le deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net des activités principales s'est chiffré à 7 M\$ US, comparativement à une perte nette des activités principales de 1 M\$ US pour le trimestre précédent. Cette augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à la hausse des honoraires nets et à la baisse des charges, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits nets tirés des placements. Pour le deuxième trimestre de 2017, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 4 M\$ US, comparativement à une perte nette présentée de 12 M\$ US pour le trimestre précédent. Pour le deuxième trimestre de 2017, les charges financières et autres se sont établis à un montant comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré (en dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Actif au début	159 945 \$	152 122 \$	145 803 \$	152 122 \$	148 370 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	4 873	5 207	3 749	10 080	8 708
Rachats – fonds communs de placement	(5 279)	(5 953)	(6 162)	(11 232)	(13 731)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds communs de placement	(406)	(746)	(2 413)	(1 152)	(5 023)
Souscriptions – marchés institutionnels	2 679	5 369	4 487	8 048	8 570
Rachats – marchés institutionnels	(3 166)	(3 310)	(2 760)	(6 476)	(5 936)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels	(487)	2 059	1 727	1 572	2 634
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	(893)	1 313	(686)	420	(2 389)
Incidence du rendement du marché	3 861	6 510	2 533	10 371	1 669
Actif à la fin	162 913 \$	159 945 \$	147 650 \$	162 913 \$	147 650 \$
<u>Actif géré moyen</u>					
Fonds communs de placement	74 807	73 682	72 540	74 249	72 532
Actifs institutionnels	87 009	83 750	74 188	85 393	71 592
Total de l'actif géré moyen	161 816 \$	157 432 \$	146 728 \$	159 642 \$	144 124 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, l'actif géré moyen a augmenté de 15,1 G\$ US, ou 10 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 161,8 G\$ US, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif des marchés et des entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels sur une période de 12 mois. Pour le deuxième trimestre de 2017, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,9 G\$ US, comparativement à des sorties d'actifs nettes de 0,7 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les sorties d'actifs nettes trimestrielles des marchés institutionnels se sont établies à 0,5 G\$ US et les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement se sont chiffrées à 0,4 G\$ US.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'actif géré moyen a augmenté de 15,5 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 159,6 G\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,4 G\$ US, comparativement à des sorties d'actifs nettes de 2,4 G\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement se sont établies à 1,2 G\$ US et elles ont été plus que contrebalancées par les entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels de 1,6 G\$ US.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, l'actif géré moyen a augmenté de 4,4 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif des marchés au cours du trimestre, partiellement contrebalancée par les sorties d'actifs nettes.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine, y compris l'incidence de certains éléments non récurrents liés à l'exploitation américaine.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a été de néant, comparativement à une perte nette de 2 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des coûts de restructuration engagés en 2016.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la perte nette a augmenté de 6 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2016, pour s'établir à 10 M\$ US, principalement en raison de la hausse des coûts de restructuration et des charges liées aux activités abandonnées relatives à la vente de l'unité Soins de santé en 2008. Les résultats pour le premier semestre de 2017 comprennent des coûts de restructuration de 8 M\$ US liés à Empower Retirement, à l'acquisition des activités de J.P. Morgan Retirement Plan Services (RPS) et à la restructuration de la stratégie d'affaires, contre des coûts de 4 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la perte nette a diminué de 10 M\$ US par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à néant, principalement en raison de la baisse des coûts de restructuration, et des charges liée aux activités abandonnées évoquées pour expliquer les résultats depuis le début de l'exercice.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017 ⁽¹⁾	31 mars 2017 ⁽¹⁾	30 juin 2016	30 juin 2017 ⁽¹⁾	30 juin 2016
Primes et dépôts	8 643 \$	9 032 \$	8 331 \$	17 675 \$	16 172 \$
Honoraires et autres produits	346	324	307	670	628
Bénéfice net ⁽¹⁾	321	289	293	610	580
Total de l'actif	166 011 \$	161 469 \$	155 558 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	37 797	35 713	32 480		
Total de l'actif géré	203 808	197 182	188 038		
Autres actifs administrés	39 148	39 218	38 975		
Total de l'actif administré⁽²⁾	242 956 \$	236 400 \$	227 013 \$		

⁽¹⁾ Les résultats pour le deuxième trimestre de 2017 comprennent des coûts de restructuration de 1 M\$ liés à l'unité d'exploitation Assurance et rentes. Les résultats pour le premier trimestre de 2017 comprennent des coûts de restructuration de 17 M\$ liés à l'unité d'exploitation Assurance et rentes.

⁽²⁾ Au 30 juin 2017, le total de l'actif administré ne tient pas compte de l'actif géré, d'un montant de 8,1 G\$, pour d'autres unités d'exploitation au sein du groupe de sociétés de Lifeco (7,9 G\$ au 31 décembre 2016).

FAITS NOUVEAUX EN 2017

- Au deuxième trimestre de 2017, la compagnie a réalisé des synergies annualisées de 3 M€ avant impôt liées à l'intégration des activités d'Irish Life Health, et des synergies annualisées de 8 M€ avant impôt ont été réalisées jusqu'à maintenant. La compagnie demeure sur la bonne voie pour atteindre son objectif annuel en matière de réduction des coûts, fixé à 16 M€ avant impôt, dans les six prochains mois.
- Au cours du trimestre, la compagnie a poursuivi ses efforts relatifs à la stratégie d'affaires d'Irish Life visant à soutenir la croissance des activités de détail et elle demeure sur la bonne voie pour atteindre son objectif annuel en matière de réduction des coûts, fixée à 8 M€ avant impôt, dans les six prochains mois. Au 30 juin 2017, la compagnie a réalisé des réductions de coûts annualisées de 5 M€ avant impôt dans les activités de détail d'Irish Life.
- Le marché est demeuré quelque peu volatil à la suite de l'annonce officielle faite en mars 2017 par le Royaume-Uni de son intention de sortir de l'Union européenne (UE). L'élection générale tenue le 8 juin 2017 au Royaume-Uni a donné lieu à un gouvernement minoritaire qui a l'appui d'un autre petit parti lors des votes importants, ce qui a accru l'incertitude à l'égard des négociations concernant la sortie. La dépréciation de la livre sterling à la suite du vote sur le Brexit a été le facteur ayant le plus influencé les résultats financiers de la compagnie. Le taux de change moyen appliqué au bénéfice net en livres sterling de la compagnie a diminué de 7 % au deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016. Au cours des prochaines années, alors que le Royaume-Uni et l'UE devront négocier leur nouveau partenariat, la compagnie continuera de collaborer étroitement avec ses clients, ses partenaires d'affaires et les organismes de réglementation. Les autres entreprises européennes de la compagnie pourraient aussi ressentir les effets de l'incertitude à l'égard des marchés en Europe en raison du Brexit, mais ces effets ne devraient pas être importants selon les prévisions actuelles.
- Au deuxième trimestre de 2017, la compagnie a reçu différents prix :
 - Selon un sondage mené par Opinion Research Corporation (ORC) International en 2017, l'unité Assurance collective de la Canada-Vie s'est classée au premier rang des assureurs collectifs au Royaume-Uni pour une cinquième année consécutive.
 - The Marketing Institute of Ireland a attribué à Irish Life Health le prix du marketing intégré pour 2017 en guise de reconnaissance de sa campagne de lancement de la marque.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Primes et dépôts ⁽¹⁾	5 623 \$	5 155 \$	6 293 \$	10 778 \$	11 967 \$
Souscriptions ⁽¹⁾	4 835	4 416	5 550	9 251	10 124
Honoraires et autres produits	342	319	303	661	619
Bénéfice net	239	225	225	464	451

⁽¹⁾ Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les primes et dépôts, de même que les souscriptions, ne tiennent pas compte de l'actif géré, d'un montant de 0,2 G\$ et de 0,5 G\$, respectivement, pour d'autres unités d'exploitation au sein du groupe de sociétés de Lifeco (0,3 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2017 et 6,9 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2016).

Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2017, les primes et dépôts ont diminué de 0,7 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,6 G\$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande et à l'incidence de la fluctuation des devises, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des souscriptions de produits de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et des souscriptions de produits de retraite en Irlande.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les primes et dépôts ont diminué de 1,2 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 10,8 G\$, principalement en raison de la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande et de l'incidence de la fluctuation des devises, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et par la hausse des souscriptions de produits de retraite en Irlande.

Au deuxième trimestre de 2017, les primes et dépôts ont augmenté de 0,5 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande, de la hausse des souscriptions de produits de gestion du patrimoine au Royaume-Uni et de l'incidence de la fluctuation des devises, facteurs partiellement contrebalancés par la diminution des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni.

Souscriptions

Les souscriptions ont diminué de 0,7 G\$ au deuxième trimestre de 2017 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 4,8 G\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les souscriptions ont diminué de 0,8 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 9,3 G\$. Les baisses enregistrées pour le trimestre et le semestre s'expliquent par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts des périodes respectives.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 0,4 G\$ par rapport au trimestre précédent, pour se chiffrer à 4,8 G\$, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts de la même période.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 39 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 342 M\$. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des honoraires de gestion d'actifs en Irlande et en Allemagne, ainsi qu'aux autres produits en Irlande, qui peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre. L'augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse des honoraires de rachat au Royaume-Uni.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires et autres produits ont augmenté de 42 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 661 M\$. Cette hausse s'explique principalement par la hausse des honoraires de gestion d'actifs en Irlande et en Allemagne, ainsi que par les autres produits en Irlande, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de la fluctuation des devises et par la baisse des honoraires de rachat au Royaume-Uni.

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2017 ont augmenté de 23 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence de la fluctuation des devises et de la hausse des autres produits en Irlande, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des honoraires qui se rapportent à un bloc d'affaires fermé de produits en unités de compte en Irlande. Les honoraires relatifs au bloc d'affaires fermé de produits en unités de compte en Irlande sont particulièrement sensibles à l'activité du marché au début et à la fin d'une période de présentation de l'information financière.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net s'est établi à 239 M\$, soit une augmentation de 14 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une hausse de l'apport des placements et des résultats favorables au chapitre de la mortalité, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par l'incidence de la fluctuation des devises.

Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2017 a augmenté de 13 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 464 M\$, essentiellement en raison du profit à la vente de la participation de la compagnie dans Allianz Ireland, de la hausse de l'apport des placements, des résultats favorables au chapitre de la mortalité et de l'incidence de la hausse des volumes de nouvelles affaires en matière de rentes immédiates au Royaume-Uni. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et par l'incidence de la fluctuation des devises. De plus, la diminution de l'impôt sur le résultat, qui comprend l'incidence de la modification du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni sur les soldes d'impôt différé, a eu une incidence favorable sur le bénéfice net de 2016.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 14 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'apport des placements, à l'amélioration des résultats au chapitre de la morbidité au Royaume-Uni, à l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité en Irlande et à l'incidence de la fluctuation des devises. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par l'incidence de la baisse des volumes de nouvelles affaires et par le profit à la vente de la participation de la compagnie dans Allianz Ireland.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Primes et dépôts	3 020 \$	3 877 \$	2 038 \$	6 897 \$	4 205 \$
Honoraires et autres produits	4	5	4	9	9
Bénéfice net	83	81	74	164	137

Primes et dépôts

Les primes liées à la réassurance peuvent fluctuer de manière importante d'une période à l'autre en fonction des modalités des traités sous-jacents. Pour certaines opérations de réassurance-vie, les primes varieront selon les composantes de l'opération. Les traités en vertu desquels les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont pris en charge sur une base proportionnelle seront généralement assortis de primes beaucoup plus élevées que les traités en vertu desquels les sinistres ne sont pas assumés par le réassureur avant qu'un certain seuil ne soit dépassé. Le bénéfice n'est pas directement lié aux primes reçues.

Les primes et dépôts au deuxième trimestre de 2017 ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, passant de 2,0 G\$ à 3,0 G\$, principalement en raison des nouvelles ententes et des ententes restructurées en matière de réassurance ainsi que de la hausse des volumes liée aux affaires existantes.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les primes et dépôts ont augmenté de 2,7 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 6,9 G\$. Cette augmentation s'explique essentiellement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2017 ont diminué de 0,9 G\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution s'explique essentiellement par les ententes restructurées en matière de réassurance ainsi que par la baisse des volumes liée aux affaires existantes.

Honoraires et autres produits

Pour le deuxième trimestre de 2017, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 4 M\$, sont comparables à ceux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent ainsi qu'au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 9 M\$, sont demeurés comparables à ceux enregistrés pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'élever à 83 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle, et à l'incidence de la fluctuation des devises, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net a augmenté de 27 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 164 M\$, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice net a augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, partiellement contrebalancée par l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle et par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité dans le secteur des produits de rentes immédiates.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au deuxième trimestre de 2017, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 1 M\$, comparativement à une perte nette de 6 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation du bénéfice au sein des activités internationales existantes. Les résultats pour le deuxième trimestre de 2017 comprennent des coûts de restructuration de 1 M\$ liés aux activités de détail d'Irish Life.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 18 M\$, comparativement à une perte nette de 8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des coûts de restructuration, contrebalancée en partie par l'augmentation du bénéfice au sein des activités internationales existantes. Les résultats depuis le début de l'exercice comprennent des coûts de restructuration de 18 M\$ liés à Irish Life Health et à la stratégie d'affaires d'Irish Life visant à soutenir la croissance des activités de détail, contre des coûts de restructuration de 2 M\$ liés principalement à l'intégration de Legal & General International (Ireland) Limited pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 1 M\$, comparativement à une perte nette de 17 M\$ pour le trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des coûts de restructuration.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, l'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 3 M\$, comparativement à 2 M\$ pour la période correspondante de 2016, principalement en raison de la hausse de l'impôt sur le résultat, contrebalancée en partie par la baisse des charges d'exploitation. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 comprenaient l'incidence positive des modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 12 M\$, comparativement à une perte nette de 8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, une augmentation qui s'explique essentiellement par la hausse de l'impôt sur le résultat évoquée pour les résultats trimestriels, ainsi que par la hausse des charges d'exploitation.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2017 a diminué, passant ainsi de 9 M\$ au trimestre précédent à 3 M\$ pour le trimestre considéré, principalement en raison de la hausse des produits nets tirés des placements et de la baisse des charges d'exploitation.

GESTION DES RISQUES ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

Le cadre de gestion des risques d'entreprise de la compagnie facilite l'harmonisation de la stratégie d'affaires avec l'appétence au risque, sert de base au déploiement de capitaux et permet de l'améliorer, et guide l'identification, l'atténuation et la gestion des possibles surprises, pertes et risques opérationnels. La fonction de gestion des risques de la compagnie est responsable du cadre d'appétence au risque, des politiques connexes de gestion des risques ainsi que de la structure de limitation des risques, et elle assure une surveillance indépendante des risques pour toutes les activités de la compagnie. Le conseil d'administration a la responsabilité finale de la gouvernance du risque et des politiques connexes de la compagnie, ce qui comprend la politique de gestion des risques d'entreprise, qui définit les principes directeurs de la gestion des risques, ainsi que le cadre d'appétence au risque, qui reflète les niveaux et les types de risques que la compagnie est prête à accepter dans l'atteinte de ses objectifs d'affaires. La gestion des risques et les pratiques relatives au contrôle de la compagnie n'ont subi aucune modification importante au cours du deuxième trimestre de 2017. Se reporter au rapport de gestion annuel de 2016 de la compagnie pour une description détaillée de la gestion des risques et des pratiques relatives au contrôle de la compagnie.

MÉTHODES COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont une incidence sur la compagnie en 2017 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la compagnie pour les périodes de présentation ultérieures. La compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la compagnie.

La compagnie a adopté les modifications à portée limitée des Normes internationales d'information financière (IFRS) pour IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, et IAS 12, *Impôts sur le résultat*, ainsi que les *Améliorations annuelles — Cycle 2014-2016* concernant la modification d'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la compagnie.

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplacera IFRS 4, *Contrats d'assurance*. IFRS 17 énonce les exigences relatives à la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et la communication des contrats d'assurance émis par une société et des traités de réassurance détenus par une société. Cette nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. La compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette norme et elle s'attend à ce que celle-ci ait une incidence importante sur les assureurs.

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. L'interprétation fournit des précisions sur la façon d'appliquer les exigences de comptabilisation et d'évaluation prescrites par IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. L'interprétation entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette interprétation.

Comme il a été expliqué dans le rapport de gestion annuel au 31 décembre 2016, aucune autre modification importante aux méthodes comptables futures n'aura d'incidence sur la compagnie.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la compagnie est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2016.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action)									
	2017		2016				2015		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	
Total des produits⁽¹⁾	11 048	\$ 12 874	\$ 7 814	\$ 13 408	\$ 12 807	\$ 12 352	\$ 8 321	\$ 8 596	
Détenteurs d'actions ordinaires									
Bénéfice net									
Total	585	\$ 591	\$ 676	\$ 674	\$ 671	\$ 620	\$ 683	\$ 720	
De base – par action	0,591	0,598	0,686	0,682	0,675	0,625	0,688	0,724	
Dilué – par action	0,590	0,597	0,685	0,681	0,674	0,623	0,686	0,722	
Bénéfice net ajusté⁽²⁾									
Total	712	\$ 619	\$ 696	\$ 687	\$ 671	\$ 620	\$ 683	\$ 720	
De base – par action	0,719	0,627	0,707	0,695	0,675	0,625	0,688	0,724	
Dilué – par action	0,718	0,625	0,706	0,694	0,674	0,623	0,686	0,722	

⁽¹⁾ Les produits tiennent compte des variations de la juste valeur par le biais du résultat net des actifs de placement.

⁽²⁾ Le montant pour le deuxième trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 127 M\$ liés à l'exploitation canadienne et à l'unité d'exploitation Assurance et rentes. Le montant pour le premier trimestre de 2017 inclut des coûts de restructuration de 28 M\$ liés aux unités d'exploitation Assurance et rentes et Services financiers. Le montant pour le quatrième trimestre de 2016 inclut des coûts de restructuration de 20 M\$ liés à l'unité d'exploitation Gestion d'actifs de l'exploitation américaine. Le montant pour le troisième trimestre de 2016 inclut des coûts de restructuration de 13 M\$ liés à l'unité d'exploitation Assurance et rentes.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 585 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 671 M\$ il y a un an. Ce montant représente 0,591 \$ par action ordinaire (0,590 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 0,675 \$ par action ordinaire (0,674 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 11 048 M\$ et comprend des primes reçues de 7 772 M\$, des produits nets tirés des placements réguliers de 1 591 M\$, une variation à la hausse de 304 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 381 M\$.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises

Périodes closes les	30 juin 2017	31 mars 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016
Dollar américain						
Bilan	1,30 \$	1,33 \$	1,34 \$	1,31 \$	1,30 \$	1,30 \$
Produits et charges	1,34 \$	1,32 \$	1,33 \$	1,31 \$	1,29 \$	1,37 \$
Livre sterling						
Bilan	1,69 \$	1,67 \$	1,66 \$	1,71 \$	1,72 \$	1,87 \$
Produits et charges	1,72 \$	1,64 \$	1,66 \$	1,71 \$	1,85 \$	1,96 \$
Euro						
Bilan	1,48 \$	1,42 \$	1,42 \$	1,47 \$	1,44 \$	1,48 \$
Produits et charges	1,48 \$	1,41 \$	1,44 \$	1,46 \$	1,46 \$	1,51 \$

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	8 792 \$	10 484 \$	7 834 \$	19 276 \$	15 760 \$
Primes cédées	(1 020)	(1 119)	(963)	(2 139)	(1 874)
Total des primes, montant net	7 772	9 365	6 871	17 137	13 886
Produits nets tirés des placements (note 4)					
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 591	1 469	1 576	3 060	3 249
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	304	735	3 129	1 039	5 539
Total des produits nets tirés des placements	1 895	2 204	4 705	4 099	8 788
Honoraires et autres produits	1 381	1 305	1 231	2 686	2 485
	11 048	12 874	12 807	23 922	25 159
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de polices					
Montant brut	7 415	8 595	6 143	16 010	12 785
Montant cédé	(500)	(610)	(501)	(1 110)	(973)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	6 915	7 985	5 642	14 900	11 812
Participations des titulaires de polices et bonifications	462	558	381	1 020	750
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	850	1 319	4 012	2 169	7 151
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	8 227	9 862	10 035	18 089	19 713
Commissions	549	753	599	1 302	1 165
Charges d'exploitation et frais administratifs	1 185	1 233	1 161	2 418	2 369
Taxes sur les primes	107	123	98	230	190
Charges financières (note 9)	79	76	75	155	153
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	47	45	44	92	90
Charges de restructuration (note 15)	216	37	5	253	9
Bénéfice avant impôt	638	745	790	1 383	1 470
Impôt sur le résultat (note 16)	51	96	76	147	100
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	587	649	714	1 236	1 370
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(28)	27	13	(1)	18
Bénéfice net	615	622	701	1 237	1 352
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	30	31	30	61	61
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	585 \$	591 \$	671 \$	1 176 \$	1 291 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 12)					
De base	0,591 \$	0,598 \$	0,675 \$	1,189 \$	1,300 \$
Dilué	0,590 \$	0,597 \$	0,674 \$	1,187 \$	1,298 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2017	31 mars 2017	30 juin 2016	30 juin 2017	30 juin 2016
Bénéfice net	615 \$	622 \$	701 \$	1 237 \$	1 352 \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	(365)	(22)	(508)	(387)	(1 492)
Profits (pertes) de change latents sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couvertures de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	(60)	—	20	(60)	30
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	8	—	(3)	8	(4)
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	(41)	30	125	(11)	246
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	5	(6)	(22)	(1)	(46)
(Profits) pertes réalisés sur les actifs disponibles à la vente	(12)	(8)	(18)	(20)	(49)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	2	2	3	4	7
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	(28)	24	(20)	(4)	75
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	10	(9)	7	1	(29)
(Profits) pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	411	—	—	411	1
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(162)	—	—	(162)	—
Participations ne donnant pas le contrôle	28	(6)	(21)	22	(15)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(6)	2	5	(4)	8
Total des éléments qui pourraient être reclassés	(210)	7	(432)	(203)	(1 268)
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (note 14)	(96)	(17)	(220)	(113)	(462)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	31	(9)	57	22	119
Participations ne donnant pas le contrôle	11	6	14	17	33
Économie (charge) d'impôt sur le résultat	(2)	(2)	(3)	(4)	(8)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	(56)	(22)	(152)	(78)	(318)
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(266)	(15)	(584)	(281)	(1 586)
Bénéfice global (perte globale)	349 \$	607 \$	117 \$	956 \$	(234) \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 398 \$	3 259 \$
Obligations (note 4)	118 215	116 773
Prêts hypothécaires (note 4)	22 301	21 651
Actions (note 4)	8 435	8 665
Immeubles de placement (note 4)	4 708	4 340
Avances consenties aux titulaires de polices	8 394	8 467
	<u>165 451</u>	<u>163 155</u>
Fonds détenus par des assureurs cédants	10 317	10 781
Goodwill	5 992	5 977
Immobilisations incorporelles	3 900	3 972
Instruments financiers dérivés	463	528
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	653	649
Immobilisations corporelles	293	304
Autres actifs	2 359	2 263
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	4 550	4 311
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 7)	5 416	5 627
Impôt exigible	168	97
Actifs d'impôt différé	1 675	1 845
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 8)	208 536	200 403
Total de l'actif	<u><u>409 773 \$</u></u>	<u><u>399 912 \$</u></u>
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 7)	157 797 \$	155 940 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 7)	1 953	2 009
Débitures et autres instruments d'emprunt	5 531	5 980
Titres de fiducies de capital	160	161
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	336	320
Instruments financiers dérivés	1 519	2 012
Créditeurs	2 443	2 049
Autres passifs	3 924	3 836
Impôt exigible	603	549
Passifs d'impôt différé	1 543	1 645
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 8)	208 536	200 403
Total du passif	<u>384 345</u>	<u>374 904</u>
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 753	2 782
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	212	224
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 11)		
Actions privilégiées	2 714	2 514
Actions ordinaires	7 261	7 130
Surplus cumulé	11 889	11 465
Cumul des autres éléments du résultat global	478	746
Surplus d'apport	121	147
Total des capitaux propres	<u>25 428</u>	<u>25 008</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u><u>409 773 \$</u></u>	<u><u>399 912 \$</u></u>

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audité)

(en millions de dollars canadiens)

30 juin 2017						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début de l'exercice	9 644 \$	147 \$	11 465 \$	746 \$	3 006 \$	25 008 \$
Bénéfice net	—	—	1 237	—	(1)	1 236
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(281)	(31)	(312)
	9 644	147	12 702	465	2 974	25 932
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 12)	—	—	(61)	—	—	(61)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(726)	—	—	(726)
Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 11)	133	(58)	—	—	45	120
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	—	32	—	—	—	32
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(52)	(52)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	(12)	—	—	—	—	(12)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	10	—	(10)	—	—	—
Émission d'actions privilégiées (note 11)	200	—	—	—	—	200
Frais d'émission d'actions privilégiées (note 11)	—	—	(5)	—	—	(5)
Profit de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2	—	(2)	—
Cession d'une participation dans une entreprise associée (note 4)	—	—	(13)	13	—	—
Solde à la fin de la période	9 975 \$	121 \$	11 889 \$	478 \$	2 965 \$	25 428 \$
30 juin 2016						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début de l'exercice	9 670 \$	135 \$	10 416 \$	2 218 \$	2 821 \$	25 260 \$
Bénéfice net	—	—	1 352	—	18	1 370
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(1 586)	(18)	(1 604)
	9 670	135	11 768	632	2 821	25 026
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 12)	—	—	(61)	—	—	(61)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(687)	—	—	(687)
Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 11)	20	(45)	—	—	49	24
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	—	35	—	—	—	35
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(39)	(39)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	(97)	—	—	—	—	(97)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 11)	77	—	(77)	—	—	—
Perte de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(2)	—	2	—
Solde à la fin de la période	9 670 \$	125 \$	10 941 \$	632 \$	2 833 \$	24 201 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE *(non audité)*

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt	1 383 \$	1 470 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(249)	(142)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	2 149	7 175
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	431	295
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	10	5
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	387	(52)
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(1 039)	(5 539)
Autres	(303)	(69)
	<u>2 769</u>	<u>3 143</u>
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 11)	118	20
Émission d'actions privilégiées (note 11)	200	—
Frais d'émission d'actions (note 11)	(5)	—
Actions ordinaires achetées et annulées (note 11)	(12)	(97)
Émission de billets non garantis de premier rang (note 10)	925	—
Remboursement de débentures subordonnées (note 10)	(1 284)	—
Diminution de la marge de crédit d'une filiale	(54)	(93)
Augmentation (diminution) des débentures et autres instruments d'emprunt	(37)	9
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(726)	(687)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(61)	(61)
	<u>(936)</u>	<u>(909)</u>
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	14 143	16 876
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 243	1 292
Ventes d'actions	1 180	1 632
Ventes d'immeubles de placement	16	373
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	(103)	(63)
Placement dans des obligations	(15 050)	(18 026)
Placement dans des prêts hypothécaires	(2 010)	(1 886)
Placement dans des actions	(846)	(1 888)
Placement dans des immeubles de placement	(262)	(84)
	<u>(1 689)</u>	<u>(1 774)</u>
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5)	(205)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	139	255
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 259	2 813
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 398 \$	3 068 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	2 610 \$	2 756 \$
Intérêts versés	156	157
Dividendes reçus	118	129

NOTES ANNEXES RÉSUMÉES (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la compagnie est la suivante : 100, rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de Power Corporation du Canada et sa société mère est la Corporation Financière Power (la Financière Power).

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis et en Europe, par l'entremise de ses filiales en exploitation, dont La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la compagnie au 30 juin 2017 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 2 août 2017.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la compagnie au 31 décembre 2016.

Les états financiers de la compagnie au 30 juin 2017 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

La compagnie a adopté les modifications à portée limitée des Normes internationales d'information financière (IFRS) pour IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, et IAS 12, *Impôts sur le résultat*, ainsi que les *Améliorations annuelles – Cycle 2014-2016* concernant la modification d'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la compagnie.

Méthodes comptables futures

En mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17, *Contrats d'assurance*, qui remplacera IFRS 4, *Contrats d'assurance*. IFRS 17 présente les exigences concernant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir relativement aux contrats d'assurance qu'une société émet et aux traités de réassurance qu'elle détient. La nouvelle norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. La compagnie évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme, incidence qui devrait être importante pour les assureurs.

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. L'interprétation fournit des précisions sur la façon d'appliquer les exigences de comptabilisation et d'évaluation prescrites par IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser. L'interprétation entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de cette interprétation.

Comme il a été expliqué dans les états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2016, aucune autre modification importante aux méthodes comptables futures n'aura d'incidence sur la compagnie.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré d'incertitude inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et les secteurs où des jugements importants ont été portés sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées à la note 2 des états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la compagnie au 31 décembre 2016.

Les résultats de la compagnie tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. La dotation à la provision pour pertes sur créances futures, incluse dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance de la compagnie, est tributaire des notations des placements. La compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles. La direction porte des jugements lorsqu'elle doit établir une notation pour les instruments qui ne se sont pas vu accorder de notation par un tiers.

3. Acquisition d'entreprise

Le 19 mai 2017, la compagnie, par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, la Great-West, a conclu une entente visant l'acquisition du Groupe Financier Horizons, une agence de gestion générale canadienne qui offre aux conseillers partout au Canada l'accès à des produits et des services d'assurance-vie et d'assurance-maladie, d'avantages sociaux, de rentes, de placements, de règlement échelonné et de gestion des risques. L'approbation réglementaire a été reçue et la transaction a été conclue avec prise d'effet le 31 juillet 2017. Les produits et le bénéfice net tirés du Groupe Financier Horizons ne seront pas significatifs pour les états financiers.

4. Placements de portefeuille

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	86 192 \$	86 192 \$	85 739 \$	85 739 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	1 986	1 986	2 586	2 586
Disponibles à la vente	12 801	12 801	11 478	11 478
Prêts et créances	17 236	19 032	16 970	18 484
	118 215	120 011	116 773	118 287
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	8 577	8 843	8 062	8 260
Commerciaux	13 724	14 517	13 589	14 290
	22 301	23 360	21 651	22 550
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	7 577	7 577	7 606	7 606
Disponibles à la vente	46	46	48	48
Disponibles à la vente, au coût ⁽²⁾	382	382	391	391
Méthode de la mise en équivalence ⁽³⁾	430	435	620	610
	8 435	8 440	8 665	8 655
Immeubles de placement	4 708	4 708	4 340	4 340
Total	153 659 \$	156 519 \$	151 429 \$	153 832 \$

(1) Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable. Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compensées par les variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits tirés des placements.

(2) Comme la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les placements sont détenus au coût.

(3) Au cours du premier trimestre de 2017, la participation dans Allianz Ireland, une participation qui était détenue précédemment par l'intermédiaire de la filiale en propriété exclusive indirecte de la compagnie, Irish Life Group Limited, et dont la valeur comptable était de 192 \$, a été cédée par la compagnie pour un profit de 16 \$ qui a été comptabilisé dans les produits nets tirés des placements. La valeur comptable de la participation reflète les pertes actuarielles de 13 \$ du régime de retraite dans l'entreprise associée (note 14). Ces pertes actuarielles ont été transférées, au sein des capitaux propres, du poste Cumul des autres éléments de bénéfice global au poste Surplus cumulé.

4. Placements de portefeuille (suite)

b) Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Montants dépréciés par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	253 \$	283 \$
Disponibles à la vente	12	10
Prêts et créances	80	79
Total	345 \$	372 \$

La valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation comprenait des obligations de 288 \$, des prêts hypothécaires de 53 \$ et des actions de 4 \$ au 30 juin 2017 (obligations de 315 \$ et prêts hypothécaires de 57 \$ au 31 décembre 2016). La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus déduction faite de provisions de 46 \$ et de 43 \$ au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, respectivement.

c) Les produits nets tirés des placements se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	1 117 \$	228 \$	69 \$	75 \$	118 \$	1 607 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	12	—	—	—	—	12
Autres classements	2	12	—	—	—	14
Provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	6	—	—	—	—	6
Autres produits (charges)	—	—	—	(20)	(28)	(48)
	1 137	240	69	55	90	1 591
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	(8)	—	3	—	—	(5)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	353	—	(62)	—	(23)	268
Comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	—	41	—	41
	345	—	(59)	41	(23)	304
Total	1 482 \$	240 \$	10 \$	96 \$	67 \$	1 895 \$

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	1 074 \$	230 \$	62 \$	89 \$	138 \$	1 593 \$
Profits (pertes) nets réalisés						
Disponibles à la vente	19	—	(1)	—	—	18
Autres classements	4	26	—	—	—	30
Provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	—	(16)	—	—	—	(16)
Autres produits (charges)	—	—	—	(22)	(27)	(49)
	1 097	240	61	67	111	1 576
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	24	—	—	—	—	24
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	3 171	—	161	—	(165)	3 167
Comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	—	(62)	—	(62)
	3 195	—	161	(62)	(165)	3 129
Total	4 292 \$	240 \$	222 \$	5 \$	(54) \$	4 705 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2017	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	2 151 \$	451 \$	135 \$	156 \$	209 \$	3 102 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	20	—	—	—	—	20
Autres classements	11	25	—	—	—	36
Provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	6	(4)	—	—	—	2
Autres produits (charges)	—	—	—	(41)	(59)	(100)
	2 188	472	135	115	150	3 060
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	3	—	3	—	—	6
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	882	—	96	—	(18)	960
Comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	—	73	—	73
	885	—	99	73	(18)	1 039
Total	3 073 \$	472 \$	234 \$	188 \$	132 \$	4 099 \$

4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2016	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers :						
Produits tirés des placements – gagnés	2 168 \$	467 \$	141 \$	172 \$	321 \$	3 269 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	49	—	—	—	—	49
Autres classements	15	35	—	—	—	50
Provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net						
	—	(23)	—	—	—	(23)
Autres produits (charges)						
	—	—	—	(42)	(54)	(96)
	<u>2 232</u>	<u>479</u>	<u>141</u>	<u>130</u>	<u>267</u>	<u>3 249</u>
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	66	—	—	—	—	66
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net						
	5 425	—	313	—	(227)	5 511
Comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net						
	—	—	—	(38)	—	(38)
	<u>5 491</u>	<u>—</u>	<u>313</u>	<u>(38)</u>	<u>(227)</u>	<u>5 539</u>
Total	<u>7 723 \$</u>	<u>479 \$</u>	<u>454 \$</u>	<u>92 \$</u>	<u>40 \$</u>	<u>8 788 \$</u>

Les produits tirés des placements gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et comme des placements classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits tirés des placements liés aux obligations et aux prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes, les distributions provenant de titres de capitaux propres d'entités non cotées et les produits tirés de la participation de la compagnie dans la Société financière IGM Inc. (IGM) et Allianz Ireland, qui a été cédée au cours du premier trimestre de 2017. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits tirés des placements réalisés sur les immeubles de placement. Les autres produits comprennent les produits tirés des avances consenties aux titulaires de polices, les profits et les pertes de change, les produits gagnés sur les instruments financiers dérivés, ainsi que les autres produits divers.

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, gérer, surveiller et signaler les risques liés à ses instruments financiers. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la compagnie est exposée. L'approche de la compagnie à l'égard de la gestion des risques n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2016 de la compagnie. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse de la structure de gouvernance de la compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés annuels audités de la compagnie au 31 décembre 2016 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion au 31 décembre 2016 de la compagnie.

La compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2016.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les dettes de la compagnie sont libellées en dollars canadiens, en euros et en dollars américains. En vertu des IFRS, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total des capitaux propres de la compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net.

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs actuels sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation), et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence significative sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la compagnie.

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires :

- Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits se serait traduite par des fluctuations des taux d'intérêt pour les actifs et les passifs qui se seraient compensées, sans qu'il y ait d'incidence sur le résultat net.
- Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits se serait traduite par des fluctuations des taux d'intérêt pour les actifs et les passifs qui se seraient compensées, sans qu'il y ait d'incidence sur le résultat net.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la compagnie, devraient être couverts par ces provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement se répercutant sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la compagnie. L'incidence qu'aurait une augmentation ou une diminution immédiate de 1 % des taux de la partie inférieure et supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions se présente comme suit :

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %
Variation des taux d'intérêt				
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	(205) \$	625 \$	(202) \$	677 \$
Augmentation (diminution) du bénéfice net	150 \$	(452) \$	149 \$	(491) \$

5. Gestion des risques liés aux instruments financiers (suite)

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs et des passifs découlant des fluctuations des marchés boursiers et à d'autres risques de prix. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des actions. Toutefois, les variations des valeurs des actions pourraient avoir d'autres répercussions sur le marché et les passifs qui feront en sorte que les fluctuations des passifs différeront de celles des valeurs des actions. Les répercussions attendues d'une hausse ou d'une baisse de 10 % des valeurs des actions se présentent comme suit :

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %
Variation des valeurs des actions				
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation	(54) \$	100 \$	(51) \$	61 \$
Augmentation (diminution) du bénéfice net	46 \$	(80) \$	43 \$	(50) \$

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. Les répercussions attendues d'une augmentation ou d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se présentent comme suit :

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %
Modifications aux hypothèses les plus probables liées au rendement				
Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation	(530) \$	579 \$	(504) \$	552 \$
Augmentation (diminution) du bénéfice net	428 \$	(460) \$	407 \$	(438) \$

6. Évaluation à la juste valeur

La compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il n'y a que peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

	30 juin 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 398 \$	— \$	— \$	3 398 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	88 117	61	88 178
Actions	7 428	2	147	7 577
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	7 428	88 119	208	95 755
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	12 801	—	12 801
Actions	45	—	1	46
Total des actifs financiers disponibles à la vente	45	12 801	1	12 847
Immeubles de placement	—	—	4 708	4 708
Fonds détenus par des assureurs cédants	127	8 084	—	8 211
Dérivés ⁽¹⁾	3	460	—	463
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation	396	160	—	556
Autres ⁽²⁾	101	—	—	101
Total des actifs évalués à la juste valeur	11 498 \$	109 624 \$	4 917 \$	126 039 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	— \$	1 519 \$	— \$	1 519 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	1 931	22	1 953
Autres passifs	101	—	—	101
Total des passifs évalués à la juste valeur	101 \$	3 450 \$	22 \$	3 573 \$

(1) Compte non tenu de garanties de 132 \$ reçues de contreparties.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties de 396 \$ données à des contreparties.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

	31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs évalués à la juste valeur				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 259 \$	— \$	— \$	3 259 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	—	88 324	1	88 325
Actions	7 520	6	80	7 606
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	7 520	88 330	81	95 931
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	—	11 478	—	11 478
Actions	47	—	1	48
Total des actifs financiers disponibles à la vente	47	11 478	1	11 526
Immeubles de placement	—	—	4 340	4 340
Fonds détenus par des assureurs cédants	214	8 391	—	8 605
Dérivés ⁽¹⁾	3	525	—	528
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation	302	213	1	516
Total des actifs évalués à la juste valeur	11 345 \$	108 937 \$	4 423 \$	124 705 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽²⁾	1 \$	2 011 \$	— \$	2 012 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	—	1 989	20	2 009
Total des passifs évalués à la juste valeur	1 \$	4 000 \$	20 \$	4 021 \$

(1) Compte non tenu de garanties de 149 \$ reçues de contreparties.

(2) Compte non tenu de garanties de 425 \$ données à des contreparties.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la compagnie au cours de la période considérée.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

30 juin 2017								
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	1 \$	— \$	80 \$	1 \$	4 340 \$	1 \$	4 423 \$	20 \$
Total des profits (pertes)								
Compris dans le résultat net	(1)	—	4	—	73	—	76	—
Compris dans les autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ⁽¹⁾	3	—	(1)	—	49	—	51	—
Achats	—	—	69	—	262	—	331	—
Ventes	—	—	(9)	—	(16)	(1)	(26)	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	2
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	59	—	4	—	—	—	63	—
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(1)	—	—	—	—	—	(1)	—
Solde à la fin de la période	61 \$	— \$	147 \$	1 \$	4 708 \$	— \$	4 917 \$	22 \$
Total des profits (pertes) pour la période compris dans les produits nets tirés des placements	(1) \$	— \$	4 \$	— \$	73 \$	— \$	76 \$	— \$
Variation des profits (pertes) latents pour la période compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 30 juin 2017	(1) \$	— \$	4 \$	— \$	70 \$	— \$	73 \$	— \$

(1) Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits et les pertes de change latents.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

31 décembre 2016								
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	10 \$	1 \$	66 \$	1 \$	5 237 \$	5 \$	5 320 \$	27 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	—	—	2	—	61	—	63	—
Compris dans les autres éléments de bénéfice global (de perte globale) ⁽¹⁾	—	—	—	—	(633)	—	(633)	—
Achats	—	—	50	—	102	—	152	—
Ventes	—	—	(38)	—	(427)	(5)	(470)	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	(7)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	—	—	—	—	—	1	1	—
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(9)	(1)	—	—	—	—	(10)	—
Solde à la fin de l'exercice	1 \$	— \$	80 \$	1 \$	4 340 \$	1 \$	4 423 \$	20 \$
Total des profits pour l'exercice compris dans les produits nets tirés des placements	— \$	— \$	2 \$	— \$	61 \$	— \$	63 \$	— \$
Variation des profits latents pour l'exercice compris dans le résultat pour les actifs détenus au 31 décembre 2016	— \$	— \$	3 \$	— \$	1 \$	— \$	4 \$	— \$

- (1) Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits et les pertes de change latents.
- (2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts.
- (3) Comprennent les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.
- (4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. Évaluation à la juste valeur (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur :

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation	Fourchette de 2,8 % à 10,3 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux réversif	Fourchette de 4,8 % à 7,5 %	Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur.
		Taux d'inoccupation	Moyenne pondérée de 3,0 %	Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

7. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 juin 2017		
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	157 797 \$	5 416 \$	152 381 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	1 953	—	1 953
Total	159 750 \$	5 416 \$	154 334 \$

	31 décembre 2016		
	Passif, montant brut	Actifs au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	155 940 \$	5 627 \$	150 313 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	2 009	—	2 009
Total	157 949 \$	5 627 \$	152 322 \$

8. Fonds distincts

Les tableaux ci-dessous présentent des renseignements à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, conformément aux exigences de présentation de l'information prévues par la loi qui s'appliquent dans chacune des régions où la compagnie exerce ses activités :

a) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 076 \$	12 487 \$
Obligations	42 827	41 619
Prêts hypothécaires	2 684	2 622
Actions et parts de fiducies d'investissement à participation unitaire	85 573	81 033
Fonds communs de placement	53 027	51 726
Immeubles de placement	11 573	11 019
	209 760	200 506
Produits à recevoir	387	359
Autres passifs	(2 481)	(2 009)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	870	1 547
Total	208 536 \$	200 403 \$

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016
Solde au début de l'exercice	200 403 \$	198 194 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	12 244	10 998
Produits nets tirés des placements	759	989
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	2 909	1 544
Profits en capital latents sur les placements, montant net	2 232	1 165
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	2 063	(9 748)
Retraits des titulaires de polices	(11 344)	(10 439)
Variation du placement des fonds distincts dans le fonds général	(98)	18
Variation du placement du fonds général dans les fonds distincts	(6)	(5)
Virement du fonds général, montant net	51	13
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	(677)	(4)
Total	8 133	(5 469)
Solde à la fin de la période	208 536 \$	192 725 \$

8. Fonds distincts (suite)

c) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)

	30 juin 2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts⁽¹⁾	131 331 \$	66 178 \$	12 720 \$	210 229 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 693 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

	31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ⁽¹⁾	125 829 \$	63 804 \$	12 045 \$	201 678 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 275 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au premier semestre de 2017, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 2 595 \$ ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 (18 \$ transférés du niveau 2 au niveau 1 au 31 décembre 2016), car la compagnie avait été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Solde au début de l'exercice	12 045 \$	11 765 \$
Total des profits (pertes) inclus dans les produits tirés des placements liés aux fonds distincts	275	(109)
Achats	510	584
Ventes	(175)	(370)
Transferts vers le niveau 3	78	175
Transferts hors du niveau 3	(13)	—
Solde à la fin de la période	12 720 \$	12 045 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

Se reporter à la rubrique Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables du rapport de gestion de la compagnie pour la période close le 30 juin 2017 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion au 31 décembre 2016 de la compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

9. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Charges d'exploitation				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	2 \$	2 \$	4 \$	4 \$
Charges financières				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	68	64	132	130
Intérêts sur les titres de fiducies de capital	2	2	5	5
Autres	7	7	14	14
Total	79 \$	75 \$	155 \$	153 \$

10. Débetures et autres instruments d'emprunt

Au cours du premier trimestre de 2017, Irish Life Assurance, une filiale en propriété exclusive indirecte de la compagnie, a remboursé ses débetures subordonnées de 284 \$ (200 €) à 5,25 % à leur montant en capital plus les intérêts courus.

Le 26 mai 2017, Great-West Lifeco Finance (Delaware) LP a émis des billets non garantis de premier rang à 4,150 % d'un montant en capital de 925 \$ (700 \$ US), qui sont garantis entièrement et sans condition par Lifeco et qui arriveront à échéance le 3 juin 2047.

Le 21 juin 2017, Great-West Lifeco Finance (Delaware) LP a remboursé le montant total de 1 000 \$ du capital des débetures subordonnées à 5,691 %, à un prix de remboursement correspondant à 100 % du montant du capital des débetures, plus les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement (mais à l'exclusion de cette date). Les débetures étaient couvertes par un swap de devises désigné comme couverture de flux de trésorerie. Au moment du remboursement des débetures, les profits réalisés sur les débetures et les pertes réalisées sur l'instrument de couverture ont été comptabilisés dans les comptes consolidés de résultat, sans qu'il y ait d'incidence sur le résultat net. L'impôt différé lié à la couverture de flux de trésorerie a donné lieu à une diminution de 97 \$ des autres éléments de bénéfice global qui n'avait pas été comptabilisée auparavant.

11. Capital social

a) Actions ordinaires

	Pour les semestres clos les 30 juin			
	2017		2016	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires				
Solde au début de l'exercice	986 398 335	7 130 \$	993 350 331	7 156 \$
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(341 683)	(12)	(2 831 181)	(97)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	10	—	77
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	3 840 404	133	639 234	20
Solde à la fin de la période	989 897 056	7 261 \$	991 158 384	7 156 \$

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, 3 840 404 actions ordinaires ont été exercées en vertu du régime d'actionnariat de la compagnie, pour une valeur comptable de 133 \$, ce qui comprend un surplus d'apport de 15 \$ transféré lors de l'exercice (639 234 actions au cours du semestre clos le 30 juin 2016, pour une valeur comptable de 20 \$).

Le 5 janvier 2017, la compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 20 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, au cours du marché. L'offre a débuté le 9 janvier 2017 et se terminera le 8 janvier 2018.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la compagnie a racheté puis annulé 341 683 actions ordinaires dans le cadre de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités à un coût de 12 \$ (2 831 181 au cours du semestre clos le 30 juin 2016 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au coût de 97 \$). Le capital social de la compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 10 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres au cours du semestre clos le 30 juin 2017 (77 \$ au cours du semestre clos le 30 juin 2016, dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités).

b) Actions privilégiées

Le 18 mai 2017, la compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang, série T, à dividende non cumulatif de 5,15 % au prix de 25,00 \$ par action pour un produit brut de 200 \$. Les actions sont rachetables au gré de la compagnie à compter du 30 juin 2022 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 30 juin 2026, plus, dans chaque cas, tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Des coûts de transaction de 5 \$ engagés relativement à l'émission des actions privilégiées ont été imputés au surplus cumulé.

12. Bénéfice par action ordinaire

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice				
Bénéfice net	615 \$	701 \$	1 237 \$	1 352 \$
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	(30)	(30)	(61)	(61)
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	585 \$	671 \$	1 176 \$	1 291 \$
Nombre d’actions ordinaires				
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation	990 016 393	992 837 470	988 859 635	993 044 221
Ajouter : exercice potentiel d’options sur actions en circulation	1 323 058	1 998 103	1 693 228	1 889 719
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation – dilué	991 339 451	994 835 573	990 552 863	994 933 940
Bénéfice de base par action ordinaire	0,591 \$	0,675 \$	1,189 \$	1,300 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,590 \$	0,674 \$	1,187 \$	1,298 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3670 \$	0,3460 \$	0,7340 \$	0,6920 \$

13. Gestion du capital

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la compagnie, ainsi que les organismes de réglementation concernés dans les divers territoires où la compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques opérationnels et des plans stratégiques de la compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la compagnie. Le plan de capital est approuvé par le conseil d'administration de la compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres externes conclues par la direction.

La capitalisation cible de la compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en sociétés par actions en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du BSIF. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Capital de première catégorie ajusté, montant net	13 532 \$	13 071 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 794	2 798
Total du capital disponible	16 326 \$	15 869 \$
Total du capital requis	6 845 \$	6 618 \$
Ratio du capital de première catégorie	198 %	198 %
Ratio du capital total	239 %	240 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents.

14. Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi incluse dans les charges d'exploitation et les autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Régimes de retraite				
Coût des services	56 \$	53 \$	107 \$	105 \$
Coût financier, montant net	7	5	13	11
Réduction	(2)	—	(2)	(13)
	<u>61</u>	<u>58</u>	<u>118</u>	<u>103</u>
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	—	—	1	1
Coût financier, montant net	4	5	7	8
	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>8</u>	<u>9</u>
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – comptes consolidés de résultat	<u>65</u>	<u>63</u>	<u>126</u>	<u>112</u>
Réévaluations des régimes de retraite				
Perte actuarielle	122	323	225	596
Rendement plus élevé que le rendement prévu de l'actif	(30)	(121)	(113)	(127)
Frais administratifs moins élevés que prévu	(1)	(1)	(2)	(2)
Variation du plafond de l'actif	(4)	3	(16)	(23)
Écarts actuariels – participation dans une entreprise associée ⁽¹⁾	—	1	1	(8)
Perte au titre des réévaluations des régimes de retraite	<u>87</u>	<u>205</u>	<u>95</u>	<u>436</u>
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi				
Perte actuarielle	9	15	18	26
Réévaluations au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments de perte globale	<u>96</u>	<u>220</u>	<u>113</u>	<u>462</u>
Total de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, y compris les réévaluations	<u>161 \$</u>	<u>283 \$</u>	<u>239 \$</u>	<u>574 \$</u>

(1) Ce montant représente la quote-part de la compagnie des gains et des pertes liés à la réévaluation du régime de retraite découlant d'une participation dans une entreprise associée comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours du premier trimestre de 2017, la compagnie a transféré des pertes actuarielles de 13 \$ du cumul des autres éléments de bénéfice global au surplus cumulé. Ces pertes découlent du cumul des réévaluations des régimes de retraite pour une participation dans une entreprise associée qui a été cédée (note 4).

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations définies des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi aux dates suivantes :

	30 juin		31 mars		31 décembre	
	2017	2016	2017	2016	2016	2015
Taux d'actualisation moyen pondéré	3,2 %	3,1 %	3,3 %	3,5 %	3,4 %	3,8 %

15. Charges de restructuration

Transformation de l'exploitation canadienne

Au cours du deuxième trimestre de 2017, la compagnie a comptabilisé une provision au titre de restructuration liée au plan de transformation de l'exploitation canadienne de 215 \$ avant impôt (172 \$ avant impôt dans le compte de l'actionnaire et 43 \$ avant impôt dans les comptes de participation); la charge a été comptabilisée au poste Charges de restructuration dans les comptes consolidés de résultat. Cette restructuration englobe les activités visant la réduction prévue des charges et le réalignement organisationnel visant à répondre à l'évolution des besoins et des attentes des clients au Canada. La réduction des charges se fait par la diminution des coûts au sein de l'exploitation canadienne et des services généraux, principalement au moyen d'une réduction de l'effectif, la résiliation de certains contrats de location et la dépréciation des systèmes d'information. La charge de restructuration comptabilisée dans les comptes de participation comprend un montant de 29 \$ relatif à la London Life, un montant de 7 \$ relatif à la Great-West et un montant de 7 \$ relatif à la Canada-Vie.

Au 30 juin 2017, la compagnie avait comptabilisé pour cette charge une provision au titre de la restructuration de 178 \$ dans les autres passifs. Le tableau suivant présente la variation de la provision pour restructuration aux fins de la transformation de l'exploitation canadienne :

Solde au début de l'exercice	— \$
Charge de restructuration	215
Montants utilisés	(37)
Solde à la fin de la période	<u>178 \$</u>

16. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge (l'économie) d'impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Impôt exigible	134 \$	119 \$	238 \$	173 \$
Impôt différé	(83)	(43)	(91)	(73)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	51 \$	76 \$	147 \$	100 \$

b) Taux d'imposition effectif

Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits tirés des placements non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans certains territoires étrangers.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, le taux d'imposition effectif global de Lifeco s'est chiffré à 8,0 %, comparativement à 9,6 % pour le trimestre clos le 30 juin 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le taux d'imposition effectif global de Lifeco s'est chiffré à 10,6 %, comparativement à 6,8 % pour le semestre clos le 30 juin 2016.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 30 juin 2017 est inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du fait qu'une plus forte proportion du bénéfice était composée de produits non imposables tirés des placements ou assujettie à des taux d'imposition inférieurs dans des territoires étrangers, facteurs contrebalancés par les modifications de certaines estimations liées à l'impôt.

Le taux d'imposition effectif pour le semestre clos le 30 juin 2017 est supérieur à celui du semestre clos le 30 juin 2016, principalement en raison des modifications de certaines estimations liées à l'impôt ainsi que des décisions prises à l'égard de l'impôt avec les autorités fiscales au cours du premier trimestre de 2016.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs dans le cas où les entités pertinentes subissent des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 357 \$ au 30 juin 2017 (1 389 \$ au 31 décembre 2016).

17. Information sectorielle

Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	3 189 \$	942 \$	3 641 \$	— \$	7 772 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	642	451	496	2	1 591
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	282	274	(252)	—	304
Total des produits nets tirés des placements	924	725	244	2	1 895
Honoraires et autres produits	399	636	346	—	1 381
	4 512	2 303	4 231	2	11 048
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 333	1 476	3 418	—	8 227
Autres ⁽¹⁾	783	651	405	2	1 841
Charges financières	31	37	10	1	79
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	17	22	8	—	47
Charges de restructuration	215	—	1	—	216
Bénéfice (perte) avant impôt	133	117	389	(1)	638
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(22)	28	45	—	51
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	155	89	344	(1)	587
Participations ne donnant pas le contrôle	(31)	3	—	—	(28)
Bénéfice net (perte nette)	186	86	344	(1)	615
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	26	—	4	—	30
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	160	86	340	(1)	585
Incidence de la répartition du capital	25	(4)	(19)	(2)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	185 \$	82 \$	321 \$	(3) \$	585 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

17. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	2 896 \$	1 267 \$	2 708 \$	— \$	6 871 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	665	420	487	4	1 576
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	940	526	1 663	—	3 129
Total des produits nets tirés des placements	1 605	946	2 150	4	4 705
Honoraires et autres produits	369	555	307	—	1 231
	4 870	2 768	5 165	4	12 807
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 632	1 996	4 407	—	10 035
Autres ⁽¹⁾	833	645	374	6	1 858
Charges financières	26	35	11	3	75
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	17	20	7	—	44
Charges de restructuration	—	4	1	—	5
Bénéfice (perte) avant impôt	362	68	365	(5)	790
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	23	12	46	(5)	76
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	339	56	319	—	714
Participations ne donnant pas le contrôle	11	1	1	—	13
Bénéfice net (perte nette)	328	55	318	—	701
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	26	—	4	—	30
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	302	55	314	—	671
Incidence de la répartition du capital	25	(2)	(21)	(2)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	327 \$	53 \$	293 \$	(2) \$	671 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

17. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2017

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	6 484 \$	2 171 \$	8 482 \$	— \$	17 137 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 255	906	898	1	3 060
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	657	376	6	—	1 039
Total des produits nets tirés des placements	1 912	1 282	904	1	4 099
Honoraires et autres produits	786	1 230	670	—	2 686
	9 182	4 683	10 056	1	23 922
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	6 578	3 028	8 483	—	18 089
Autres ⁽¹⁾	1 811	1 337	791	11	3 950
Charges financières	61	71	22	1	155
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	34	43	15	—	92
Charges de restructuration	215	17	21	—	253
Bénéfice (perte) avant impôt	483	187	724	(11)	1 383
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	43	39	68	(3)	147
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	440	148	656	(8)	1 236
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	2	(1)	—	(1)
Bénéfice net (perte nette)	442	146	657	(8)	1 237
Dividendes – détenteurs d'actions privilegiées	52	—	9	—	61
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	390	146	648	(8)	1 176
Incidence de la répartition du capital	50	(8)	(38)	(4)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	440 \$	138 \$	610 \$	(12) \$	1 176 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

17. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2016

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	5 757 \$	2 647 \$	5 482 \$	— \$	13 886 \$
Produits nets tirés des placements					
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 401	874	970	4	3 249
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 477	1 007	3 055	—	5 539
Total des produits nets tirés des placements	2 878	1 881	4 025	4	8 788
Honoraires et autres produits	731	1 126	628	—	2 485
	9 366	5 654	10 135	4	25 159
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	6 933	4 108	8 672	—	19 713
Autres ⁽¹⁾	1 650	1 331	733	10	3 724
Charges financières	55	72	23	3	153
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	33	42	15	—	90
Charges de restructuration	—	7	2	—	9
Bénéfice (perte) avant impôt	695	94	690	(9)	1 470
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	74	(28)	59	(5)	100
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le contrôle	621	122	631	(4)	1 370
Participations ne donnant pas le contrôle	16	2	—	—	18
Bénéfice net (perte nette)	605	120	631	(4)	1 352
Dividendes – détenteurs d'actions privilegiées	52	—	9	—	61
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	553	120	622	(4)	1 291
Incidence de la répartition du capital	50	(4)	(42)	(4)	—
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	603 \$	116 \$	580 \$	(8) \$	1 291 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

PARTIE C

RAPPORT DE GESTION

PAGE C 2

ÉTATS FINANCIERS ET NOTES ANNEXES

PAGE C 61

Veillez noter que chaque bas de page de la partie C comporte deux numéros de page différents. Le numéro de page précédé du préfixe « C » correspond au numéro de la page en question dans le présent document tandis que le numéro de page sans préfixe renvoie au numéro de la page correspondante dans le document original publié par la Société financière IGM Inc.

Les documents ci-joints concernant la Société financière IGM Inc. sont des documents préparés et publiés par cette filiale. Certains énoncés dans les documents ci-joints, autres que les énoncés d'un fait historique, sont des déclarations prospectives qui s'appuient sur certaines hypothèses et traduisent les attentes actuelles de la filiale telles qu'elles sont présentées dans ces documents. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre le rendement financier, la situation financière et les flux de trésorerie de la filiale à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information sur les attentes et les plans actuels de la direction de la filiale concernant l'avenir; le lecteur ne doit pas oublier que ces déclarations peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes inhérents, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être atteints.

Pour plus d'information de la filiale sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement du contenu des déclarations prospectives, sur les facteurs et les hypothèses importants utilisés pour formuler les déclarations prospectives ainsi que sur la politique de la filiale concernant la mise à jour du contenu des déclarations prospectives, veuillez vous reporter aux documents ci-joints, y compris la section intitulée Déclarations prospectives. Le lecteur est prié d'examiner attentivement ces facteurs et hypothèses et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	6
--	---

Groupe Investors

Revue des activités	14
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	21
--	----

Placements Mackenzie

Revue des activités	26
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	33
--	----

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	36
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	38
---------------------------------	----

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	41
---	----

Gestion des risques	46
---------------------	----

Perspectives	58
--------------	----

Estimations et méthodes comptables critiques	60
--	----

Contrôle interne à l'égard de l'information financière	61
--	----

Autres renseignements	62
-----------------------	----

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 30 juin 2017 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les

« états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2016 de la Société financière IGM Inc. et au rapport aux actionnaires de la Société financière IGM Inc. pour le premier trimestre de 2017 déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 30 juin 2017 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date est daté du 3 août 2017.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable

Internationale 34, *Information financière intermédiaire* (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la Société et de

ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayants trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS ET MESURES ADDITIONNELLES DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAII »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») et le « bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ajusté ») sont également des mesures additionnelles non définies par les IFRS. Le BAII, le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures de rechange de la

performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA est une mesure utilisée couramment dans le secteur de la gestion d'actifs pour évaluer la rentabilité avant l'incidence de différentes mesures de financement, de l'impôt sur le résultat et de l'amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA ajusté. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures supplémentaires définies par les IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS dans les tableaux 1 à 4.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte, principalement au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 142,9 G\$, comparativement à 128,8 G\$ au 30 juin 2016. L'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est élevé à 143,9 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 127,9 G\$ pour le deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'actif géré moyen des fonds d'investissement s'est établi à 141,8 G\$, comparativement à 126,1 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016.

Au 30 juin 2017, le total de l'actif géré s'élevait à 148,2 G\$, comparativement à 135,1 G\$ au 30 juin 2016, comme il est présenté dans les tableaux 6 et 7. Pour le deuxième trimestre de 2017, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 149,3 G\$, comparativement à 134,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la moyenne de l'actif géré total s'est établie à 147,1 G\$, comparativement à 132,4 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 200,8 M\$, ou 0,83 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 172,9 M\$, ou 0,72 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. Le bénéfice net ajusté

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	185,9 \$	177,1 \$	172,9 \$	363,0 \$	339,9 \$
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	36,8	–	–	36,8	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(16,8)	–	–	(16,8)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	(5,1)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	200,8 \$	177,1 \$	172,9 \$	377,9 \$	339,9 \$
Bénéfice net ajusté par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	0,77 \$	0,74 \$	0,72 \$	1,51 \$	1,40 \$
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	0,15	–	–	0,15	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(0,07)	–	–	(0,07)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(0,02)	–	–	(0,02)	–
Bénéfice net par action¹ attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	0,83 \$	0,74 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$
BAIIA ajusté – mesure non définie par les IFRS	345,3 \$	324,6 \$	316,0 \$	669,9 \$	620,2 \$
Charges liées au régime de retraite	50,4	–	–	50,4	–
Charges de restructuration et autres charges	(23,0)	–	–	(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	(5,1)	–
BAIIA – mesure non définie par les IFRS	367,6	324,6	316,0	692,2	620,2
Amortissement des commissions	(57,4)	(58,9)	(59,0)	(116,3)	(118,8)
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(15,5)	(12,2)	(11,5)	(27,7)	(22,5)
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(28,7)	(26,8)	(22,9)	(55,5)	(45,8)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	266,0	226,7	222,6	492,7	433,1
Impôt sur le résultat	(63,0)	(47,4)	(47,5)	(110,4)	(88,8)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(2,2)	(2,2)	(2,2)	(4,4)	(4,4)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	200,8 \$	177,1 \$	172,9 \$	377,9 \$	339,9 \$

1. Bénéfice dilué par action.

attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour le trimestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 185,9 M\$, ou 0,77 \$ par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 377,9 M\$, ou 1,57 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 339,9 M\$, ou 1,40 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 363,0 M\$, ou 1,51 \$ par action.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Une réévaluation favorable de l'obligation au titre du régime de retraite enregistré de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt) de la Société qui tient compte d'une nouvelle politique mise en œuvre au cours du trimestre limitant la possibilité de certaines augmentations des prestations dans l'avenir.

- Des charges de restructuration et autres charges qui comprennent les coûts de séparation et de cessation d'emploi essentiellement liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt) au cours du trimestre.
- Une charge de 5,1 M\$ après impôt qui représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,8 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2016. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires calculé en fonction du bénéfice net ajusté pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 15,6 %, contre 15,1 % pour la période correspondante de 2016. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au premier trimestre de 2017.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2016

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Produits								
Produits tirés des honoraires	482,4 \$	446,2 \$	204,0 \$	188,8 \$	66,6 \$	63,1 \$	753,0 \$	698,1 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,1	18,6	(1,9)	1,2	30,1	26,5	50,3	46,3
	504,5	464,8	202,1	190,0	96,7	89,6	803,3	744,4
Charges								
Commissions	162,9	152,2	75,5	72,2	46,0	42,8	284,4	267,2
Charges autres que les commissions	147,7	138,5	83,2	77,6	15,6	15,6	246,5	231,7
	310,6	290,7	158,7	149,8	61,6	58,4	530,9	498,9
Bénéfice avant intérêts et impôt	193,9 \$	174,1 \$	43,4 \$	40,2 \$	35,1 \$	31,2 \$	272,4	245,5
Charges d'intérêts							(28,7)	(22,9)
Charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							266,0	222,6
Impôt sur le résultat							63,0	47,5
Bénéfice net							203,0	175,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							200,8 \$	172,9 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							185,9 \$	172,9 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- Groupe Investors
- Placements Mackenzie (« Placements Mackenzie » ou « Mackenzie »)
- Activités internes et autres

La direction mesure et évalue la performance de ces secteurs en fonction du BAII, comme il est indiqué aux tableaux 2, 3 et 4. Les résultats d'exploitation par secteur sont présentés de façon distincte dans les rubriques « Revue des résultats d'exploitation par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant aux tableaux 2, 3 et 4 ne sont pas attribués à des secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme.
- *Régime de retraite* – Changement de politique ayant trait à des augmentations de certaines prestations versées aux termes du régime de retraite enregistré de la Société, ce qui a donné lieu à réduction non-récurrente des charges de 50,4 M\$ (36,8 M\$ après impôt). La Société peut, à son gré, de temps à autre, augmenter les prestations versées aux participants retraités du régime. La Société a mis en œuvre une nouvelle politique qui restreint la probabilité d'augmentations futures.
- *Charges de restructuration et autres charges* – Les coûts de séparation et de cessation d'emploi de 23,0 M\$ (16,8 M\$ après impôt) essentiellement liés à la réduction de l'empreinte de nos bureaux régionaux au cours du trimestre.
- *Quote-part de la provision de la société affiliée* – Représente la quote-part de la provision au titre de la restructuration de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
CUMUL ANNUEL DE 2017 PAR RAPPORT AU CUMUL ANNUEL DE 2016

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Produits								
Produits tirés des honoraires	960,5 \$	877,9 \$	402,5 \$	374,2 \$	131,9 \$	125,1 \$	1 494,9 \$	1 377,2 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	40,1	32,4	(1,8)	1,5	59,8	56,1	98,1	90,0
	1 000,6	910,3	400,7	375,7	191,7	181,2	1 593,0	1 467,2
Charges								
Commissions	332,5	299,6	150,1	143,9	91,1	85,2	573,7	528,7
Charges autres que les commissions	295,4	273,5	165,7	155,2	32,3	30,9	493,4	459,6
	627,9	573,1	315,8	299,1	123,4	116,1	1 067,1	988,3
Bénéfice avant intérêts et impôt	372,7 \$	337,2 \$	84,9 \$	76,6 \$	68,3 \$	65,1 \$	525,9	478,9
Charges d'intérêts							(55,5)	(45,8)
Charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							492,7	433,1
Impôt sur le résultat							110,4	88,8
Bénéfice net							382,3	344,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							4,4	4,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							377,9 \$	339,9 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							363,0 \$	339,9 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 4 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2017	31 MARS 2017
Produits								
Produits tirés des honoraires	482,4 \$	478,1 \$	204,0 \$	198,5 \$	66,6 \$	65,3 \$	753,0 \$	741,9 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,1	18,0	(1,9)	0,1	30,1	29,7	50,3	47,8
	504,5	496,1	202,1	198,6	96,7	95,0	803,3	789,7
Charges								
Commissions	162,9	169,6	75,5	74,6	46,0	45,1	284,4	289,3
Charges autres que les commissions	147,7	147,7	83,2	82,5	15,6	16,7	246,5	246,9
	310,6	317,3	158,7	157,1	61,6	61,8	530,9	536,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	193,9 \$	178,8 \$	43,4 \$	41,5 \$	35,1 \$	33,2 \$	272,4	253,5
Charges d'intérêts							(28,7)	(26,8)
Charges liées au régime de retraite							50,4	–
Charges de restructuration et autres charges							(23,0)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée							(5,1)	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat							266,0	226,7
Impôt sur le résultat							63,0	47,4
Bénéfice net							203,0	179,3
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							200,8 \$	177,1 \$
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹							185,9 \$	177,1 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

TABLEAU 5 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	TRIMESTRES CLOS LES			SEMESTRES CLOS LES	
	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,85 %	26,84 %	26,85 %	26,84 %	26,84 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat de la société affiliée	(2,51)	(3,33)	(2,89)	(2,89)	(3,21)
Consolidation de la perte ¹	(1,12)	(2,64)	(2,71)	(1,82)	(2,79)
Autres éléments	(0,06)	0,03	0,07	(0,01)	(0,33)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté	23,16	20,90	21,32	22,12	20,51
Quote-part de la provision de la société affiliée	0,52	–	–	0,28	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net	23,68 %	20,90 %	21,32 %	22,40 %	20,51 %

1. Pour plus de renseignements, se reporter à la section intitulée « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ –
DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2016

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement²								
Ventes brutes – à long terme	1 986 \$	1 503 \$	2 207 \$	1 403 \$	165 \$	202 \$	4 248 \$	3 109 \$
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	2 357	1 778	2 305	1 494	178	213	4 730	3 485
Ventes nettes – à long terme	243	(242)	533	(380)	(31)	26	641	(596)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	435	(168)	552	(375)	(22)	31	860	(511)
FNB								
Créations nettes			389 \$	44 \$			389 \$	44 \$
Total des ventes nettes de fonds d'investissement³	435 \$	(168) \$	730 \$	(331) \$	(22) \$	31 \$	1 038 \$	(467) \$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes ⁴	4 \$	– \$	1 405 \$	40 \$	– \$	– \$	(86) \$	(34) \$
Ventes nettes combinées	439 \$	(168) \$	2 135 \$	(291) \$	(22) \$	31 \$	952 \$	(501) \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	439 \$	(168) \$	2 135 \$	(291) \$	(22) \$	31 \$	952 \$	(501) \$
Rendements des placements	(9)	1 141	105	1 268	63	56	189	2 262
Variation de l'actif, montant net	430	973	2 240	977	41	87	1 141	1 761
Actif au début	84 443	75 664	66 310	60 690	4 653	4 229	147 060	133 354
Actif à la fin	84 873 \$	76 637 \$	68 550 \$	61 667 \$	4 694 \$	4 316 \$	148 201 \$	135 115 \$
Le total de l'actif géré comprend les éléments suivants :								
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement	84 306 \$	76 203 \$	53 622 \$	48 210 \$	4 694 \$	4 316 \$	142 515 \$	128 726 \$
FNB	–	–	622	45	–	–	622	45
Total des fonds d'investissement ⁵	84 306	76 203	53 962	48 255	4 694	4 316	142 855	128 771
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
	567	434	14 588	13 412	–	–	5 346	6 344
Actif à la fin	84 873 \$	76 637 \$	68 550 \$	61 667 \$	4 694 \$	4 316 \$	148 201 \$	135 115 \$

1. Le total des ventes nettes exclut un montant de 1,6 G\$ représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2016 – 73 M\$).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 9,9 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (30 juin 2016 – 7,5 G\$).

2. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

3. Les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et celles des données consolidées excluent les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017.

4. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.

5. L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie et celui des données consolidées excluent l'investissement des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élève à 282 M\$ au 30 juin 2017.

- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 5. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais

sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- *Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles* – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Au 30 juin 2017, le total de l'actif géré s'élevait à 148,2 G\$, comparativement à 135,1 G\$ au 30 juin 2016. Les tableaux 6 et 7 présentent les variations du total de l'actif géré.

TABLEAU 7 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2017 PAR RAPPORT À 2016

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹	
	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Fonds d'investissement								
Fonds communs de placement²								
Ventes brutes – à long terme	4 549 \$	3 467 \$	4 959 \$	3 134 \$	374 \$	447 \$	9 772 \$	7 049 \$
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	5 289	4 045	5 166	3 335	395	475	10 740	7 855
Ventes nettes – à long terme	962	113	583	(608)	(19)	91	1 421	(404)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	1 325	299	628	(573)	(5)	110	1 843	(163)
FNB								
Créations nettes			503 \$	44 \$			503 \$	44 \$
Total des ventes nettes de fonds d'investissement³	1 325 \$	299 \$	869 \$	(529) \$	(5) \$	110 \$	2 084 \$	(120) \$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes								
Ventes nettes ⁴	42 \$	– \$	1 694 \$	(149) \$	– \$	– \$	33 \$	(315) \$
Ventes nettes combinées	1 367 \$	299 \$	2 563 \$	(678) \$	(5) \$	110 \$	2 117 \$	(435) \$
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	1 367 \$	299 \$	2 563 \$	(678) \$	(5) \$	110 \$	2 117 \$	(435) \$
Rendements des placements	1 813	965	1 952	692	198	28	3 803	1 426
Variation de l'actif, montant net	3 180	1 264	4 515	14	193	138	5 920	991
Actif au début	81 693	75 373	64 035	61 653	4 501	4 178	142 281	134 124
Actif à la fin	84 873 \$	76 637 \$	68 550 \$	61 667 \$	4 694 \$	4 316 \$	148 201 \$	135 115 \$

1. Le total des ventes nettes exclut un montant de 1,8 G\$ représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (2016 – 166 M\$). Le total de l'actif géré exclut un montant de 9,9 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (30 juin 2016 – 7,5 G\$).
2. Au premier semestre de 2017, des changements à la répartition des fonds du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
3. Les ventes nettes des fonds d'investissement de Mackenzie et celles des données consolidées excluent l'investissement des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élève à 262 M\$ au 30 juin 2017.
4. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS

	T2 2017	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015	T3 2015
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	547,0 \$	527,7 \$	525,7 \$	518,3 \$	497,4 \$	483,8 \$	504,1 \$	508,5 \$
Honoraires d'administration	111,2	109,0	109,0	107,9	104,4	100,3	104,7	104,6
Honoraires de distribution	94,8	105,2	117,7	101,1	96,3	95,0	97,0	92,7
Produits tirés des placements nets et autres produits	50,3	47,8	48,7	49,1	46,3	43,7	49,7	45,9
	803,3	789,7	801,1	776,4	744,4	722,8	755,5	751,7
Charges								
Commissions	284,4	289,3	288,2	273,1	267,2	261,5	264,3	263,2
Charges autres que les commissions	246,5	246,9	231,1	224,9	231,7	227,9	214,5	208,4
Charges d'intérêts	28,7	26,8	23,2	23,2	22,9	22,9	23,2	23,2
	559,6	563,0	542,5	521,2	521,8	512,3	502,0	494,8
Bénéfice avant les éléments suivants	243,7	226,7	258,6	255,2	222,6	210,5	253,5	256,9
Charges de restructuration et autres charges	27,4	–	–	–	–	–	(33,9)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	266,0	226,7	258,6	255,2	222,6	210,5	219,6	256,9
Impôt sur le résultat	63,0	47,4	23,4	55,4	47,5	41,3	43,5	55,7
Bénéfice net	203,0	179,3	235,2	199,8	175,1	169,2	176,1	201,2
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	173,9 \$	199,0 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹ (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS								
	185,9 \$	177,1 \$	199,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	198,2 \$	199,0 \$
Autres éléments :								
Charges liées au régime de retraite, déduction faite de l'impôt	36,8	–	–	–	–	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	(16,8)	–	–	–	–	–	(24,3)	–
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5,1)	–	–	–	–	–	–	–
Réduction de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus	–	–	34,0	–	–	–	–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	200,8 \$	177,1 \$	233,0 \$	197,6 \$	172,9 \$	167,0 \$	173,9 \$	199,0 \$
Bénéfice par action (¢)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹								
– De base	77	74	83	82	72	69	81	81
– Dilué	77	74	83	82	72	69	81	81
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– De base	83	74	97	82	72	69	71	81
– Dilué	83	74	97	82	72	69	71	81
Actif quotidien moyen des fonds d'investissement (en G\$)								
	143,9 \$	139,6 \$	134,8 \$	132,2 \$	127,9 \$	124,4 \$	127,8 \$	128,6 \$
Total de l'actif géré des fonds d'investissement (en G\$)								
	142,9 \$	141,7 \$	137,2 \$	133,7 \$	128,8 \$	127,1 \$	127,5 \$	124,9 \$
Total de l'actif géré (en G\$)								
	148,2 \$	147,1 \$	142,3 \$	140,3 \$	135,1 \$	133,4 \$	134,1 \$	131,4 \$

1. Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS et des mesures additionnelles définies par les IFRS ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le

rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète grandement les fluctuations des marchés nationaux et étrangers.

STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Au cours du deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a présenté sa nouvelle vision stratégique et a défini un certain nombre de priorités stratégiques afin d'assurer la réussite future de ses activités.

La promesse du Groupe Investors est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha :

- **Gamma** – La valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller financier ajoute aux relations avec les clients et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.
- **Bêta** – La valeur créée par des portefeuilles de placements composés judicieusement dont le rendement correspond aux prévisions et comporte le plus faible risque.
- **Alpha** – La valeur d'une gestion active qui génère un rendement supérieur aux indices de rendement passifs dont la composition et le profil de risque sont les mêmes.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements.
- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client.
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs.
- de solutions financières efficaces – Fournir la gamme de solutions la plus efficace et la plus complète aux tarifs les plus concurrentiels.
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience.
- d'une marque connue et reconnue, une technologie qui répond aux besoins, des services administratifs efficaces, une structure de coût appropriée et une culture gagnante.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Cette approche concorde avec des études menées au cours des dernières années qui indiquent que les ménages clients qui reçoivent des conseils de la

part d'un conseiller financier disposent d'actifs plus élevés que les ménages qui ne reçoivent aucun conseil; de plus, cet avantage augmente en fonction de la durée de la relation avec le conseiller financier. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada.

Au 30 juin 2017, le Groupe Investors comptait 4 530 conseillers, en baisse par rapport à 5 366 au 30 juin 2016. Pour permettre de mieux comprendre la nature et la composition du réseau de conseillers du Groupe Investors, les détails suivants présentent une répartition des principales composantes du réseau de conseillers :

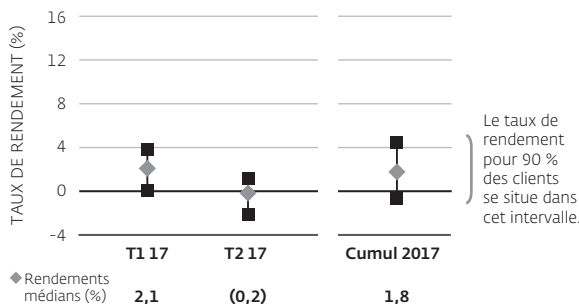
- 2 229 pratiques de conseillers au 30 juin 2017 (30 juin 2016 – 2 361 pratiques), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau des pratiques de conseillers constitue un élément clé dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 95 % de l'actif géré.
- 1 298 nouveaux conseillers au 30 juin 2017 (30 juin 2016 – 2 074 nouveaux conseillers), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience au sein du Groupe Investors.
- 1 003 conseillers associés et directeurs régionaux au 30 juin 2017 (30 juin 2016 – 931 conseillers associés et directeurs régionaux). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle de l'équipe.

À compter du premier trimestre de 2017, le Groupe Investors a géré le départ des conseillers qui n'ont pas pu établir une pratique prospère. Nous avons aussi amélioré les critères de recrutement afin d'accroître les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque, ce qui s'est traduit par la réduction de la taille générale de l'empreinte de nos bureaux régionaux, dont le nombre est passé de 115 à 98.

Plus de 55 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui détiennent le titre de Certified Financial Planner (CFP) (traduction usuelle : planificateur financier agréé) ou de planificateur financier (Pl. Fin.), le titre équivalent au Québec. En outre, environ 95 % des pratiques de conseillers comptent des professionnels qui soit détiennent le titre, soit sont en voie de l'obtenir. Au 30 juin 2017, 1 564 conseillers de notre réseau détenaient le titre de CFP ou de Pl. Fin. En outre, 2 366 conseillers étaient inscrits à ces programmes en vue d'obtenir un de ces titres. Les conseillers qui étudient actuellement pour obtenir le titre de CFP ou de Pl. Fin. ou qui les détiennent déjà sont au nombre de 3 930, soit une hausse de 63 % par rapport au total de 2 417 conseillers au 30 juin 2016. Les titres de planificateur financier agréé et de planificateur

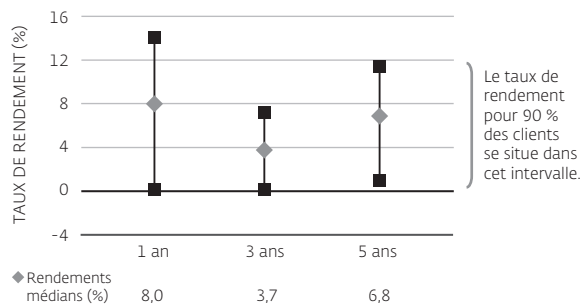
Taux de rendement pour les comptes des clients

Rendements trimestriels et cumul du rendement annuel



Taux de rendement pour les comptes des clients

Au 30 juin 2017



financier sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre sa compétence en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examen normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques. En 2016, le Financial Planning Standards Council a indiqué dans une publication que le Groupe Investors regroupait plus de détenteurs du titre de CFP que toute autre organisation au Canada.

SOUTIEN ADMINISTRATIF ET COMMUNICATIONS À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, une aide efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec du Groupe Investors, située à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social du Groupe Investors, situé à Winnipeg, au Manitoba. La Direction générale du Québec compte plus de 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions qui soutiennent près de 1 000 conseillers situés partout au Québec. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec était d'environ 15 G\$ au 30 juin 2017.

NOUVELLE PLATEFORME DE COURTIER

Une nouvelle plateforme de courtier, lancée au quatrième trimestre de 2016, offre une expérience de service améliorée tant aux conseillers qu'aux clients. Cette nouvelle plateforme de courtier nous a permis d'internaliser les fonctions de courtier chargé de comptes et la préparation des relevés des clients pour les comptes d'intermédiaire liés à l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

(l'« OCRCVM ») et à l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM »), fonctions qui étaient auparavant exécutées par un fournisseur de services externe, et a permis d'accroître l'automatisation des transactions. Cette plateforme appuie le lancement de nouveaux produits disponibles par le truchement de l'OCRCVM et conçus pour soutenir le segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé. La nouvelle plateforme devrait donner lieu à des gains d'efficacité à long terme.

RELEVÉS DES CLIENTS

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Au cours de chaque trimestre, les clients obtiennent un rendement différent, car la composition de leur portefeuille diffère, comme l'illustrent les graphiques ci-dessous. Le premier graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients pour chacun des trimestres de l'exercice considéré. Le deuxième graphique présente les taux de rendement médians pour les comptes des clients en fonction de périodes de un an, de trois ans et de cinq ans au 30 juin 2017. Les deux graphiques présentent également les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des comptes des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ (0,2) %, et 42 % des comptes des clients ont obtenu un rendement positif. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le taux de rendement médian pour les comptes des clients était d'environ 1,8 %, et 91 % des comptes des clients ont obtenu un rendement positif.

Le Groupe Investors considère depuis longtemps que la présentation à ses clients de l'information se rapportant au rendement de leurs comptes personnels pour plusieurs périodes constitue un avantage significatif et démontre, en outre, la valeur obtenue grâce aux conseils qu'ils reçoivent, et ce, tout au long de la relation client-conseiller.

Les relevés de nos clients comprennent leur rendement sur plusieurs périodes, y compris des taux de rendement sur un an, trois ans et cinq ans.

Au 30 juin 2017 également, le Groupe Investors a présenté son information sur les coûts et la rémunération annuelle dans laquelle sont décrits les honoraires versés au courtier du Groupe Investors en ce qui a trait au compte du client.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la répartition du total de l'actif géré est présenté au tableau 9. Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds communs de placement et le total de l'actif géré du Groupe Investors ont atteint 84,3 G\$ et 84,9 G\$, respectivement.

Le niveau de l'actif géré est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et les rendements des placements de nos fonds. Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

RENDEMENT DES FONDS

Au 30 juin 2017, 51,6 % des fonds communs de placement du Groupe Investors étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar¹, et 11,5 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar¹, les proportions étaient de 64,0 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 26,8 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2017. La Cote Morningstar¹ est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

CHANGEMENTS À L'OFFRE DE PRODUITS DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds et à d'autres changements apportés aux produits qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017, le Groupe Investors a mis fin à l'option d'achat avec frais d'acquisition reportés pour ses fonds communs de placement. Par la même occasion, les frais des séries sans frais d'acquisition ont été réduits.

OFFRES DESTINÉES AUX CLIENTS À VALEUR ÉLEVÉE

Les clients à valeur nette élevée représentent un secteur en croissance de notre clientèle. Le Groupe Investors offre plusieurs produits visant à répondre aux besoins des clients à valeur nette élevée et continue de chercher des moyens de présenter des offres additionnelles à cette clientèle. L'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 36,4 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 24,9 % par rapport au dernier exercice, et représentait

43 % du total de l'actif géré. Les ventes aux clients à valeur élevée ont totalisé 977 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, en hausse de 113 % par rapport au deuxième trimestre de 2016, et représentaient 42 % du total des ventes.

Tarification pour les ménages disposant d'un actif de placement supérieur à 500 000 \$

Le Groupe Investors possède des solutions de placement qui prévoient une tarification distincte pour les ménages dont les placements dans les fonds du Groupe Investors sont supérieurs à 500 000 \$. Au 30 juin 2017, l'actif géré des clients appartenant à cette catégorie totalisait 32,3 G\$, soit une hausse de 17,9 %, par rapport à 27,4 G\$ au 30 juin 2016.

- La série J disposait d'un actif de 21,4 G\$ au 30 juin 2017, soit une baisse de 8,2 %, par rapport à 23,4 G\$ au 30 juin 2016.
- La série U offre une structure de tarification qui établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Au 30 juin 2017, l'actif géré de la série U avait augmenté pour se chiffrer à 10,8 G\$, comparativement à 4,0 G\$ au 30 juin 2016, soit une hausse de 167 %.

Profil^{MC}

Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique, lancé en 2001, qui est offert aux ménages disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$ détenu au sein du Groupe Investors. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, par style de gestion et par région. La structure de tarification du programme Profil établit une distinction entre les frais de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents.

Au 30 juin 2017, l'actif géré du programme Profil s'est élevé à 4,2 G\$, soit une augmentation de 143 % par rapport à un actif géré de 1,7 G\$ au 30 juin 2016.

Structures de frais dégroupés

Une proportion croissante des actifs des clients du Groupe Investors se trouvent dans la série U et dans le programme Profil, qui sont des produits avec des structures de frais dégroupés et pour lesquels des frais de conseil distincts sont facturés au compte du client par le courtier. Au 30 juin 2017, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 15,0 G\$, ou 17,7 % de l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors, en hausse de 160 %, comparativement à 5,7 G\$ au 30 juin 2016. Les ventes de ces produits aux clients à valeur élevée ont totalisé 626 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, soit une hausse de 498 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2016, et représentaient 64 % du total des ventes aux clients à valeur nette élevée.

TABLEAU 9 : TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Actif géré des fonds communs de placement¹					
Ventes	2 357 \$	2 932 \$	1 778 \$	(19,6) %	32,6 %
Rachats	1 922	2 042	1 946	(5,9)	(1,2)
Ventes nettes (rachats nets)	435	890	(168)	(51,1)	n.s.
Rendements des placements	(29)	1 768	1 148	n.s.	n.s.
Variation de l'actif, montant net	406	2 658	980	(84,7)	(58,6)
Actif au début	83 900	81 242	75 223	3,3	11,5
Actif à la fin	84 306 \$	83 900 \$	76 203 \$	0,5 %	10,6 %
Total de l'actif géré					
Fonds communs de placement	84 306 \$	83 900 \$	76 203 \$	0,5 %	10,6 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	567	543	434	4,4	30,6
	84 873 \$	84 443 \$	76 637 \$	0,5 %	10,7 %
Actif moyen²					
Fonds communs de placement	85 021 \$	82 751 \$	75 803 \$	2,7 %	12,2 %
Total	85 586	83 256	76 240	2,8	12,3
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)					
			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Actif géré des fonds communs de placement¹					
Ventes			5 289 \$	4 045 \$	30,8 %
Rachats			3 964	3 746	5,8
Ventes nettes (rachats nets)			1 325	299	n.s.
Rendements des placements			1 739	1 007	72,7
Variation de l'actif, montant net			3 064	1 306	134,6
Actif au début			81 242	74 897	8,5
Actif à la fin			84 306 \$	76 203 \$	10,6 %
Actif moyen²					
Fonds communs de placement			83 892 \$	74 676 \$	12,3 %
Total			84 426	75 117	12,4

1. Comprend les comptes à gestion distincte Azur du Groupe Investors et les fonds communs de placement du Groupe Investors.

2. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Comptes à gestion distincte et compte de courtage à honoraires

Le Groupe Investors a lancé récemment un nouveau programme de comptes à gestion distincte, les Placements gérés Azur^{MC}, ainsi qu'un compte à honoraires, qui sont offerts par l'entremise de la société de courtage du Groupe Investors, Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les Placements gérés Azur sont des comptes de courtage en gestion discrétionnaire qui permettent au client de déléguer à

un gestionnaire de portefeuille la responsabilité des décisions de placement au jour le jour. Il existe sept mandats différents qui permettent d'investir dans des actions de base sur les marchés boursiers canadiens, américains, nord-américains et internationaux, et qui sont gérés grâce au savoir-faire de la Société de gestion d'investissement I.G. et de gestionnaires de placement externes.

Le compte à honoraires du Groupe Investors est un compte de courtage non discrétionnaire à honoraires qui offre aux

clients les avantages d'une démarche globale dans la gestion de leur portefeuille.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

Le total de l'actif géré du Groupe Investors s'élevait à 84,9 G\$, comparativement à 76,6 G\$ au 30 juin 2016.

Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes du Groupe Investors se sont établis à 567 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 434 M\$ au 30 juin 2016, soit une hausse de 30,6 %.

Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevait à 84,3 G\$, ce qui représente une hausse de 10,6 %, par rapport à 76,2 G\$ au 30 juin 2016. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 85,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, en hausse de 12,2 % par rapport à 75,8 G\$ pour le deuxième trimestre de 2016.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,4 G\$, soit une hausse de 32,6 % par rapport à la période correspondante de 2016. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,9 G\$, soit une baisse de 1,2 % par rapport à 2016. Pour le deuxième trimestre de 2017, les ventes nettes des fonds communs de placement du Groupe Investors s'élevaient à 435 M\$, comparativement à des rachats nets de 168 M\$ en 2016. Au cours du deuxième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une diminution de 29 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 1,1 G\$ au cours du deuxième trimestre de 2016.

Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 2,0 G\$ pour le deuxième trimestre de 2017, soit une augmentation de 32,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 243 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à des rachats nets de 242 M\$ en 2016.

Le taux de rachat trimestriel annualisé du Groupe Investors pour les fonds à long terme s'est établi à 8,4 % au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 9,4 % au deuxième trimestre de 2016. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,6 % au 30 juin 2017, comparativement à 8,8 % au 30 juin 2016, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 16,4 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 juin 2017.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 5,3 G\$, soit une hausse de 30,8 % par rapport à 2016. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,0 G\$, soit une hausse de 5,8 %

par rapport à 2016. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 1,3 G\$, comparativement à des ventes nettes de 299 M\$ en 2016. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 4,5 G\$ pour le premier semestre de 2017, comparativement à 3,5 G\$ en 2016, soit une augmentation de 31,2 %. Les ventes nettes de fonds à long terme se sont établies à 962 M\$, comparativement à des ventes nettes de 113 M\$ en 2016. Au cours de 2017, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 1,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une hausse de 1,0 G\$ en 2016.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

Le total de l'actif géré du Groupe Investors se chiffrait à 84,9 G\$, comparativement à 84,4 G\$ au 31 mars 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes du Groupe Investors s'élevaient à 567 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 543 M\$ au 31 mars 2017, en hausse de 4,4 %.

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 84,3 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 0,5 %, comparativement à 83,9 G\$ au 31 mars 2017. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 85,0 G\$ au deuxième trimestre de 2017, par rapport à 82,8 G\$ au premier trimestre de 2017, soit une augmentation de 2,7 %.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 2,4 G\$, soit une baisse de 19,6 % par rapport au premier trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement, qui ont totalisé 1,9 G\$ pour le deuxième trimestre, ont diminué de 5,9 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 8,4 % au deuxième trimestre, comparativement à 9,2 % au premier trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont élevées à 435 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 890 M\$ au cours du trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 2,0 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 2,6 G\$ au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 243 M\$, comparativement à des ventes nettes de 719 M\$ au trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES

FONDS DISTINCTS

Le Groupe Investors offre des fonds distincts qui comprennent la gamme de fonds de placement garanti. Les fonds de placement garanti sont des polices de fonds distincts émises par La Great-West,

compagnie d'assurance-vie; la gamme comprend 14 fonds de fonds distincts différents et six fonds distincts individuels. Ces fonds distincts offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et sont assortis de garanties complètes ou partielles applicables au décès et à l'échéance, d'une protection éventuelle contre les créanciers et de caractéristiques facilitant la planification successorale. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 30 juin 2017, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,8 G\$, comparativement à 1,7 G\$ au 30 juin 2016.

ASSURANCE

Le Groupe Investors distribue des produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc. Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 18 M\$ comparativement à 20 M\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 8,7 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 42 M\$ comparativement à 38 M\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 10 %.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification de valeurs mobilières de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Nous avons continué d'améliorer nos services pour permettre l'intégration des titres détenus par nos clients dans leur plan financier. Cette démarche a nécessité le perfectionnement de nos systèmes ainsi que la participation de nos spécialistes en planification des valeurs mobilières qui collaborent avec nos conseillers et détiennent un permis pour donner des conseils en matière de titres. Les conseillers qui sont inscrits auprès de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM ») ont continué d'exercer leurs activités en fonction de notre modèle économique établi, lequel est axé sur un actif géré dans un contexte de planification financière.

Un nombre accru de conseillers transfèrent leur inscription à Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. grâce à la plateforme de l'OCRCVM et aux produits lancés récemment, notamment les comptes à gestion distincte et les comptes à honoraires.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale qui offre des prêts hypothécaires résidentiels à

l'intention de ses clients dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors sont autorisées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, les financements de prêts hypothécaires se sont chiffrés à 398 M\$ et à 709 M\$, contre 653 M\$ et 1,1 G\$ en 2016, ce qui constitue une diminution de 39,1 % et de 36,1 %, respectivement. Au 30 juin 2017, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors liés à ses activités bancaires hypothécaires totalisaient 11,0 G\$, comparativement à 10,8 G\$ au 30 juin 2016, soit une hausse de 1,9 %.

SOLUTIONS BANCAIRES†

L'offre relative à Solutions Bancaires† du Groupe Investors consiste en une vaste gamme de produits et de services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Ces produits et ces services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et des cartes de crédit. L'offre comprend aussi le nouveau produit Tout-En-Un, qui est une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un emprunt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt visant à répondre aux besoins de nos clients tout en réduisant au minimum les frais d'intérêts globaux. Au moyen de Solutions Bancaires†, les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires† s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire

d'une vaste plateforme de planification financière. Le total des produits de prêt des clients du Groupe Investors dans le cadre du programme Solutions Bancaires¹ s'est élevé à 3,3 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 3,1 G\$ au 30 juin 2016.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires¹ ouverts au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 s'élevait à 284 M\$ et à 433 M\$, comparativement à 191 M\$ et à 361 M\$ en 2016. Au 30 juin 2017, le solde des produits Tout-En-Un de Solutions Bancaires était de 2,0 G\$,

comparativement à 1,6 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 47 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

PRODUITS ET SERVICES ADDITIONNELS

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires¹ et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements liés à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 354,6 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 36,3 M\$, ou 11,4 %, par rapport à 318,3 M\$ en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires de gestion se sont établis à 695,7 M\$, en hausse de 69,2 M\$, ou 11,0 %, par rapport à 626,5 M\$ en 2016.

L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 était principalement attribuable à la hausse de 12,3 % et de 12,4 %, respectivement, de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des

TABLEAU 10 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Produits					
Honoraires de gestion	354,6 \$	341,1 \$	318,3 \$	4,0 %	11,4 %
Honoraires d'administration	81,3	79,9	76,5	1,8	6,3
Honoraires de distribution	46,5	57,1	51,4	(18,6)	(9,5)
	482,4	478,1	446,2	0,9	8,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	22,1	18,0	18,6	22,8	18,8
	504,5	496,1	464,8	1,7	8,5
Charges					
Commissions	78,9	90,9	82,1	(13,2)	(3,9)
Primes de rétention de l'actif	84,0	78,7	70,1	6,7	19,8
Charges autres que les commissions	147,7	147,7	138,5	–	6,6
	310,6	317,3	290,7	(2,1)	6,8
Bénéfice avant intérêts et impôt	193,9 \$	178,8 \$	174,1 \$	8,4 %	11,4 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)					
			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			695,7 \$	626,5 \$	11,0 %
Honoraires d'administration			161,2	150,1	7,4
Honoraires de distribution			103,6	101,3	2,3
			960,5	877,9	9,4
Produits tirés des placements nets et autres produits			40,1	32,4	23,8
			1 000,6	910,3	9,9
Charges					
Commissions			169,8	161,1	5,4
Primes de rétention de l'actif			162,7	138,5	17,5
Charges autres que les commissions			295,4	273,5	8,0
			627,9	573,1	9,6
Bénéfice avant intérêts et impôt			372,7 \$	337,2 \$	10,5 %

honoraires de gestion au deuxième trimestre de 2017 s'est établi à 166,2 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 167,5 points de base en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le taux moyen des honoraires de gestion s'est établi à 166,2 points de base de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement, comparativement à 167,5 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion au cours des deux périodes est attribuable, en partie, au transfert des actifs vers les produits destinés à la clientèle.

Les honoraires de gestion ont aussi subi l'incidence d'une diminution de 2,9 M\$ des produits tirés des honoraires au cours des semestres, ce qui est attribuable au fait qu'il y a eu une journée civile de moins en 2017 qu'en 2016.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs relatifs à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires liés à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif. Les honoraires d'administration ont totalisé 81,3 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 76,5 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 6,3 %. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les honoraires d'administration se sont élevés à 161,2 M\$, comparativement à 150,1 M\$ en 2016, en hausse de 7,4 %. Ces augmentations sont principalement attribuables aux variations de l'actif géré moyen, et ont été contrebalancées en partie par des réductions d'honoraires. À compter du 1^{er} janvier 2017, dans le cadre de l'abandon de l'offre de séries avec frais d'acquisition reportés (« FAR »), le Groupe Investors a diminué les honoraires d'administration des séries sans frais d'acquisition. Au cours du trimestre, l'incidence que ces changements ont eue sur les produits tirés des honoraires d'administration se chiffrait à 1,9 M\$.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition différés.
- Les frais de distribution liés aux fonds de type portefeuille.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- Les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires¹.

Les produits tirés des honoraires de distribution, chiffrés à 46,5 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ont diminué de 4,9 M\$ par rapport à 51,4 M\$ en 2016, principalement en raison d'une baisse des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance et d'une diminution des frais de rachat. Pour le semestre, les produits tirés des honoraires de distribution, s'élevant à 103,6 M\$, ont augmenté de 2,3 M\$ par rapport à

101,3 M\$ en 2016, ce qui est attribuable à la vigueur des ventes de produits d'assurance au cours du premier trimestre de 2017 et contrebalancé en partie par une baisse des frais de rachat. Les produits tirés des frais de rachat varient en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition différés.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires et les produits d'intérêts nets liés aux activités d'intermédiaire.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 22,1 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 3,5 M\$ par rapport à 18,6 M\$ en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 40,1 M\$, soit une hausse de 7,7 M\$ par rapport à 32,4 M\$ en 2016.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 21,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017 comparativement à 17,8 M\$ en 2016, soit une augmentation de 3,5 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 38,1 M\$, comparativement à 31,9 M\$ en 2016, en hausse de 6,2 M\$. Le tableau 11 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et le semestre considérés. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés ont diminué de 0,6 M\$ et ont augmenté de 0,8 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016, pour s'établir à 15,9 M\$ et à 32,2 M\$, respectivement. Cette diminution constatée au cours du trimestre était attribuable à une baisse des marges sur les prêts titrisés, en partie contrebalancée par une hausse des soldes moyens. Au cours du semestre, l'augmentation s'explique par la hausse des soldes moyens des prêts titrisés, en partie contrebalancée par une diminution des marges.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont diminué de 1,1 M\$ et de 1,7 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016, pour atteindre 4,5 M\$ et 6,6 M\$, respectivement. La diminution des profits découle essentiellement d'une baisse des marges.
- Les ajustements de la juste valeur ont augmenté de 4,8 M\$ et de 5,3 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016, pour atteindre 2,3 M\$ et 1,0 M\$, respectivement. L'augmentation est principalement liée à des ajustements favorables de la juste valeur apportés à des swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,4 \$	49,5 \$	48,1 \$	(0,2) %	2,7 %
Charges d'intérêts	33,5	33,2	31,6	0,9	6,0
Produits d'intérêts nets	15,9	16,3	16,5	(2,5)	(3,6)
Profit sur ventes ¹	4,5	2,1	5,6	114,3	(19,6)
Ajustements de la juste valeur	2,3	(1,3)	(2,5)	n.s.	(192,0)
Autres produits ²	(1,4)	(0,3)	(1,8)	n.s.	22,2
	21,3 \$	16,8 \$	17,8 \$	26,8 %	19,7 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	7 441 \$	7 525 \$	7 130 \$	(1,1) %	4,4 %
Autres	3 620	3 555	3 532	1,8	2,5
	11 061 \$	11 080 \$	10 662 \$	(0,2) %	3,7 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations	308 \$	331 \$	995 \$	(6,9) %	(69,0) %
Autres ¹	294	298	317	(1,3)	(7,3)
	602 \$	629 \$	1 312 \$	(4,3) %	(54,1) %
SEMESTRES CLOS LES					
(en M\$)			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			98,9 \$	94,5 \$	4,7 %
Charges d'intérêts			66,7	63,1	5,7
Produits d'intérêts nets			32,2	31,4	2,5
Profit sur ventes ¹			6,6	8,3	(20,5)
Ajustements de la juste valeur			1,0	(4,3)	123,3
Autres produits ²			(1,7)	(3,5)	51,4
			38,1 \$	31,9 \$	19,4 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			7 483 \$	7 001 \$	6,9 %
Autres			3 588	3 573	0,4
			11 071 \$	10 574 \$	4,7 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes³ :					
Titrisations			639 \$	1 605 \$	(60,2) %
Autres ¹			592	534	10,9
			1 231 \$	2 139 \$	(42,4) %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

2. Représentent les frais d'émission et d'assurance des prêts hypothécaires, les intérêts réalisés sur les prêts hypothécaires détenus temporairement, les produits tirés de la gestion et les autres produits.

3. Représentent les montants en principal vendus.

- Les autres produits ont augmenté de 0,4 M\$ et de 1,8 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 2016, pour s'établir à (1,4) M\$ et à (1,7) M\$, respectivement, ce qui est principalement attribuable à une baisse des frais d'émission des prêts hypothécaires.

CHARGES

Le Groupe Investors engage une charge liée aux commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits, et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. La charge au titre des commissions de vente différées comprend l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 78,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, en baisse de 3,2 M\$, par rapport à 82,1 M\$ en 2016. La charge liée aux commissions s'est établie à 169,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, en hausse de 8,7 M\$ par rapport à 161,1 M\$ en 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, l'augmentation tient principalement au montant de la rémunération liée aux autres produits et services financiers distribués.

La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif, dont le calcul est fondé sur la valeur des actifs gérés, a augmenté de 13,9 M\$ et de 24,2 M\$ pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 pour s'établir à 84,0 M\$ et à 162,7 M\$, respectivement, par rapport à 2016. L'augmentation constatée au cours des deux périodes est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré et à la proportion accrue des produits sans frais d'acquisition au sein de nos actifs.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés à l'actif géré des fonds communs de placement. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 147,7 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 138,5 M\$ en 2016, ce qui constitue une augmentation de 9,2 M\$, ou 6,6 %. Pour le semestre, les charges autres que les commissions se sont élevées à 295,4 M\$, comparativement à 273,5 M\$ en 2016, soit une hausse de 21,9 M\$, ou 8,0 %. L'augmentation constatée au cours des deux périodes découlait essentiellement du soutien accordé au réseau de conseillers et d'autres mesures visant la croissance des affaires, ainsi que des frais des sous-conseillers liés à l'augmentation de l'actif géré.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de gestion ont augmenté de 13,5 M\$, ou 4,0 %, au deuxième trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2017, pour s'établir à 354,6 M\$. L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du deuxième trimestre est principalement liée à la hausse de 2,8 % de l'actif géré moyen pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9, ainsi qu'au fait que le deuxième trimestre compte une journée civile de plus que le premier trimestre.

Les honoraires d'administration ont augmenté pour s'établir à 81,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 79,9 M\$ au premier trimestre de 2017. Cette augmentation était principalement attribuable à la variation de l'actif géré moyen des fonds communs de placement au cours de la période.

Les produits tirés des honoraires de distribution, qui se sont chiffrés à 46,5 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ont diminué de 10,6 M\$, par rapport à 57,1 M\$ au premier trimestre, principalement en raison d'une diminution des produits tirés des honoraires de distribution liés aux ventes de produits d'assurance et d'une baisse des frais de rachat.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 22,1 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 18,0 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 4,1 M\$ découlant principalement des activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 21,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 4,5 M\$ par rapport à 16,8 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 11. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont attribuables aux éléments suivants :

- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 2,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 pour atteindre 4,5 M\$, par rapport à 2,1 M\$ au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à une hausse des marges.
- Les ajustements de la juste valeur ont augmenté de 3,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 pour s'établir à 2,3 M\$, comparativement à (1,3) M\$ au trimestre précédent, ce qui découle principalement d'ajustements favorables de la juste valeur apportés à des swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur les prêts détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus à des tiers ou titrisés.

- Les autres produits ont diminué de 1,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 pour s'établir à (1,4) M\$, comparativement à (0,3) M\$ au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à une hausse des frais d'émission des prêts hypothécaires.

CHARGES

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 78,9 M\$, comparativement à 90,9 M\$ au trimestre précédent. Cette baisse est principalement liée à la diminution

du montant de la rémunération ayant trait aux autres produits et services financiers distribués. La charge liée aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 5,3 M\$ pour s'établir à 84,0 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ce qui est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 147,7 M\$ pour le trimestre considéré, demeurant inchangées par rapport au trimestre précédent de 2017.

PLACEMENTS MACKENZIE

REVUE DES ACTIVITÉS

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des clients, des actionnaires, des courtiers, des conseillers et des employés convergent.

La vision de Mackenzie est la suivante : nous nous engageons à assurer le succès financier des investisseurs, selon leur point de vue, ce qui aura une incidence sur les priorités stratégiques que nous choisissons pour remplir cet engagement et assurer la croissance future des activités. Notre mandat stratégique comporte deux volets : devenir le leader dans le secteur de détail au Canada et tisser des relations stratégiques significatives, ce qui s'inscrit dans le cadre de notre objectif de devenir la société de choix pour les épargnants, les conseillers financiers et les investisseurs institutionnels. Nous comptons réaliser ce mandat en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement et en favorisant leur épanouissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Pour soutenir cette vision et ce mandat stratégique, nos employés s'efforcent d'adopter six aptitudes fondamentales clés :

- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant.
- Offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité.
- Accélérer la distribution.
- Promouvoir un leadership de marque.
- Encourager l'excellence opérationnelle et la rigueur.
- Favoriser une culture gagnante.

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de notre mandat stratégique : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie célèbre fièrement son 50^e anniversaire au sein du secteur canadien des services financiers en 2017. Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques qui agissent à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Nos affaires reposent sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail principalement grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent

sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales du Groupe Investors, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), ainsi qu'une entente avec Quadrus, filiale de Lifeco, relative aux fonds communs de placement visant les marques de distributeur. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie attire une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie jouit d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de son réseau de distribution, à sa vaste gamme de produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

INITIATIVES DE PARRAINAGE

Forte de son entente à long terme signée avec le PGA TOUR en 2015, qui fait de Mackenzie le commanditaire général du Circuit de la PGA Canada, Mackenzie a agi en tant que commanditaire en titre de l'Omnium Placements Mackenzie, un événement officiel de 72 trous qui s'est tenu en juillet 2017 à Montréal. Cet événement approfondit l'engagement de Mackenzie à promouvoir le sport au Canada, en investissant dans le développement des joueurs, les collectivités et les organismes caritatifs d'un océan à l'autre.

Mackenzie a aussi annoncé qu'elle était commanditaire Platine de l'expédition True Patriot Love parrainée par la Banque Scotia et Placements Mackenzie qui rend hommage à la première traversée de l'Amérique du Nord par Sir Alexander Mackenzie en 1793. La fondation True Patriot Love est un organisme de bienfaisance national dont la mission est d'inspirer tous les

Canadiens à contribuer à l'amélioration du moral et du bien-être des familles de militaires et d'anciens combattants. Cette expédition a eu lieu en juillet 2017 et a mobilisé des fonds qui serviront à financer les programmes et services offrant du soutien aux anciens combattants et à leur famille pour les aider à réintégrer la vie civile.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 12, et les variations du total de l'actif géré sont résumées au tableau 13. Au 30 juin 2017, l'actif géré des fonds d'investissement et le total de l'actif géré de Mackenzie ont atteint 54,0 G\$ et 68,6 G\$, respectivement.

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Ventes	2 305 \$	2 861 \$	1 494 \$	(19,4) %	54,3 %
Rachats	1 753	2 785	1 869	(37,1)	(6,2)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ¹	552	76	(375)	n.s.	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	389	114	44	241,2	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement²	730	139	(331)	n.s.	n.s.
Rendements des placements	130	1 536	959	(91,5)	(86,4)
Variation de l'actif, montant net	860	1 675	628	(48,7)	36,9
Actif au début	53 102	51 427	47 627	3,3	11,5
Actif à la fin	53 962 \$	53 102 \$	48 255 \$	1,6 %	11,8 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	53 622 \$	52 937 \$	48 210 \$	1,3 %	11,2 %
FNB	622	234	45	165,8	n.s.
Fonds d'investissement ³	53 962 \$	53 102 \$	48 255 \$	1,6 %	11,8 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	54 160 \$	52 330 \$	47 864 \$	3,5 %	13,2 %
<hr/>					
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)		
Ventes	5 166 \$	3 335 \$	54,9 %		
Rachats	4 538	3 908	16,1		
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ¹	628	(573)	n.s.		
Créations nettes de parts de FNB	503	44	n.s.		
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement²	869	(529)	n.s.		
Rendements des placements	1 666	339	n.s.		
Variation de l'actif, montant net	2 535	(190)	n.s.		
Actif au début	51 427	48 445	6,2		
Actif à la fin	53 962 \$	48 255 \$	11,8 %		
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	53 250 \$	47 303 \$	12,6 %		

1. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie. Au premier semestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.
2. Le total des ventes nettes de fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 à 51 M\$ pour le premier trimestre de 2017.
3. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 282 M\$ et à 69 M\$ au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017, respectivement.

TABLEAU 13 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ¹	552 \$	76 \$	(375) \$	n.s. %	n.s. %
Créations nettes de parts de FNB	389	114	44	241,2	n.s.
Fonds d'investissement ²	730	139	(331)	n.s.	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³	1 405	289	40	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes	2 135	428	(291)	n.s.	n.s.
Rendements des placements	105	1 847	1 268	(94,3)	(91,7)
Variation de l'actif, montant net	2 240	2 275	977	(1,5)	129,3
Actif au début	66 310	64 035	60 690	3,6	9,3
Actif à la fin	68 550 \$	66 310 \$	61 667 \$	3,4 %	11,2 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	53 622 \$	52 937 \$	48 210 \$	1,3 %	11,2 %
FNB	622	234	45	165,8	n.s.
Fonds d'investissement ⁴	53 962	53 102	48 255	1,6	11,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	14 588	13 208	13 412	10,4	8,8
Total de l'actif géré	68 550 \$	66 310 \$	61 667 \$	3,4 %	11,2 %
Total de l'actif moyen⁵	67 806 \$	65 182 \$	60 847 \$	4,0 %	11,4 %
SEMESTRES CLOS LES					
(en M\$)			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ¹			628 \$	(573) \$	n.s. %
Créations nettes de parts de FNB			503	44	n.s.
Fonds d'investissement ²			869	(529)	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ³			1 694	(149)	n.s.
Total des ventes nettes			2 563	(678)	n.s.
Rendements des placements			1 952	692	182,1
Variation de l'actif, montant net			4 515	14	n.s.
Actif au début			64 035	61 653	3,9
Actif à la fin			68 550 \$	61 667 \$	11,2 %
Total de l'actif moyen⁵			66 504 \$	60 307 \$	10,3 %

1. Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au premier semestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie.

2. Le total des ventes nettes exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 211 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017 à 51 M\$ pour le premier trimestre de 2017.

3. Au deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$.

4. Exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB, qui s'élevaient à 282 M\$ et à 69 M\$ au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017, respectivement.

5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements et par le volume des ventes nettes.

RENDEMENT DES FONDIS

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 30 juin 2017, 59,7 %, 43,5 % et 46,9 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 30 juin 2017, 71,6 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] était noté trois étoiles ou plus, et 39,7 % était noté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 77,3 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 37,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 30 juin 2017. Ces notations ne s'appliquent pas à la Gamme de fonds Quadrus[†].

MODIFICATIONS AUX OFFRES DE PRODUITS

La gamme diversifiée de produits de placement de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. En 2017, Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients, au moyen d'un certain nombre de lancements de produits et de transferts automatisés à ses séries Patrimoine privé, dont les frais sont moindres.

Fonds négociés en Bourse

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Mackenzie a célébré le premier anniversaire de son entrée dans le marché des fonds négociés en Bourse (« FNB »). À la fin du deuxième trimestre de 2017, l'actif des FNB s'élevait à 622 M\$. Le lancement des FNB vient compléter la gamme de fonds vaste et novatrice de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions qui procurent aux investisseurs des résultats et leur permettent de réaliser leurs objectifs personnels. Ces FNB représentent pour les investisseurs une autre option de placement qu'ils peuvent utiliser pour construire un portefeuille diversifié à long terme. Cette gamme de produits se décline comme suit :

- Quatre FNB à revenu fixe et à gestion active exclusifs gérés par l'équipe des placements à revenu fixe de Mackenzie.
- Six FNB Diversification maximale à bêta intelligent en collaboration avec TOBAM, une firme mondiale de gestion

d'actifs primée et un fournisseur d'indices pour certains des plus importants fonds de pension du monde, afin d'intégrer le processus de placement exclusif de celle-ci. La méthodologie de TOBAM cherche à protéger les portefeuilles contre les biais structurels et les risques non gérés souvent liés aux indices pondérés selon la capitalisation boursière. Ces FNB cherchent à reproduire, dans la mesure du possible, le rendement d'indices fondés sur des règles de la série d'indices Diversification maximale de TOBAM.

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Mackenzie a lancé un FNB :

- Le FNB de revenu fixe à rendement élevé mondial Mackenzie négocié à la NEO Bourse Aequitas. Ce FNB cherche à produire un revenu courant stable assorti d'un potentiel de croissance du capital à long terme en investissant principalement dans des titres de société et instruments à revenu fixe à rendement plus élevé, et dans d'autres titres à revenu fixe émis par des sociétés et des gouvernements de toute envergure, n'importe où dans le monde.

Fonds communs de placement

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Mackenzie a lancé les deux fonds communs de placement suivants dont l'objectif est d'aider les investisseurs à combler leurs besoins en matière de revenu :

- Le Fonds d'opportunités en titres de créance mondiaux Mackenzie qui vise à procurer aux investisseurs un revenu élevé et un potentiel de croissance du capital à long terme. Le fonds a la capacité d'investir dans des obligations de gouvernements et de sociétés de qualité supérieure et de qualité inférieure, ainsi que dans des titres de créance et des actions privilégiées provenant des marchés émergents.
- Le Fonds de revenu stratégique américain Mackenzie qui vise à procurer aux investisseurs une solution équilibrée qui satisfera leurs besoins relatifs au revenu et à la croissance du capital. Le fonds investit principalement dans des titres de capitaux propres américains productifs de dividendes et dans un portefeuille diversifié de titres à revenu fixe, y compris des obligations et des titres de créance à rendement élevé.

Séries Patrimoine privé

Au cours du deuxième trimestre, Mackenzie a mis en œuvre des transferts automatisés à ses séries Patrimoine privé. À compter d'avril 2017, les investisseurs admissibles, à savoir ceux qui détiennent un minimum de 100 000 \$ par fonds et les ménages qui détiennent un minimum de 250 000 \$, ont commencé à être automatiquement transférés à la série Patrimoine privé appropriée. Ces transferts sont effectués de façon à ce que les placements des investisseurs soient déplacés dans la série comportant les frais les moins élevés à laquelle ils sont admissibles.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

Le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 68,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 11,2 %, comparativement à 61,7 G\$ au 30 juin 2016. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 14,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 8,8 %, par rapport à 13,4 G\$ pour l'exercice précédent.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 54,0 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 11,8 %, par rapport au 30 juin 2016. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie s'élevait à 53,6 G\$ au 30 juin 2017, en hausse de 11,2 %, comparativement à 48,2 G\$ au 30 juin 2016. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 622 M\$ au 30 juin 2017, ce qui comprend des investissements de 282 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont établies à 2,3 G\$, soit une hausse de 54,3 %, comparativement à 1,5 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 1,8 G\$, soit une baisse de 6,2 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 30 juin 2017 se sont établies à 552 M\$, comparativement à des rachats nets de 375 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 389 M\$, ce qui comprend des investissements de 211 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie. Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 730 M\$, comparativement à des rachats nets de 331 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif des fonds d'investissement de 130 M\$, comparativement à une augmentation de 959 M\$ pour l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 108 M\$, des rachats de 3 M\$ et des ventes nettes de 105 M\$ des fonds communs de placement de Mackenzie. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 47,1 % et les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 6,4 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 447 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de fonds communs de placement de 375 M\$ pour l'exercice précédent.

Les ventes nettes pour le trimestre clos le 30 juin 2017 ont totalisé 2,1 G\$, comparativement à des rachats nets de 291 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 105 M\$, comparativement à une augmentation de 1,3 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2017, le Groupe Investors a confié à Mackenzie un mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement et du nouveau mandat de sous-conseiller confié par le Groupe Investors au cours du deuxième trimestre de 2017, le total des ventes nettes s'est établi à 638 M\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 291 M\$ pour l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 5,2 G\$, soit une hausse de 54,9 %, par rapport à 3,3 G\$ au semestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 4,5 G\$, soit une hausse de 16,1 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le semestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à 628 M\$, comparativement à des rachats nets de 573 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 503 M\$, ce qui comprend des investissements de 262 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie. Les ventes nettes des fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevées à 869 M\$, comparativement à des rachats nets de 529 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif des fonds d'investissement de 1,7 G\$, comparativement à une augmentation de 339 M\$ pour l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, des changements à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 421 M\$, des rachats de 621 M\$ et des rachats nets de 200 M\$. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu de ces transactions, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 42,3 % et les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 0,2 % par rapport à l'exercice précédent et les ventes nettes de fonds communs de placement se sont chiffrées à 828 M\$, comparativement à des rachats nets de fonds communs de placement de 573 M\$ pour l'exercice précédent.

Les rachats de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 se sont établis à

1,7 G\$ et à 4,4 G\$, respectivement, comparativement à 1,8 G\$ et à 3,7 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties et des fonds communs de placement du Groupe Investors, les rachats de fonds communs de placement à long terme s'élevaient à 3,8 G\$. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 12,6 % pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 15,1 % au deuxième trimestre de 2016. Au 30 juin 2017, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 15,5 %, comparativement à 15,4 % pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 14,3 % au 30 juin 2017. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,8 % au 30 juin 2017. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Le total des ventes nettes pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 2,6 G\$, comparativement à des rachats nets de 678 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, le rendement des placements a donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,0 G\$, comparativement à une augmentation de 692 M\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties et des fonds communs de placement du Groupe Investors au cours du premier semestre de 2017 et du mandat de sous-conseiller de 1,4 G\$ confié par le Groupe Investors, dont il est question précédemment, le total des ventes nettes s'est établi à 1,4 G\$ au cours du trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 678 M\$ pour l'exercice précédent.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

Au 30 juin 2017, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 68,6 G\$, en hausse de 3,4 %, comparativement à 66,3 G\$ au 31 mars 2017. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 14,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 10,4 %, par rapport à 13,2 G\$ au 31 mars 2017.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 54,0 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 1,6 %, comparativement à 53,1 G\$ au 31 mars 2017. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 53,6 G\$ au 30 juin 2017, soit une hausse de 1,3 %, comparativement à 52,9 G\$ au 31 mars 2017. L'actif des FNB de Mackenzie s'élevait à 622 M\$ au 30 juin 2017, en hausse de 165,8 % par rapport à 234 M\$ au 31 mars 2017. L'actif des FNB comprend des investissements de 282 M\$ et de 69 M\$ provenant des fonds communs de placement de Mackenzie au 30 juin 2017 et au 31 mars 2017, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,3 G\$, en baisse de 19,4 % par rapport au premier trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,8 G\$ pour le deuxième trimestre, en baisse de 37,1 % par rapport au trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont établies à 552 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 76 M\$ au trimestre précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement du Groupe Investors et de certains programmes de tierces parties au cours du premier et du deuxième trimestres, dont il est question précédemment, les ventes brutes de fonds communs de placement ont diminué de 13,8 % et les rachats ont diminué de 19,2 % au cours du trimestre clos le 30 juin 2017 par rapport au trimestre précédent, et les ventes nettes se sont chiffrées à 447 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 381 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,7 G\$, comparativement à 2,7 G\$ au premier trimestre de 2017. Les rachats de fonds communs de placement à long terme au cours du premier trimestre, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, se sont élevés à 2,1 G\$. Pour le trimestre considéré, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 12,6 %, comparativement à 21,3 % pour le premier trimestre de 2017. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 16,4 % pour le premier trimestre de 2017. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 533 M\$, comparativement à des ventes nettes de 50 M\$ pour le trimestre précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme au cours du trimestre précédent, compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, se sont élevées à 355 M\$.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 389 M\$, en hausse de 275 M\$ par rapport au premier trimestre de 2017. Pour le trimestre considéré, les créations nettes de parts de FNB comprenaient des investissements de 211 M\$ provenant des

fonds communs de placement de Mackenzie, comparativement à des investissements de 51 M\$ pour le premier trimestre.

Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 730 M\$, comparativement à des ventes nettes de 139 M\$ au cours du premier trimestre.

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

PRODUITS

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs sous-jacents gérés. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe

et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est achetée pour des épargnants.

Au sein de la gamme de fonds communs de placement destinés aux épargnants de Mackenzie, certaines séries sont offertes dans le cadre de programmes tarifés de courtiers participants en vertu desquels la rémunération des courtiers pour ces séries est facturée par le courtier directement à un client (principalement des fonds de la série F). Comme Mackenzie ne verse pas de rémunération aux courtiers, les honoraires de gestion de ces séries sont moins élevés. Au 30 juin 2017, ces

TABLEAU 14 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Produits					
Honoraires de gestion	177,2 \$	171,8 \$	163,5 \$	3,1 %	8,4 %
Honoraires d'administration	24,9	24,4	22,8	2,0	9,2
Honoraires de distribution	1,9	2,3	2,5	(17,4)	(24,0)
	204,0	198,5	188,8	2,8	8,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	(1,9)	0,1	1,2	n.s.	n.s.
	202,1	198,6	190,0	1,8	6,4
Charges					
Commissions	11,7	12,6	13,5	(7,1)	(13,3)
Commissions de suivi	63,8	62,0	58,7	2,9	8,7
Charges autres que les commissions	83,2	82,5	77,6	0,8	7,2
	158,7	157,1	149,8	1,0	5,9
Bénéfice avant intérêts et impôt	43,4 \$	41,5 \$	40,2 \$	4,6 %	8,0 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)					
			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			349,0 \$	324,0 \$	7,7 %
Honoraires d'administration			49,3	45,2	9,1
Honoraires de distribution			4,2	5,0	(16,0)
			402,5	374,2	7,6
Produits tirés des placements nets et autres produits			(1,8)	1,5	n.s.
			400,7	375,7	6,7
Charges					
Commissions			24,3	27,8	(12,6)
Commissions de suivi			125,8	116,1	8,4
Charges autres que les commissions			165,7	155,2	6,8
			315,8	299,1	5,6
Bénéfice avant intérêts et impôt			84,9 \$	76,6 \$	10,8 %

séries représentaient un actif de 6,1 G\$, soit une augmentation de 55,8 % par rapport à l'exercice précédent.

Les honoraires de gestion se sont établis à 177,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 13,7 M\$, ou 8,4 %, comparativement à 163,5 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation nette des honoraires de gestion au cours du trimestre considéré est attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 11,4 %, contrebalancée par une baisse de 2,7 % du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,9 points de base au cours du deuxième trimestre de 2017, comparativement à 107,8 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail, ainsi qu'à l'incidence du transfert automatisé des investisseurs admissibles à ses séries Patrimoine privé.

Les honoraires de gestion se sont établis à 349,0 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 25,0 M\$, ou 7,7 %, comparativement à 324,0 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation nette des honoraires de gestion est attribuable à une augmentation de l'actif géré moyen de 10,3 %, contrebalancée par une baisse du taux moyen des honoraires de gestion. Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du semestre clos le 30 juin 2017 s'est établi à 105,8 points de base, comparativement à 107,9 points de base en 2016. La diminution du taux moyen des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'incidence de l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail. En outre, le premier semestre de 2017 comptait une journée civile de moins que le premier semestre de 2016, ce qui a donné lieu à une baisse des honoraires de gestion.

Mackenzie tire des honoraires d'administration principalement de la prestation de services à l'égard de ses fonds d'investissement. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 2,1 M\$, ou 9,2 %, par rapport à 22,8 M\$ pour l'exercice précédent. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 49,3 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 4,1 M\$, ou 9,1 %, par rapport à 45,2 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après deux ou trois ans,

selon l'option d'achat. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 1,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 2,5 M\$ pour l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 4,2 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, en baisse de 0,8 M\$ comparativement à 5,0 M\$ pour l'exercice précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à (1,9) M\$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 1,2 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé (1,8) M\$, en baisse de 3,3 M\$ par rapport à 1,5 M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 158,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, ce qui représente une hausse de 8,9 M\$, ou 5,9 %, comparativement à 149,8 M\$ en 2016. Les charges se sont élevées à 315,8 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 16,7 M\$, ou 5,6 %, par rapport à 299,1 M\$ pour l'exercice précédent.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et une option d'achat avec frais modérés. La charge au titre des commissions de vente différées comprend l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition différés. La charge liée aux commissions s'est chiffrée à 11,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 13,5 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 24,3 M\$, comparativement à 27,8 M\$ en 2016. Ces diminutions concordent avec la réduction des montants versés au titre des commissions de vente différées au cours des dernières années et avec la diminution des radiations du solde non amorti des commissions de vente différées relatives aux rachats.

Les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquent à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais

d'acquisition différés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 63,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 5,1 M\$, ou 8,7 %, par rapport à 58,7 M\$ pour l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les commissions de suivi se sont élevées à 125,8 M\$, en hausse de 9,7 M\$, ou 8,4 %, comparativement à 116,1 M\$ pour l'exercice précédent. La hausse des commissions de suivi au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017 découle de la hausse de l'actif moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par un recul du taux effectif des commissions de suivi. Les commissions de suivi, en pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, représentaient 47,4 points de base pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 49,1 points de base pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016. Cette baisse est attribuable à une modification de la composition de l'actif des fonds communs de placement, qui est désormais orientée vers des séries de fonds communs de placement qui ne paient pas de commissions de suivi.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 83,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 5,6 M\$, ou 7,2 %, comparativement à 77,6 M\$ en 2016. Les charges autres que les commissions ont totalisé 165,7 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse de 10,5 M\$, ou 6,8 %, comparativement à 155,2 M\$ en 2016. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, l'augmentation des charges autres que les commissions découle des mesures incitatives additionnelles fondées sur les ventes par suite d'une hausse des volumes de vente des fonds communs de placement.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

PRODUITS

Les produits de Mackenzie se sont élevés à 202,1 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 3,5 M\$, ou 1,8 %, par rapport à 198,6 M\$ au premier trimestre de 2017.

Les honoraires de gestion se sont élevés à 177,2 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,4 M\$, ou 3,1 %, par rapport à 171,8 M\$ au premier trimestre de 2017. Les facteurs suivants ont contribué à cette augmentation nette :

- La moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 67,8 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 65,2 G\$ au trimestre précédent, ce qui constitue une augmentation de 4,0 %.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 104,9 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 106,9 points de base au premier trimestre de 2017 en raison d'une modification de la composition de l'actif géré et de l'incidence du transfert automatisé des investisseurs admissibles à ses séries Patrimoine privé.
- Le deuxième trimestre de 2017 comptait un jour civil de plus que le premier trimestre de 2017, ce qui a donné lieu à une hausse de 1,8 M\$.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 24,9 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 0,5 M\$, ou 2,0 %, par rapport à 24,4 M\$ au trimestre précédent.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe le rendement des placements lié aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de (1,9) M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 0,1 M\$ au premier trimestre de 2017.

CHARGES

Les charges de Mackenzie se sont chiffrées à 158,7 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 1,6 M\$, ou 1,0 %, par rapport à 157,1 M\$ au premier trimestre de 2017.

La charge liée aux commissions, qui découle de l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 11,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, en baisse de 7,1 % par rapport au premier trimestre de 2017.

Les commissions de suivi se sont établies à 63,8 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une augmentation de 1,8 M\$, ou 2,9 %, comparativement à 62,0 M\$ au premier trimestre de 2017. La variation des commissions de suivi reflète l'augmentation de 3,3 % de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre, contrebalancée en partie par une baisse de 0,2 % du taux effectif des commissions de suivi. Pour le deuxième trimestre, le taux effectif des commissions de suivi représentait 47,4 points de base, comparativement à 47,5 points de base au premier trimestre.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 83,2 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 82,5 M\$ au premier trimestre de 2017.

ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

REVUE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa société affiliée, Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), revenant à la Société, les résultats d'exploitation d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

Au cours de la dernière année, la Société a investi des montants dans Personal Capital Corporation, Wealthsimple Financial Corporation et Portag3 Ventures et a récemment annoncé un investissement dans China Asset Management Co., Ltd., transaction qui devrait se conclure, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires de la Chine. Les répercussions de ces investissements sur le bénéfice seront présentées dans le secteur Activités internes et autres dans les trimestres à venir.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DE 2016

La quote-part du résultat de la société affiliée a augmenté de 1,0 M\$ et de 1,2 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, et reflète le bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 5,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 2,6 M\$ en 2016. Pour le semestre, les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 6,9 M\$, comparativement à 4,4 M\$ en 2016.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	31 MARS 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)	
				31 MARS 2017	30 JUIN 2016
Produits					
Produits tirés des honoraires	66,6 \$	65,3 \$	63,1 \$	2,0 %	5,5 %
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,2	1,7	2,6	205,9	100,0
Quote-part du résultat de la société affiliée	24,9	28,0	23,9	(11,1)	4,2
	96,7	95,0	89,6	1,8	7,9
Charges					
Commissions	46,0	45,1	42,8	2,0	7,5
Charges autres que les commissions	15,6	16,7	15,6	(6,6)	–
	61,6	61,8	58,4	(0,3)	5,5
Bénéfice avant intérêts et impôt	35,1 \$	33,2 \$	31,2 \$	5,7 %	12,5 %
SEMESTRES CLOS LES (en M\$)			30 JUIN 2017	30 JUIN 2016	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			131,9 \$	125,1 \$	5,4 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			6,9	4,4	56,8
Quote-part du résultat de la société affiliée			52,9	51,7	2,3
			191,7	181,2	5,8
Charges					
Commissions			91,1	85,2	6,9
Charges autres que les commissions			32,3	30,9	4,5
			123,4	116,1	6,3
Bénéfice avant intérêts et impôt			68,3 \$	65,1 \$	4,9 %

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017 par rapport au trimestre correspondant de 2016.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2017

La quote-part du résultat de Lifeco a diminué de 3,1 M\$ pour s'établir à 24,9 M\$ au deuxième trimestre de 2017,

comparativement au premier trimestre de 2017. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont augmenté pour s'établir à 5,2 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 1,7 M\$ au premier trimestre.

Au deuxième trimestre de 2017, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 1,4 M\$ par rapport au trimestre précédent.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 16,1 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 15,6 G\$ au 31 décembre 2016.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les investissements d'entreprise et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont reclassés dans les comptes consolidés de résultat. Les pertes subséquentes sont aussi constatées dans le bénéfice net.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthsimple Financial Corporation (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures (« Portag3 »).

En 2016, la Société a investi un montant de 97,3 M\$ (75 M\$ US) dans Personal Capital, un conseiller en patrimoine en ligne de premier plan qui est constitué en société par actions et qui mène ses activités aux États-Unis.

Au quatrième trimestre de 2016, la Société a investi un montant total de 35 M\$ dans Wealthsimple et dans Portag3. Au deuxième trimestre de 2017, la Société a fait un investissement additionnel de 42,6 M\$ dans Wealthsimple. Wealthsimple est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. L'investissement a été conclu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de la société mère de la

Société, la Corporation Financière Power. Portag3 est un fonds qui investit dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; il est sous le contrôle de la société mère de la Société, la Corporation Financière Power.

TITRES DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société évalue qu'elle contrôle le fonds d'investissement, tel qu'il est mentionné à la note 2 des états financiers consolidés compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société financière IGM Inc. (les états financiers annuels). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

AUTRES PLACEMENTS

China Asset Management Co., Ltd.

Le 29 décembre 2016 et le 5 janvier 2017, la Société a signé des ententes visant l'acquisition de participations de 10 % et de 3,9 %, respectivement, dans China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), un gestionnaire de fonds de premier plan en Chine. La contrepartie totale relativement à l'investissement est d'environ 633 M\$ (3,3 milliards de yuans). Au 30 juin 2017, les Autres actifs comprenaient un dépôt de 191,2 M\$ (1,0 milliard de yuans) ayant trait à cet investissement (31 décembre 2016 – 193,5 M\$). Les transactions devraient se conclure, sous réserve des conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires de la Chine.

TABLEAU 16 : TITRES

(en M\$)	30 JUIN 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Investissements d'entreprise	186,1 \$	204,3 \$	141,6 \$	152,0 \$
Fonds d'investissement exclusifs	25,4	26,4	6,1	6,4
	211,5	230,7	147,7	158,4
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	15,0	13,9	15,5	17,7
Fonds d'investissement exclusifs	38,2	37,5	49,4	49,1
	53,2	51,4	64,9	66,8
	264,7 \$	282,1 \$	212,6 \$	225,2 \$

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 17.

Les prêts comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 48,4 % du total de l'actif au 30 juin 2017, comparativement à 51,1 % au 31 décembre 2016.

Les prêts classés comme prêts et créances sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 30 juin 2017, un passif correspondant de 7,5 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 7,7 G\$ au 31 décembre 2016.

Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 13,5 G\$, dont une tranche de 2,5 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier

commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est limité grâce à l'assurance. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au deuxième trimestre de 2017, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 300,0 M\$, comparativement à 978,8 M\$ en 2016. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 5 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La participation dans une société affiliée correspond à la participation de 4 % de la Société dans Great-West Lifeco Inc.

TABEAU 17 : PRÊTS

(en M\$)	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Prêts et créances	7 334,9 \$	7 644,5 \$
Moins : Provision collective	0,7	0,7
	7 334,2	7 643,8
Détenus à des fins de transaction	460,1	339,5
	7 794,3 \$	7 983,3 \$

(« Lifeco »). La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La quote-part du résultat

de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le semestre clos le 30 juin 2017, par rapport à 2016, est présentée dans le tableau 18.

TABLEAU 18 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

SEMESTRES CLOS LES (en M\$)	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Valeur comptable au début	888,9 \$	904,3 \$
Quote-part du bénéfice	52,9	51,7
Quote-part de la provision au titre de la restructuration de la société affiliée ¹	(5,1)	–
Dividendes reçus	(29,2)	(27,5)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	6,7	(30,6)
Valeur comptable à la fin	914,2 \$	897,9 \$
Juste valeur à la fin	1 396,4 \$	1 352,7 \$

1. Se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1 069,3 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 611,0 M\$ au 31 décembre 2016 et à 657,6 M\$ au 30 juin 2016. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 2,0 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 2,7 M\$ au 31 décembre 2016 et à 3,6 M\$ au 30 juin 2016, comme l'illustre le tableau 19.

Le fonds de roulement totalisait 1 082,6 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 557,8 M\$ au 31 décembre 2016 et à 861,0 M\$ au 30 juin 2016. Le fonds de roulement exclut les activités de dépôt de la Société.

Le fonds de roulement est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.
- Le financement de l'acquisition de China AMC, sous réserve des conditions de clôture habituelles.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice ajusté avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ajusté ») a totalisé 345,3 M\$ au deuxième trimestre de

2017, comparativement à 316,0 M\$ au deuxième trimestre de 2016 et à 324,6 M\$ au premier trimestre de 2017. Le BAIIA ajusté a totalisé 669,9 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 620,2 M\$ en 2016. Le BAIIA ajusté pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 57,4 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 59,0 M\$ au deuxième trimestre de 2016 et à 58,9 M\$ au premier trimestre de 2017. En plus de constituer une importante mesure complémentaire de rendement, le BAIIA est une mesure utilisée couramment par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Risque lié aux instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 20, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 133,6 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à une augmentation de 50,5 M\$ en 2016. Pour le semestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 458,3 M\$ en 2017, comparativement à une diminution de 325,4 M\$ en 2016.

Les activités d'exploitation, avant les commissions versées, ont généré 170,1 M\$ et 368,2 M\$ au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 295,7 M\$ et à 400,0 M\$ en 2016. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 66,6 M\$ et à 148,0 M\$ pour le trimestre et

TABLEAU 19 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	30 JUIN 2017	31 DÉC. 2016	30 JUIN 2016
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,0 \$	2,7 \$	3,6 \$
Fonds de clients déposés	420,4	455,5	275,5
Débiteurs et autres montants à recevoir	1,0	0,5	0,4
Prêts	27,1	25,1	25,6
Total de l'actif	450,5 \$	483,8 \$	305,1 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	439,3 \$	471,2 \$	293,9 \$
Autres passifs	0,5	2,6	0,5
Capitaux propres	10,7	10,0	10,7
Total du passif et des capitaux propres	450,5 \$	483,8 \$	305,1 \$

TABLEAU 20 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN			SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN		
	2017	2016	VARIATION (%)	2017	2016	VARIATION (%)
Activités d'exploitation						
Avant paiement des commissions	170,1 \$	295,7 \$	(42,5) %	368,2 \$	400,0 \$	(8,0) %
Commissions payées	(66,6)	(51,6)	(29,1)	(148,0)	(125,4)	(18,0)
Déduction faite des commissions payées	103,5	244,1	(57,6)	220,2	274,6	(19,8)
Activités de financement	(257,3)	158,9	n.s.	133,8	(19,8)	n.s.
Activités d'investissement	20,2	(352,5)	n.s.	104,3	(580,2)	n.s.
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(133,6)	50,5	n.s.	458,3	(325,4)	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 202,9	607,1	98,1	611,0	983,0	(37,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 069,3 \$	657,6 \$	62,6 %	1 069,3 \$	657,6 \$	62,6 %

le semestre clos en 2017, comparativement à 51,6 M\$ et à 125,4 M\$ en 2016. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 103,5 M\$ et à 220,2 M\$ en 2017, comparativement à 244,1 M\$ et à 274,6 M\$ en 2016.

Les activités de financement au cours du deuxième trimestre de 2017 par rapport à 2016 avaient trait à ce qui suit :

- Une diminution nette de 119,7 M\$ en 2017 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 342,8 M\$ en 2016.
- Aucune action ordinaire n'a été achetée en 2017 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, comparativement à l'achat de 1 227 700 actions ordinaires au coût de 46,8 M\$ en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 2,2 M\$ en 2017, soit le même montant qu'en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 135,3 M\$ en 2017, comparativement à 136,1 M\$ en 2016.

Les activités de financement au cours du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016 avaient trait à ce qui suit :

- Une diminution nette de 193,7 M\$ en 2017 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 408,0 M\$ en 2016.
- L'émission de débentures de 600,0 M\$ au premier trimestre de 2017.
- Aucune action ordinaire n'a été achetée en 2017 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités

de la Société financière IGM, comparativement à l'achat de 4 219 600 actions ordinaires au coût de 151,1 M\$ en 2016.

- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 4,4 M\$ en 2017, soit le même montant qu'en 2016.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 270,6 M\$ en 2017, comparativement à 273,8 M\$ en 2016.

Les activités d'investissement au cours du deuxième trimestre de 2017 par rapport à 2016 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 76,1 M\$ et le produit de 11,2 M\$ de la vente de titres en 2017, comparativement à 99,8 M\$ et à 12,6 M\$, respectivement, en 2016. Un investissement de 42,6 M\$ dans Wealthsimple en 2017 et un investissement de 64,5 M\$ dans Personal Capital en 2016 sont inclus dans l'achat de titres.
- Une diminution nette des prêts de 96,2 M\$ en 2017, comparativement à une augmentation nette de 232,1 M\$ en 2016, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 7,8 M\$ en 2017, comparativement à 17,5 M\$ en 2016.

Les activités d'investissement au cours du semestre clos le 30 juin 2017 par rapport à 2016 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat de titres totalisant 103,1 M\$ et le produit de 36,7 M\$ de la vente de titres en 2017, comparativement à 124,7 M\$

et à 23,4 M\$, respectivement, en 2016. Un investissement de 42,6 M\$ dans Wealthsimple en 2017 et un investissement de 64,5 M\$ dans Personal Capital en 2016 sont inclus dans l'achat de titres.

- Une diminution nette des prêts de 195,8 M\$ en 2017, comparativement à une augmentation nette de 415,5 M\$ en 2016, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- La trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions s'est établie à 15,7 M\$ en 2017, comparativement à 34,5 M\$ en 2016.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 6,8 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2016. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 925,0 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 1 325,0 M\$ au 31 décembre 2016. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Le 26 janvier 2017, la Société financière IGM a émis des débetures à 3,44 % sur dix ans d'un capital de 400 M\$ dont le prix a été établi pour fournir un rendement à l'échéance de 3,448 % et des débetures à 4,56 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$ dont le prix a été établi pour fournir un rendement à l'échéance de 4,560 %. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément au prospectus préalable de base simplifié de la Société financière IGM en date du 29 novembre 2016. La Société financière IGM se servira du produit net pour financer une partie importante des acquisitions annoncées d'une participation dans China AMC (se reporter à la note 7 des états financiers annuels) et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Les actions privilégiées perpétuelles, chiffrées à 150 M\$ au 30 juin 2017, demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2016.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la Société n'a acheté aucune action ordinaire dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 20 mars 2017 visant l'achat d'un maximum de 5 % de ses actions ordinaires pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et à d'autres fins de gestion du capital. En 2017, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 4,4 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 0,7375 \$ par action, et de dividendes de 135,3 M\$ sur actions ordinaires, ou 1,125 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

Au quatrième trimestre de 2016, la notation attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société a été augmentée de « A » avec une perspective stable à « A+ ». À la suite de l'annonce de la Société relative à la conclusion d'une entente sur l'acquisition d'une participation de 10 % dans China AMC, S&P a modifié la perspective stable de la Société pour lui attribuer une perspective négative. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A+ » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les

26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 21 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les titres ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

TABLEAU 21 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	30 JUIN 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Titres				
– Disponibles à la vente	230,7 \$	230,7 \$	158,4 \$	158,4 \$
– Détenus à des fins de transaction	51,4	51,4	66,8	66,8
Prêts				
– Détenus à des fins de transaction	460,1	460,1	339,5	339,5
Instruments financiers dérivés	41,1	41,1	42,8	42,8
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Prêts et créances	7 334,2	7 468,0	7 643,8	7 867,7
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	25,8	25,8	38,2	38,2
Autres passifs financiers	7,7	7,7	9,8	9,8
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	439,3	440,3	471,2	472,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	7 535,5	7 588,4	7 721,0	7 873,1
Dettes à long terme	1 925,0	2 258,8	1 325,0	1 610,9

- Les prêts classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les prêts classés dans les prêts et créances sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le semestre clos le 30 juin 2017.

GESTION DES RISQUES

La Société est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Son succès continu repose sur sa capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. L'approche de gestion des risques repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie au cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à la politique de GRE de la Société, laquelle est approuvée par le comité de gestion des risques.

GOVERNANCE DU RISQUE

La structure de gouvernance du risque de la Société privilégie le maintien d'un cadre cohérent et exhaustif dans l'ensemble de la Société et de ses filiales, lequel détermine les responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité de direction. Une surveillance supplémentaire est assurée par la Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE »), les groupes de conformité au niveau de l'entreprise et de la distribution et le service d'audit interne de la Société.

Le conseil d'administration supervise la gestion des risques et s'acquitte de ce mandat principalement par l'intermédiaire des comités suivants :

- Le comité de direction est responsable d'assurer la surveillance de la gestion des risques d'entreprise : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) en s'assurant que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques pour vérifier s'il fonctionne efficacement.
- Le comité des stratégies de placement supervise la gestion des risques financiers auxquels est exposée la Société, soit le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité et de financement : i) en s'assurant que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques financiers conformément au niveau de tolérance; ii) en contrôlant la mise en œuvre et le maintien des politiques,

procédures et contrôles appropriés en vue de gérer les risques financiers; iii) en examinant régulièrement le processus de gestion des risques financiers pour s'assurer qu'il fonctionne efficacement.

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'aux activités de conformité de la Société.
- Les comités qui suivent ont des responsabilités particulières liées à la surveillance des risques : i) le comité de rémunération, qui supervise les politiques et les pratiques de rémunération; ii) le comité de gouvernance et des candidatures, qui supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise; iii) le comité des entités reliées et de révision, qui supervise les conflits d'intérêts ainsi que l'administration du code de conduite professionnelle et de déontologie à l'attention des administrateurs, des dirigeants et des employés (code de conduite).

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué du président et chef de la direction, du chef des services financiers ainsi que du chef du contentieux et du chef de la conformité. Le comité est responsable de s'assurer que la direction surveille le processus de gestion des risques de la Société : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque de la Société; iii) en s'assurant que le profil de risque de la Société et ses processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque de la Société; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et une fonction d'audit de la troisième ligne en charge de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de

transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

La Division de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Elle est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et le comité de surveillance des risques liés aux services d'information. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les groupes de conformité des ventes et de l'entreprise de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires

aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme la Division de GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. La Division de GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au comité de direction du conseil d'administration.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. La Division de GRE organise des ateliers pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre cadre de gestion des risques, et d'encourager son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise

de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

La Société identifie les risques auxquels ses secteurs opérationnels et ses activités pourraient être exposés en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en six catégories.

1) RISQUE FINANCIER

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés financiers et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés financiers;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance, et par le comité des stratégies de placement du conseil d'administration.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de financement pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs

de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2017 et de 2016, la Société a :

- continué d'élargir ses canaux de financement grâce à l'émission de titres TH LNH à de multiples acheteurs;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- déposé un prospectus préalable de base simplifié afin de donner à la Société la flexibilité nécessaire pour accéder aux marchés des titres d'emprunt et de participation;
- augmenté de 300 M\$ les marges de crédit engagées de la Société au cours du quatrième trimestre de 2016;
- émis, en janvier 2017, des débentures à 3,44 % sur dix ans d'un capital de 400 M\$ et des débentures à 4,56 % sur 30 ans d'un capital de 200 M\$. La Société financière IGM se servira du produit net pour financer une partie importante de l'acquisition précédemment annoncée d'une participation de 13,9 % dans China AMC et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 22.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 30 juin 2017, soit le même montant qu'au 31 décembre 2016. Les marges de crédit au 30 juin 2017 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ (31 décembre 2016 – 650 M\$) et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$ (31 décembre 2016 –

TABLEAU 22 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 30 JUIN 2017 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	8,8 \$	16,9 \$	0,1 \$	25,8 \$
Dépôts et certificats	421,0	8,7	7,7	1,9	439,3
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 335,6	6 145,6	54,3	7 535,5
Dettes à long terme	–	150,0	375,0	1 400,0	1 925,0
Contrats de location simple ¹	–	29,1	75,4	39,6	144,1
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	29,8	–	–	29,8
Total des obligations contractuelles	421,0 \$	1 562,0 \$	6 620,6 \$	1 495,9 \$	10 099,5 \$

1. Comprend les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités. Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.
2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2016. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2017 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction à modifier la politique de capitalisation.

175 M\$). La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2013, a été produite en mai 2014. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 23,4 M\$, comparativement à 106,3 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2012. La réduction du déficit de solvabilité résulte principalement de la hausse des taux d'intérêt et du rendement du marché de l'actif du régime, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. La Société a versé des cotisations de 7,7 M\$ en 2017 (2016 – 8,1 M\$). La Société prévoit verser des cotisations d'environ 37,5 M\$ en 2017. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation. Une évaluation actuarielle aux fins du financement est en cours en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2016; l'issue de cette évaluation pourrait avoir une incidence sur le total des cotisations requises en 2017.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations

contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment les résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 069,3 M\$ (31 décembre 2016 – 611,0 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 48,5 M\$ (31 décembre 2016 – 84,5 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 1 020,8 M\$ (31 décembre 2016 – 526,5 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 66,2 M\$ (31 décembre 2016 – 44,1 M\$), de bons du Trésor et de billets du gouvernement provincial de 488,6 M\$ (31 décembre 2016 – 197,1 M\$), d'acceptations bancaires et

d'autres billets à court terme émis par des banques à charte canadiennes de 438,0 M\$ (31 décembre 2016 – 246,8 M\$), ainsi que de papier commercial de société à notation élevée de 28,0 M\$ (31 décembre 2016 – 38,5 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 30 juin 2017, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevant à 7,8 G\$ (31 décembre 2016 – 8,0 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 7,3 G\$ (31 décembre 2016 – 7,6 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 460,1 M\$ (31 décembre 2016 – 339,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 30,4 M\$ (31 décembre 2016 – 29,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers du Groupe Investors, dans le cadre du plan financier exhaustif d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 4,6 G\$ (31 décembre 2016 – 4,9 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement de principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.

- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,7 G\$ (31 décembre 2016 – 2,7 G\$) se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 58,3 M\$ (31 décembre 2016 – 54,7 M\$) et à 45,3 M\$ (31 décembre 2016 – 45,0 M\$), respectivement, au 30 juin 2017. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 23,7 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiducies de PCAA étaient assurés au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 29,1 %).

Au 30 juin 2017, une proportion de 70,9 % (31 décembre 2016 – 73,9 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 30 juin 2017, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 2,5 M\$, comparativement à 2,6 M\$ au 31 décembre 2016. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 0,8 M\$ au 30 juin 2017, comparativement à 0,9 M\$ au 31 décembre 2016.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la provision collective pour pertes sur créances.

La provision collective pour pertes sur créances de la Société se chiffrait à 0,7 M\$ au 30 juin 2017, soit un montant inchangé par rapport au 31 décembre 2016, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit et les tendances récentes; ii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iii) la simulation régulière de crise à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation, couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions et couvrir le risque de change relatif aux paiements exigibles à la clôture de la transaction avec China AMC. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 39,4 M\$ (31 décembre 2016 – 41,4 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 3,3 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 3,0 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 30 juin 2017. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2016.

Se référer aux notes 2, 6 et 21 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des

prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 30 juin 2017, ce swap avait une juste valeur négative de 11,0 M\$ (31 décembre 2016 – juste valeur négative de 23,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,9 G\$ (31 décembre 2016 – 1,0 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 30 juin 2017, la juste valeur de ces swaps totalisait 16,0 M\$ (31 décembre 2016 – 30,0 M\$) sur un montant notionnel en cours de 2,0 G\$ (31 décembre 2016 – 2,1 G\$). Au 30 juin 2017, la juste valeur nette de 5,0 M\$ (31 décembre 2016 – 6,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 2,9 G\$ (31 décembre 2016 – 3,1 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La juste valeur de ces swaps était de 1,8 M\$ (31 décembre 2016 – 0,4 M\$) sur un montant notionnel en cours de 128,0 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 123,0 M\$).

Au 30 juin 2017, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 0,5 M\$ (31 décembre 2016 – une augmentation de 0,2 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses titres de capitaux propres classés comme disponibles à la vente ou à la juste valeur par le biais du résultat net. La juste valeur des titres de capitaux propres s'élevait à 282,1 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 225,2 M\$), comme l'illustre le tableau 16.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de son investissement dans Personal Capital et China AMC. La Société a couvert son exposition aux paiements finaux exigibles à la clôture de la transaction avec China AMC au moyen de contrats de change à terme.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 148,2 G\$ au 30 juin 2017, comparativement à 142,3 G\$ au 31 décembre 2016.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de gestion, les honoraires d'administration et les autres honoraires qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré de façon continue. Les risques de marché, comme des fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la

sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux. À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme la couverture ayant trait à ces expositions.

2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, de la Division de GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut le risque d'entreprise.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler. Notre Société est exposée à un large éventail de

**TABLEAU 23 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE**

AU 30 JUIN 2017	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	1,2 %	1,6 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	7,1	7,0
Autres titres à revenu fixe	22,9	22,8
Actions canadiennes	28,6	28,5
Actions étrangères	37,0	37,0
Biens immeubles	3,2	3,1
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	61,8 %	61,8 %
Dollars américains	24,6	24,4
Autres	13,6	13,8
	100,0 %	100,0 %

risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne. Ces risques peuvent entraîner des pertes financières importantes, des dommages à la réputation et des mesures réglementaires.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société s'est dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de soutenir l'autonomie, la gestion et la reprise des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES

Le cyber-risque et le risque lié aux technologies liés aux systèmes sont gérés au moyen de contrôles à l'égard du développement des technologies et de la gestion du changement. La sécurité de l'information constitue un risque important pour les activités de la Société comme pour l'ensemble de notre secteur. La Société a recours à des systèmes et des technologies afin de soutenir ses activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, la Société a mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, a comparé ses propres mesures aux normes d'excellence du secteur, a établi des méthodes d'évaluation fiables des menaces et des faiblesses et s'est dotée des moyens d'intervention appropriés.

RISQUE LIÉ AUX MODÈLES

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables

et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne la conformité en matière de distribution et de gestion de placements, la comptabilité et les contrôles internes, ainsi que la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autorégulation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent les exigences qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en Bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée aux marchés des valeurs mobilières, à l'offre de produits et de services financiers, y compris la gestion de fonds, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et sont sans cesse modifiées. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par la vice-présidente principale, Affaires réglementaires et clientèle. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit de la

Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite comporte de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés; il contient en outre un éventail de sujets pertinents, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Au sein de la Société, plusieurs services sont responsables d'assurer une surveillance de la gestion des placements et des activités de conformité relatives à la distribution. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance et mène des enquêtes sur des questions liées à la conformité avec la réglementation.

ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

3) RISQUE LIÉ À LA GOUVERNANCE, À LA SURVEILLANCE ET À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique est le risque d'incidence défavorable possible découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une planification stratégique inadéquate ou inappropriée.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour ses actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses sept comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement

par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc., la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction.

La Société a mis en place un processus de planification des affaires qui prévoit l'élaboration d'un plan d'affaires annuel approuvé par le conseil d'administration et comprenant des objectifs et des cibles pour la Société. Des composantes de la rémunération des principaux dirigeants sont tributaires de l'atteinte de certaines cibles en matière de résultats et de certains objectifs prévus par ce plan. Les plans et l'orientation stratégiques font partie de ce processus de planification, et ils sont couverts par le programme de gestion des risques de la Société.

RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est aussi exposée à des risques relatifs à ses acquisitions. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

4) FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Le risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

La Société est exposée au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec

les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

MODÈLE DE RELATION CLIENT-CONSEILLER

Avec prise d'effet pour les exercices ouverts au plus tard le 15 juillet 2016, l'étape 2 du Modèle de relation client-conseiller (le « MRCC2 ») des ACVM exige des courtiers qu'ils fournissent à leurs clients des renseignements supplémentaires à l'égard du rendement de leurs placements et des coûts qui y sont liés, y compris la rémunération versée au courtier (l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels ont adopté des règles qui vont dans le même sens). Ces nouvelles exigences fournissent d'importants renseignements à nos clients et s'appuient sur de l'information requise déjà fournie en ce qui a trait aux coûts de distribution et de gestion des fonds. Les filiales de la Société ont mis en œuvre la présentation de l'information aux termes du MRCC2.

NORME DU MEILLEUR INTÉRÊT DU CLIENT, RÉFORMES CIBLÉES ET COMMISSIONS INTÉGRÉES DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

En mai 2017, les ACVM ont publié l'Avis 33-319 du personnel (l'« Avis du personnel »), *Le point sur le Document de consultation 33-404 des ACVM : Propositions de rehaussement des obligations des conseillers, des courtiers et des représentants envers leurs clients* (le « document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client »), qui offrait une mise à jour sur la proposition des ACVM à l'égard d'un ensemble de réformes ciblées ayant trait à la relation client-personne inscrite et à une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client et ont aussi participé à une série de tables rondes, dont certains membres des ACVM ont été les hôtes, afin d'analyser en profondeur les propositions présentées dans le document de consultation sur la norme du meilleur intérêt du client.

L'Avis du personnel précise que seules la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO ») et la Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick poursuivront l'élaboration d'une norme réglementaire d'agir au mieux des intérêts du client.

En janvier 2017, les ACVM ont publié l'Avis 81-408 du personnel des ACVM, *Consultation sur l'option d'abandonner les commissions intégrées* (le « document de consultation sur les honoraires »), qui sollicitait des commentaires sur l'option d'abandonner les commissions intégrées et sur les répercussions potentielles d'un tel changement sur les participants au marché et les investisseurs canadiens. Les filiales de la Société ont présenté des lettres d'observations à l'égard du document de consultation sur les honoraires. La CVMO a aussi annoncé qu'elle tiendra une table

ronde afin de faciliter la cueillette de commentaires auprès d'intervenants concernant le document de consultation sur les honoraires.

La Société poursuivra activement ses consultations et son engagement auprès des autorités de réglementation à cet égard.

RÉGIME COOPÉRATIF EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

Depuis 2013, le gouvernement du Canada et les provinces participantes travaillent à mettre en place une autorité de réglementation en valeurs mobilières commune pour les marchés des capitaux du Canada. Il convient de noter que le Québec, l'Alberta et le Manitoba se sont opposées à cette initiative. Par suite d'un renvoi du gouvernement du Québec en mai 2017, la Cour d'appel du Québec a statué en faveur du gouvernement du Québec et a conclu que le cadre de gouvernance de la réglementation pancanadienne des valeurs mobilières sous l'Autorité de réglementation des marchés des capitaux (l'« ARMC ») proposée était inconstitutionnel. Rien ne permet de savoir si cette décision sera portée en appel devant la Cour suprême du Canada.

La Société continue de surveiller cette initiative et toute incidence qu'elle pourrait avoir sur ses activités et celles de ses filiales, en particulier dans le domaine de la réglementation des fonds communs de placement.

5) RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE

Le risque lié à la conjoncture commerciale générale représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, des facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris l'instabilité politique et gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau des marchés financiers et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

La Société, comme l'ensemble de ses filiales actives, met l'accent sur la communication avec les clients en soulignant l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle

important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 24 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Un faible rendement, une mauvaise qualité ou une diversité insuffisante des produits et services pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

La Société fournit à ses conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

La Société s'efforce d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. La Société a pour

objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui lui donnent un avantage concurrentiel en diversifiant l'actif géré et les gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

RELATIONS D'AFFAIRES/RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Le risque lié aux relations d'affaires et aux relations avec les clients représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux autres relations importantes. Ces relations concernent principalement les clients et les conseillers du Groupe Investors, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes

TABLEAU 24 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,6 %	8,8 %
Mackenzie	15,5 %	15,4 %
Counsel	15,7 %	15,6 %

dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

Le risque lié au personnel correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers clés, de former le personnel de façon à lui faire atteindre un niveau de compétence approprié, ou de gérer la relève et la transition des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de motiver un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

6) RISQUE LIÉ À L'ENVIRONNEMENT

Le risque lié à l'environnement correspond au risque de pertes découlant d'enjeux environnementaux touchant nos activités.

Le risque lié à l'environnement englobe plusieurs enjeux, notamment ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité et à la santé des écosystèmes, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'eau et des autres ressources. Les principaux risques liés à l'environnement auxquels la Société financière IGM est exposée incluent :

- les risques directs inhérents à la propriété et à l'exploitation de notre entreprise, notamment la gestion et l'exploitation des actifs détenus par la Société, ou gérés par celle-ci, et des activités de la Société;

- les risques indirects liés aux produits et services que nous offrons ainsi qu'à nos pratiques d'approvisionnement;
- la détection et la gestion des nouveaux enjeux réglementaires liés à l'environnement;
- l'incapacité de saisir les tendances environnementales et d'en tirer profit efficacement en vue de répondre à la demande de produits et services des clients.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur la responsabilité d'entreprise approuvé par le conseil d'administration ainsi que la politique environnementale de la Société, aux termes de laquelle nous nous engageons à gérer notre empreinte écologique de façon responsable.

Une incapacité de notre part à gérer efficacement les risques liés à l'environnement pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats ou sur notre réputation.

La Société financière IGM gère les risques liés à l'environnement pour l'ensemble de la Société, tandis que les unités d'exploitation sont responsables de la détection, de l'évaluation, du contrôle et de la surveillance des risques liés à l'environnement propres à leurs activités. Le comité de responsabilité d'entreprise de la haute direction de la Société financière IGM supervise les mesures prises par celle-ci à l'égard de la responsabilité environnementale et de la gestion du risque lié à l'environnement.

Le Groupe Investors et Mackenzie sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus d'investissement. En outre, le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques de placement fournissant des renseignements sur la manière dont ces enjeux ESG sont traités dans chaque société.

La Société financière IGM traite de sa gestion et de son bilan environnementaux dans son rapport sur la responsabilité d'entreprise, en plus de participer au sondage Carbon Disclosure Project (« CDP »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés.

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 4,1 billions de dollars au 31 décembre 2016. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 66 % (2,7 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,4 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 60 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société fait activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 41 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,7 billion de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2016, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 78 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement chiffré à 143 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et de services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés

de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 43 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 juin 2017.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 69 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 70 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 juin 2017. La direction prévoit que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec

d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques des gammes de produits et services offertes par la Société, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. La Société assure un suivi continu, participe aux discussions sur les politiques et adapte son offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.

- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

UNE VASTE GAMME DE PRODUITS

Les filiales de la Société financière IGM continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

DES RELATIONS DURABLES

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

LES AVANTAGES DÉCOULANT DE SON APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA FINANCIÈRE POWER

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2016.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2017 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation qui peuvent comprendre l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application des multiples de capitalisation aux paramètres financiers et opérationnels fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées peuvent tenir compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes comptables de la Société depuis le 31 décembre 2016.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La transition à IFRS 9 est gérée par un comité composé de membres de la haute direction. La communication d'information périodique sur la progression par rapport au plan est fournie à ce comité et aux autres parties prenantes touchées au sein de la Société. À ce jour, les efforts de la Société ont été axés sur la mise à jour des méthodes comptables afin de traiter les aspects clés de la norme, notamment le classement et l'évaluation des instruments financiers, l'examen de son incidence sur ses modèles de dépréciation et l'évaluation de l'utilisation de la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9.

L'application combinée des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et des tests relatifs aux modèles économiques au 1^{er} janvier 2018 pourrait donner lieu au reclassement de certains actifs qui sont actuellement détenus à des fins de transaction en vertu d'IAS 39 en actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou en actifs au coût amorti conformément à IFRS 9. La Société a continué de progresser en ce qui concerne la finalisation de son évaluation d'IFRS 9; toutefois, pour l'instant, il n'est pas possible de quantifier avec précision l'incidence financière potentielle qu'aurait sur la Société l'adoption d'IFRS 9.

La Société mettra à jour ses manuels de méthodes comptables et ses documents relatifs au contrôle interne, et mettra en œuvre des changements aux processus et aux systèmes de présentation de l'information financière et relative aux activités afin d'appuyer la mise en œuvre de la norme d'ici à sa date d'entrée en vigueur, soit le 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

L'IASB a publié IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les marchandises ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue. Cette norme entrera en vigueur pour les périodes de présentation de l'information ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle est en cours d'évaluation; toutefois, l'incidence qu'elle aura sur la comptabilisation des produits de la Société qui est en cours ne devrait pas être importante.

IFRS 16, Contrats de location

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et un passif correspondant

lié au contrat de location ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif lié au droit d'utilisation et d'intérêt sur le passif lié au contrat de location. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

AUTRES

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du deuxième trimestre de 2017, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En 2014 et en 2015, après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power. La Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 2,0 G\$, et à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées, la Société a émis des débetures à vue garanties à 4,50 % totalisant 2,0 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power. La Société possédait le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette; elle a exercé ce droit au cours du deuxième trimestre de 2017, ce qui a mis fin à cette entente.

Les actions privilégiées et les débetures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, ont fait l'objet d'une compensation dans les états financiers consolidés de la Société. Des économies d'impôt, s'élevant à environ 24 M\$ par année, tenaient à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts. La Société prévoit conclure d'autres ententes avec le groupe Power Corporation au cours du troisième trimestre, ce qui devrait permettre de dégager un profit annuel d'environ 14 M\$.

Aucun autre changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles présentées au 31 décembre 2016. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8 et 25 des états financiers annuels de la Société.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 juin 2017, il y avait 240 587 923 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 30 juin 2017, il y avait 9 138 733 options sur actions en cours; de ce nombre, 4 152 801 pouvaient être exercées. Au 31 juillet 2017, il y avait 240 587 923 actions ordinaires en circulation et 9 090 720 options sur actions en cours, dont 4 104 788 pouvaient être exercées.

Au 30 juin 2017, des actions privilégiées perpétuelles totalisant 150 M\$ étaient en circulation, soit le même montant qu'au 31 juillet 2017.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)</i>	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
Produits				
Honoraires de gestion	547 002 \$	497 386 \$	1 074 703 \$	981 222 \$
Honoraires d'administration	111 238	104 328	220 202	204 678
Honoraires de distribution	94 775	96 342	200 035	191 310
Produits tirés des placements nets et autres produits	25 465	22 409	45 222	38 286
Quote-part du résultat de la société affiliée	19 758	23 876	47 777	51 684
	798 238	744 341	1 587 939	1 467 180
Charges				
Commissions	284 448	267 128	573 755	528 643
Charges autres que les commissions	219 075	231 740	465 976	459 607
Charges d'intérêts	28 703	22 913	55 490	45 826
	532 226	521 781	1 095 221	1 034 076
Bénéfice avant impôt sur le résultat	266 012	222 560	492 718	433 104
Impôt sur le résultat	62 997	47 457	110 371	88 825
Bénéfice net	203 015	175 103	382 347	344 279
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 212	4 425	4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	200 803 \$	172 891 \$	377 922 \$	339 854 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires <i>(en milliers) (note 14)</i>				
– De base	240 587	241 071	240 565	242 100
– Dilué	240 840	241 221	240 831	242 197
Bénéfice par action <i>(en \$) (note 14)</i>				
– De base	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$
– Dilué	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	203 015 \$	175 103 \$	382 347 \$	344 279 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt				
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Avantages du personnel				
Gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s, <i>déduction faite de l'impôt</i> <i>de 7 888 \$, de 7 915 \$, de 10 827 \$ et de 16 113 \$</i>	(21 330)	(21 405)	(29 278)	(43 573)
Participation dans une société affiliée – avantages du personnel et autres				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de néant</i>	(791)	(6 645)	12 799	(2 481)
Éléments qui pourraient être reclassés subséquemment en résultat net				
Titres disponibles à la vente				
Profits (pertes) net(te)s latent(e)s, <i>déduction faite de l'impôt</i> <i>de (163) \$, de 432 \$, de (356) \$ et de 239 \$</i>	4 395	(2 498)	5 402	(1 978)
Reclassement des (profits) pertes réalisé(e)s en résultat net, <i>déduction faite de l'impôt de 20 \$, de 44 \$, de 27 \$ et de 54 \$</i>	(53)	(121)	(72)	(147)
	4 342	(2 619)	5 330	(2 125)
Participation dans une société affiliée et autres				
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), <i>déduction faite de l'impôt de 538 \$, de 435 \$, de (1 125) \$ et de (321) \$</i>	(3 271)	(34 610)	3 062	(25 199)
	(21 050)	(65 279)	(8 087)	(73 378)
Total du bénéfice global	181 965 \$	109 824 \$	374 260 \$	270 901 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

BILANS CONSOLIDÉS

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

30 JUIN 31 DÉCEMBRE
2017 2016

Actif

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 069 342 \$	611 032 \$
Titres (note 3)	282 061	225 184
Fonds de clients déposés	420 412	455 474
Débiteurs et autres montants à recevoir	395 484	287 071
Impôt sur le résultat à recouvrer	22 391	13 627
Prêts (note 4)	7 794 309	7 983 269
Instruments financiers dérivés	41 089	42 821
Autres actifs	254 644	240 509
Participation dans une société affiliée (note 6)	914 195	888 851
Immobilisations	159 277	161 337
Commissions de vente différées	758 272	726 608
Impôt sur le résultat différé	59 208	61 454
Immobilisations incorporelles	1 272 486	1 267 789
Goodwill	2 660 267	2 660 267
	16 103 437 \$	15 625 293 \$

Passif

Créditeurs et charges à payer	403 751 \$	431 049 \$
Impôt sur le résultat à payer	8 129	3 393
Instruments financiers dérivés	25 776	38 163
Dépôts et certificats	439 304	471 202
Autres passifs	460 814	447 943
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 5)	7 535 496	7 721 024
Impôt sur le résultat différé	457 659	440 759
Dettes à long terme	1 925 000	1 325 000
	11 255 929	10 878 533

Capitaux propres

Capital social		
Actions privilégiées perpétuelles	150 000	150 000
Actions ordinaires	1 599 282	1 597 208
Surplus d'apport	41 266	39 552
Bénéfices non distribués	3 147 489	3 042 442
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(90 529)	(82 442)
	4 847 508	4 746 760
	16 103 437 \$	15 625 293 \$

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 3 août 2017.

(Se reporter aux notes annexes.)

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

(non audité) (en milliers de dollars canadiens)	CAPITAL SOCIAL					TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
	ACTIONS PRIVILÉGIÉES PERPÉTUELLES (note 8)	ACTIONS ORDINAIRES (note 8)	SURPLUS D'APPORT	BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS	CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE) (note 11)	
2017						
Solde au début	150 000 \$	1 597 208 \$	39 552 \$	3 042 442 \$	(82 442) \$	4 746 760 \$
Bénéfice net	-	-	-	382 347	-	382 347
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(8 087)	(8 087)
Total du bénéfice global	-	-	-	382 347	(8 087)	374 260
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	-	2 074	-	-	-	2 074
Options sur actions						
Charge de la période	-	-	1 824	-	-	1 824
Exercées	-	-	(110)	-	-	(110)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	(4 425)	-	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(270 659)	-	(270 659)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 8)	-	-	-	(2 216)	-	(2 216)
Solde à la fin	150 000 \$	1 599 282 \$	41 266 \$	3 147 489 \$	(90 529) \$	4 847 508 \$
2016						
Solde au début	150 000 \$	1 623 948 \$	35 569 \$	2 949 182 \$	(31 994) \$	4 726 705 \$
Bénéfice net	-	-	-	344 279	-	344 279
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(73 378)	(73 378)
Total du bénéfice global	-	-	-	344 279	(73 378)	270 901
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	-	637	-	-	-	637
Rachetées aux fins d'annulation	-	(27 996)	-	-	-	(27 996)
Options sur actions						
Charge de la période	-	-	2 404	-	-	2 404
Exercées	-	-	(35)	-	-	(35)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	-	-	-	(4 425)	-	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(271 418)	-	(271 418)
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres (note 8)	-	-	-	(129 724)	-	(129 724)
Solde à la fin	150 000 \$	1 596 589 \$	37 938 \$	2 887 894 \$	(105 372) \$	4 567 049 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	492 718 \$	433 104 \$
Impôt sur le résultat payé	(89 964)	(125 558)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente différées	116 310	118 787
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles	26 522	21 257
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	(177 379)	(47 595)
	368 207	399 995
Commissions de vente différées versées	(147 974)	(125 433)
	220 233	274 562
Activités de financement		
Augmentation nette des dépôts et des certificats	490	152
(Diminution) augmentation nette des obligations à l'égard d'entités de titrisation	(193 662)	407 998
Émission de débentures	600 000	–
Émission d'actions ordinaires	1 964	1 418
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(151 096)
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles versés	(4 425)	(4 425)
Dividendes sur actions ordinaires versés	(270 619)	(273 829)
	133 748	(19 782)
Activités d'investissement		
Achat de titres	(103 070)	(124 699)
Produit de la vente de titres	36 689	23 355
Diminution (augmentation) nette des prêts	195 823	(415 510)
Ajout aux immobilisations, montant net	(9 385)	(28 781)
Trésorerie nette affectée aux ajouts aux immobilisations incorporelles et aux acquisitions	(15 728)	(34 516)
	104 329	(580 151)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	458 310	(325 371)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	611 032	983 005
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 069 342 \$	657 634 \$
Trésorerie	48 512 \$	38 521 \$
Équivalents de trésorerie	1 020 830	619 113
	1 069 342 \$	657 634 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	133 397 \$	125 581 \$
Intérêts versés	116 416 \$	107 094 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

NOTES ANNEXES

30 juin 2017 (non audité) (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en Bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

La Société financière IGM Inc. est une société de services financiers qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie sont les principales filiales en propriété exclusive de la Société.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société (les « états financiers intermédiaires ») ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, en vertu des méthodes comptables décrites à la note 2 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les états financiers intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel 2016 de la Société financière IGM Inc.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IASB a publié IFRS 9, qui remplace IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, la norme actuelle qui concerne la comptabilisation des instruments financiers. La mise en œuvre de cette norme a été réalisée en trois phases distinctes :

- Classement et évaluation : cette phase nécessite que les actifs financiers soient classés soit au coût amorti, soit à la juste valeur, selon le modèle économique que suit l'entité pour la gestion des actifs financiers, en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.
- Méthode de dépréciation : cette phase remplace le modèle actuel fondé sur les pertes subies par un modèle fondé sur les pertes attendues pour déterminer la dépréciation des actifs financiers.
- Comptabilité de couverture : cette phase remplace les exigences actuelles liées à la comptabilité de couverture fondées sur des règles décrites dans IAS 39 par des lignes directrices qui alignent plus étroitement la comptabilisation sur les activités de gestion des risques d'une entité.

La transition à IFRS 9 est gérée par un comité composé de membres de la haute direction. La communication d'information périodique sur la progression par rapport au plan est fournie à ce comité et aux autres parties prenantes touchées au sein de la Société. À ce jour, les efforts de la Société ont été axés sur la mise à jour des méthodes comptables afin de traiter les aspects clés de la norme, notamment le classement et l'évaluation des instruments financiers, l'examen de son incidence sur ses modèles de dépréciation et l'évaluation de l'utilisation de la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9.

L'application combinée des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et des tests relatifs aux modèles économiques au 1^{er} janvier 2018 pourrait donner lieu au reclassement de certains actifs qui sont actuellement détenus à des fins de transaction en vertu d'IAS 39 en actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou en actifs au coût amorti conformément à IFRS 9. La Société a continué de progresser en ce qui concerne la finalisation de son évaluation d'IFRS 9; toutefois, pour l'instant, il n'est pas possible de quantifier avec précision l'incidence financière potentielle qu'aurait sur la Société l'adoption d'IFRS 9.

La Société mettra à jour ses manuels de méthodes comptables et ses documents relatifs au contrôle interne, et mettra en œuvre des changements aux processus et aux systèmes de présentation de l'information financière et relative aux activités afin d'appuyer la mise en œuvre de la norme d'ici à sa date d'entrée en vigueur, soit le 1^{er} janvier 2018.

NOTE 2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

L'IASB a publié IFRS 15 qui présente un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits tirés de contrats conclus avec des clients. Le modèle exige qu'une entité comptabilise les produits à mesure que les marchandises ou les services sont transférés au client au montant correspondant à la contrepartie attendue. Cette norme entrera en vigueur pour les périodes de présentation de l'information ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et elle est en cours d'évaluation; toutefois, l'incidence qu'elle aura sur la comptabilisation des produits de la Société qui est en cours ne devrait pas être importante.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

L'IASB a publié IFRS 16 qui exige qu'un preneur comptabilise un actif lié au droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et un passif correspondant lié au contrat de location ayant trait à son obligation d'effectuer des paiements pour tous les contrats de location. Un preneur comptabilise la charge connexe à titre d'amortissement de l'actif lié au droit d'utilisation et d'intérêt sur le passif lié au contrat de location. Les contrats de location à court terme (moins de douze mois) et de faible valeur ne sont pas assujettis à ces exigences. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'incidence de cette norme est en cours d'évaluation.

NOTE 3 TITRES

	30 JUIN 2017		31 DÉCEMBRE 2016	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente :				
Investissements d'entreprise	186 119 \$	204 345 \$	141 641 \$	151 949 \$
Fonds d'investissement exclusifs	25 418	26 357	6 097	6 431
	211 537	230 702	147 738	158 380
À la juste valeur par le biais du résultat net :				
Titres de capitaux propres	15 031	13 905	15 523	17 695
Fonds d'investissement exclusifs	38 173	37 454	49 407	49 109
	53 204	51 359	64 930	66 804
	264 741 \$	282 061 \$	212 668 \$	225 184 \$

DISPONIBLES À LA VENTE

INVESTISSEMENTS D'ENTREPRISE

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Personal Capital Corporation (« Personal Capital »), dans Wealthsimple Financial Corporation (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures (« Portag3 »).

En mai 2017, la Société a fait un investissement additionnel de 42,6 M\$ dans Wealthsimple, un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. Cet investissement comprenait la conversion d'un prêt de 15,0 M\$ qui a été comptabilisé au poste Autres actifs au 31 mars 2017.

NOTE 4 PRÊTS

	ÉCHÉANCE CONTRACTUELLE			TOTAL 30 JUIN 2017	TOTAL 31 DÉCEMBRE 2016
	1 AN OU MOINS	1 AN À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS		
Prêts et créances					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 193 609 \$	6 134 303 \$	6 980 \$	7 334 892 \$	7 644 525 \$
Moins : Provision collective				679	722
				7 334 213	7 643 803
Détenus à des fins de transaction				460 096	339 466
				7 794 309 \$	7 983 269 \$

La provision collective pour pertes sur créances a varié comme suit :

Solde au début	722 \$	705 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements	(316)	(502)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	273	519
Solde à la fin	679 \$	722 \$

Au 30 juin 2017, les prêts douteux totalisaient 2 470 \$ (31 décembre 2016 – 2 607 \$).

Les produits d'intérêts sur les prêts classés comme prêts et créances ont totalisé 99,3 M\$ (2016 – 95,0 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 66,7 M\$ (2016 – 63,1 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 6,6 M\$ (2016 – 8,3 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé 1,0 M\$ (2016 – un montant négatif de 4,3 M\$). Ces montants ont été inscrits au poste Produits tirés des placements nets et autres produits. Les produits tirés des placements nets et autres produits comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les produits d'intérêts tirés des prêts hypothécaires détenus à des fins de transaction, les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

NOTE 5 TITRISATIONS

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, est constatée dans les dérivés et avait une juste valeur négative de 11,0 M\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – juste valeur négative de 23,1 M\$).

NOTE 5 TITRISATIONS (suite)

Conformément aux TH LNH et au Programme OHC, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiduciaires de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance. Le risque de crédit est encore plus limité lorsque ces prêts hypothécaires sont assurés.

	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES TITRISÉS	OBLIGATIONS À L'ÉGARD D'ENTITÉS DE TITRISATION	MONTANT NET
30 JUIN 2017			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	4 623 792 \$	4 760 310 \$	(136 518) \$
PCAA commandité par des banques	2 680 695	2 775 186	(94 491)
Total	7 304 487 \$	7 535 496 \$	(231 009) \$
Juste valeur	7 437 309 \$	7 588 437 \$	(151 128) \$
31 DÉCEMBRE 2016			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	4 942 474 \$	4 987 298 \$	(44 824) \$
PCAA commandité par des banques	2 672 817	2 733 726	(60 909)
Total	7 615 291 \$	7 721 024 \$	(105 733) \$
Juste valeur	7 838 295 \$	7 873 118 \$	(34 823) \$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 6 PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

	30 JUIN 2017	30 JUIN 2016
Solde au début	888 851 \$	904 257 \$
Quote-part du bénéfice	52 875	51 684
Quote-part de la provision de la société affiliée	(5 098)	–
Dividendes reçus	(29 167)	(27 498)
Quote-part des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	6 734	(30 528)
Solde à la fin	914 195 \$	897 915 \$
Quote-part des capitaux propres à la fin	790 729 \$	770 584 \$
Juste valeur à la fin	1 396 372 \$	1 352 661 \$

La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est constatée dans les comptes consolidés de résultat. Au 30 juin 2017, la Société détenait 39 737 388 actions de Lifeco (31 décembre 2016 – 39 737 388), ce qui représentait une participation de 4,0 % (31 décembre 2016 – 4,0 %).

Au deuxième trimestre de 2017, Lifeco a mis en place une provision au titre de la restructuration. La quote-part après impôt revenant à la Société s'élevait à 5,1 M\$ et est comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat.

NOTE 7 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société peut, à son gré, de temps à autre, augmenter certaines prestations versées aux participants retraités du régime. En vertu de sa politique précédente, la Société a accordé des augmentations presque chaque année et l'obligation comportait une estimation des augmentations futures. La Société a mis en œuvre une nouvelle politique qui limite la possibilité d'augmentations futures des prestations. Par suite de ce changement, la Société a réévalué son obligation au titre des régimes de retraite et a comptabilisé une réduction de 50,4 M\$ à l'égard de son obligation en tant que diminution des charges autres que les commissions.

NOTE 8 CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

En nombre illimité :

- Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série
- Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série
- Actions de catégorie 1, sans droit de vote
- Actions ordinaires, sans valeur nominale

ÉMIS ET EN CIRCULATION

	30 JUIN 2017		30 JUIN 2016	
	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE	ACTIONS	VALEUR ATTRIBUÉE
Actions privilégiées perpétuelles classées dans les capitaux propres :				
Actions privilégiées de premier rang, série B	6 000 000	150 000 \$	6 000 000	150 000 \$
Actions ordinaires :				
Solde au début	240 515 968	1 597 208 \$	244 788 138	1 623 948 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions	71 955	2 074	22 600	637
Rachetées aux fins d'annulation	-	-	(4 219 600)	(27 996)
Solde à la fin	240 587 923	1 599 282 \$	240 591 138	1 596 589 \$

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Au cours du deuxième trimestre de 2017, aucune action n'a été rachetée (2016 – 1 227 700 actions rachetées au coût de 46,8 M\$). Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, aucune action n'a été rachetée (2016 – 4 219 600 actions ont été rachetées au coût de 151,1 M\$). Toutes les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

Le 20 mars 2017, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur jusqu'au 19 mars 2018. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 12,0 millions de ses actions ordinaires en circulation au 28 février 2017, soit 5 % de celles-ci. Le 20 mars 2016, la Société a entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en vigueur jusqu'au 19 mars 2017. En vertu de cette offre, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 12,1 millions de ses actions ordinaires en circulation au 10 mars 2016, soit 5 % de celles-ci.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société doivent être rachetées dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

NOTE 9 GESTION DU CAPITAL

Les politiques, procédures et activités de gestion du capital de la Société sont présentées à la section « Sources de financement » du rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017 et à la note 17 des états financiers consolidés dans le rapport annuel de la Société financière IGM Inc. de 2016, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

NOTE 10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

	30 JUIN 2017	31 DÉCEMBRE 2016
Options sur actions ordinaires		
– En circulation	9 138 733	8 484 030
– Pouvant être exercées	4 152 801	3 858 518

Au deuxième trimestre de 2017, la Société a attribué 22 475 options à des salariés (2016 – néant). Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la Société a attribué 1 418 930 options à des salariés (2016 – 1 575 595). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2017 a été estimée à 2,52 \$ l'option (2016 – 1,61 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 41,67 \$. Les hypothèses utilisées par ces modèles d'évaluation comprennent ce qui suit :

	SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016
Prix d'exercice	41,70 \$	34,94 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,53 %	0,96 %
Durée de vie attendue des options	6 ans	6 ans
Volatilité attendue	17,00 %	18,00 %
Taux de rendement attendu des dividendes	5,40 %	6,44 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur six années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution.

NOTE 11 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DE BÉNÉFICE GLOBAL (DE PERTE GLOBALE)

	AVANTAGES DU PERSONNEL	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE ET AUTRES	TOTAL
30 JUIN 2017				
Solde au début	(110 913) \$	8 617 \$	19 854 \$	(82 442) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(29 278)	5 330	15 861	(8 087)
Solde à la fin	(140 191) \$	13 947 \$	35 715 \$	(90 529) \$
30 JUIN 2016				
Solde au début	(111 874) \$	2 658 \$	77 222 \$	(31 994) \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(43 573)	(2 125)	(27 680)	(73 378)
Solde à la fin	(155 447) \$	533 \$	49 542 \$	(105 372) \$

Les montants sont constatés déduction faite de l'impôt.

NOTE 12 GESTION DES RISQUES

Les politiques et les procédures de gestion des risques de la Société sont présentées à la section intitulée « Instruments financiers » du rapport de gestion de la Société compris dans le rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2017 et à la note 20 des états financiers consolidés dans le rapport annuel de la Société financière IGM Inc. de 2016, et n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2016.

NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données observables autres que les cours du marché au niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données de marché observables.

Niveau 3 – Données non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données de marché observables (niveau 2) ou des données de marché non observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales

NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

de concurrence sur le marché, toute donnée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les titres, ainsi que les autres actifs financiers et les autres passifs financiers, sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les titres de participation négociés en Bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie de la juste valeur. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR			TOTAL
		NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	
30 JUIN 2017					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Titres					
– Disponibles à la vente	230 702 \$	26 357 \$	– \$	204 345 \$	230 702 \$
– Détenus à des fins de transaction	51 359	49 589	506	1 264	51 359
Prêts					
– Détenus à des fins de transaction	460 096	–	460 096	–	460 096
Instruments financiers dérivés	41 089	–	35 412	5 677	41 089
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Prêts et créances	7 334 213	–	30 645	7 437 309	7 467 954
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés					
	25 776	–	9 090	16 686	25 776
Autres passifs financiers					
	7 707	7 682	25	–	7 707
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats					
	439 304	–	440 310	–	440 310
Obligations à l'égard d'entités de titrisation					
	7 535 496	–	–	7 588 437	7 588 437
Dettes à long terme					
	1 925 000	–	2 258 794	–	2 258 794
31 DÉCEMBRE 2016					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Titres					
– Disponibles à la vente	158 380 \$	6 431 \$	– \$	151 949 \$	158 380 \$
– Détenus à des fins de transaction	66 804	63 049	2 317	1 438	66 804
Prêts					
– Détenus à des fins de transaction	339 466	–	339 466	–	339 466
Instruments financiers dérivés	42 821	–	39 976	2 845	42 821
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Prêts et créances	7 643 803	–	29 452	7 838 295	7 867 747
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés					
	38 163	–	12 263	25 900	38 163
Autres passifs financiers					
	9 781	9 770	11	–	9 781
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats					
	471 202	–	472 219	–	472 219
Obligations à l'égard d'entités de titrisation					
	7 721 024	–	–	7 873 118	7 873 118
Dettes à long terme					
	1 325 000	–	1 610 942	–	1 610 942

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2017 ni en 2016.

NOTE 13 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente.

	SOLDE AU 1 ^{ER} JANVIER	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LE BÉNÉFICE NET ¹	PROFITS/(PERTES) COMPRIS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL ²	ACHATS ET ÉMISSIONS	RÈGLEMENTS	SOLDE AU 30 JUIN
30 JUIN 2017						
Actif						
Titres						
– Disponibles à la vente	151 949 \$	– \$	7 918 \$	44 478 \$	– \$	204 345 \$
– Détenus à des fins de transaction	1 438	(174)	–	–	–	1 264
Passif						
Instruments financiers dérivés, montant net	23 055	3 718	–	259	8 587	11 009
30 JUIN 2016						
Actif						
Titres						
– Disponibles à la vente	9 273 \$	– \$	(2 669) \$	67 260 \$	– \$	73 864 \$
– Détenus à des fins de transaction	1 288	33	100	–	–	1 421
Passif						
Instruments financiers dérivés, montant net	47 414	(10 746)	–	2 579	8 947	51 792

1. Inclus dans les produits tirés des placements nets dans les comptes consolidés de résultat.

2. Inclus sous la rubrique Titres disponibles à la vente au poste Profits (pertes) ne(te)s latent(e)s dans les états consolidés du résultat global.

Il n'y a eu ni transfert vers le niveau 3, ni depuis le niveau 3 en 2017 ni en 2016.

NOTE 14 BÉNÉFICE PAR ACTION ORDINAIRE

	TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN		SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice				
Bénéfice net	203 015 \$	175 103 \$	382 347 \$	344 279 \$
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2 212	2 212	4 425	4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	200 803 \$	172 891 \$	377 922 \$	339 854 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	240 587	241 071	240 565	242 100
Ajouter : Exercice potentiel des options sur action en cours ¹	253	150	266	97
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	240 840	241 221	240 831	242 197
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)				
De base	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$
Dilué	0,83 \$	0,72 \$	1,57 \$	1,40 \$

1. Exclut 1 029 milliers d'actions pour le trimestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 1 655 milliers) liées aux options sur actions en cours qui avaient un effet antidilutif. Exclut 980 milliers d'actions pour le semestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 1 913 milliers) liées aux options sur actions en cours qui avaient un effet antidilutif.

NOTE 15 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En 2014 et en 2015, après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a conclu des transactions de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power. La Société a acquis des actions privilégiées à 4,51 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 2,00 G\$, et à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées, la Société a émis des débentures à vue garanties à 4,50 % totalisant 2,00 G\$ à l'intention de la Corporation Financière Power. La Société possédait le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette; elle a exercé ce droit au cours du deuxième trimestre de 2017, ce qui a donné lieu à la résiliation de cette entente.

Les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, ont fait l'objet d'une compensation dans les états financiers consolidés de la Société. Des économies d'impôt tenaient à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Groupe Investors
- Mackenzie
- Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière. La direction mesure et évalue le rendement de ces secteurs en fonction du bénéfice avant intérêts et impôt.

Le Groupe Investors tire des honoraires de l'exercice de ses principales activités, qui sont liées essentiellement à la distribution, à la gestion et à l'administration de ses fonds d'investissement. Il tire également des honoraires de la prestation de services de courtage et de la distribution de produits bancaires et d'assurance. De plus, les revenus gagnés à titre d'intermédiaire par le Groupe Investors découlent principalement des services bancaires hypothécaires et d'administration liés aux prêts et des actifs financés par des dépôts et des certificats.

Mackenzie tire des honoraires des services qu'elle offre à titre de gestionnaire de ses fonds d'investissement et à titre de conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Les Activités internes et autres englobent Investment Planning Counsel, la quote-part du résultat lié au placement de la Société dans Lifeco, les produits tirés des placements nets liés aux placements non attribués, les autres produits ainsi que les écritures d'élimination à la consolidation.

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2017

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	354 583 \$	177 259 \$	15 160 \$	547 002 \$
Honoraires d'administration	81 359	24 923	4 956	111 238
Honoraires de distribution	46 485	1 849	46 441	94 775
Produits tirés des placements nets et autres produits	22 080	(1 854)	30 095	50 321
	504 507	202 177	96 652	803 336
Charges				
Commissions	162 918	75 509	46 021	284 448
Charges autres que les commissions	147 674	83 204	15 638	246 516
	310 592	158 713	61 659	530 964
Bénéfice avant les éléments suivants	193 915 \$	43 464 \$	34 993 \$	272 372
Charges d'intérêts				(28 703)
Charges liées au régime de retraite				50 381
Charges de restructuration et autres charges				(22 940)
Quote-part de la provision de la société affiliée				(5 098)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				266 012
Impôt sur le résultat				62 997
Bénéfice net				203 015
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				200 803 \$

2016

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	318 287 \$	163 544 \$	15 555 \$	497 386 \$
Honoraires d'administration	76 527	22 846	4 955	104 328
Honoraires de distribution	51 424	2 385	42 533	96 342
Produits tirés des placements nets et autres produits	18 576	1 225	26 484	46 285
	464 814	190 000	89 527	744 341
Charges				
Commissions	152 160	72 234	42 734	267 128
Charges autres que les commissions	138 522	77 561	15 657	231 740
	290 682	149 795	58 391	498 868
Bénéfice avant les éléments suivants	174 132 \$	40 205 \$	31 136 \$	245 473
Charges d'intérêts				(22 913)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				222 560
Impôt sur le résultat				47 457
Bénéfice net				175 103
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				2 212
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				172 891 \$

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2017

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GRUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	695 654 \$	349 020 \$	30 029 \$	1 074 703 \$
Honoraires d'administration	161 227	49 323	9 652	220 202
Honoraires de distribution	103 593	4 188	92 254	200 035
Produits tirés des placements nets et autres produits	40 106	(1 774)	59 765	98 097
	1 000 580	400 757	191 700	1 593 037
Charges				
Commissions	332 474	150 094	91 187	573 755
Charges autres que les commissions	295 433	165 730	32 254	493 417
	627 907	315 824	123 441	1 067 172
Bénéfice avant les éléments suivants	372 673 \$	84 933 \$	68 259 \$	525 865
Charges d'intérêts				(55 490)
Charges liées au régime de retraite				50 381
Charges de restructuration et autres charges				(22 940)
Quote-part de la provision de la société affiliée				(5 098)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				492 718
Impôt sur le résultat				110 371
Bénéfice net				382 347
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				377 922 \$
Actifs identifiables	9 480 659 \$	1 307 899 \$	2 654 612 \$	13 443 170 \$
Goodwill	1 347 781	1 168 580	143 906	2 660 267
Total de l'actif	10 828 440 \$	2 476 479 \$	2 798 518 \$	16 103 437 \$

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE (suite)

2016

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN	GROUPE INVESTORS	MACKENZIE	ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES	TOTAL
Produits				
Honoraires de gestion	626 505 \$	324 035 \$	30 682 \$	981 222 \$
Honoraires d'administration	150 145	45 230	9 303	204 678
Honoraires de distribution	101 302	4 948	85 060	191 310
Produits tirés des placements nets et autres produits	32 353	1 543	56 074	89 970
	910 305	375 756	181 119	1 467 180
Charges				
Commissions	299 548	143 909	85 186	528 643
Charges autres que les commissions	273 551	155 188	30 868	459 607
	573 099	299 097	116 054	988 250
Bénéfice avant les éléments suivants	337 206 \$	76 659 \$	65 065 \$	478 930
Charges d'intérêts				(45 826)
Bénéfice avant impôt sur le résultat				433 104
Impôt sur le résultat				88 825
Bénéfice net				344 279
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles				4 425
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				339 854 \$
Actifs identifiables	9 304 788 \$	1 323 647 \$	1 824 362 \$	12 452 797 \$
Goodwill	1 347 781	1 168 580	143 906	2 660 267
Total de l'actif	10 652 569 \$	2 492 227 \$	1 968 268 \$	15 113 064 \$

PARGESA HOLDING SA

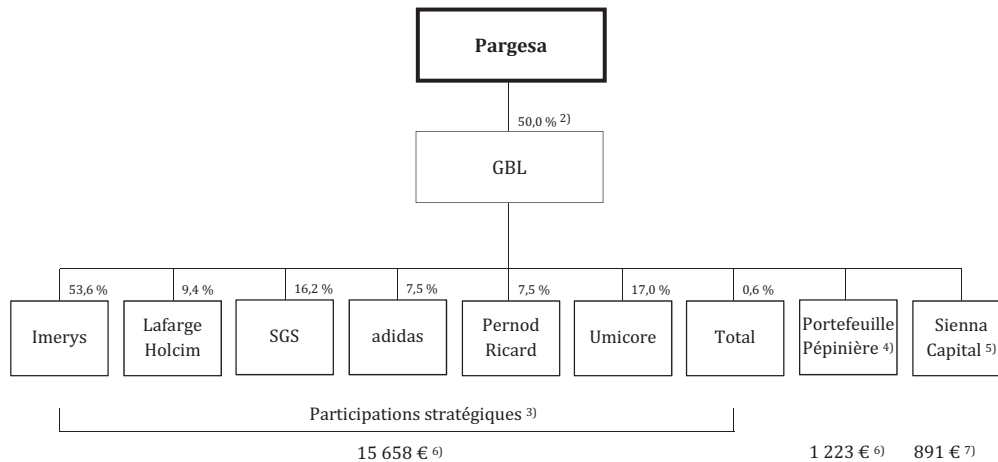
PARTIE D

Le document ci-joint donne de l'information concernant les résultats financiers publiés de Pargesa Holding SA.

PARGESA HOLDING SA

La Corporation Financière Power et le groupe Frère, de Charleroi, en Belgique, détiennent chacun une participation de 50,0 % dans Parjointco N.V., une société néerlandaise qui, au 30 juin 2017, détenait quant à elle une participation de 55,5 % dans Pargesa Holding SA (Pargesa), la société mère du groupe Pargesa, représentant 75,4 % des droits de vote dans cette société. Le siège social de Pargesa est situé à Genève, en Suisse, et ses actions sont cotées à la bourse suisse (SIX : PARG). Le groupe Pargesa détient des participations dans un nombre limité de grandes entreprises européennes.

Au 30 juin 2017, la structure du Groupe, dont le portefeuille était constitué principalement de 7 grandes participations stratégiques, se présentait de la façon suivante¹⁾ :



1) Les taux de détention sont exprimés en % du capital.

2) 51,8 % en droits de vote compte tenu des droits de vote suspendus de l'autocontrôle de GBL.

3) Des investissements, généralement de taille supérieure à 1 milliard d'euros, dans des sociétés dans lesquelles le Groupe peut exercer une influence certaine sur le long terme. Ils représentent l'essentiel du portefeuille du Groupe.

4) Regroupe une sélection réduite de participations de taille comprise entre 250 M€ et 1 G€, dans des sociétés pouvant être cotées en bourse ou non, ayant le potentiel de devenir stratégiques dans la durée. Ce portefeuille comprend notamment au 30 juin 2017 les participations dans Ontex, Burberry et Parques Reunidos.

5) Regroupe des participations significatives dans des fonds de private equity, de dettes ou à thématiques spécifiques.

6) Valeur boursière en millions d'euros des participations détenues par GBL au 30 juin 2017.

7) Valeur estimative en millions d'euros au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2017, Pargesa détenait une participation dans Groupe Bruxelles Lambert (GBL), une société de portefeuille dont le siège social est à Bruxelles, en Belgique, et qui est coté à la bourse Euronext (EBR : GBLB). À la même date, GBL détenait une participation dans les sociétés suivantes : Imerys (spécialités minérales pour industries); LafargeHolcim (ciment, granulats et béton); adidas (conception et distribution de vêtements de sport); SGS (contrôle, vérification et certification); Pernod Ricard (vins et spiritueux); Umicore (technologie des matériaux et recyclage) et Total (pétrole, gaz et chimie). SGS est cotée à la bourse suisse; LafargeHolcim est cotée à la bourse suisse et à la bourse de Paris; adidas est cotée à la bourse Xetra; Umicore est cotée à la bourse Euronext, alors que toutes les autres sociétés sont cotées à la bourse de Paris.

FAITS SAILLANTS

- ▶ GBL a cédé depuis le début de l'exercice 2017 la quasi-totalité de sa participation dans Engie (soit 0,5 % du capital) pour un montant net de 145 M€ générant un résultat comptable de 1 M€. La position résiduelle de GBL dans Engie, qui n'est plus classée comme participation stratégique depuis fin 2016, est désormais inférieure à 0,1 % du capital.

Comme déjà annoncé, le solde (soit 306 M€) de l'emprunt échangeable en actions Engie émis par GBL en 2013, a été remboursé en numéraire le 7 février 2017, à l'échéance des obligations.

- ▶ En mai 2017, GBL a procédé à l'émission d'une obligation de 500 M€ à 7 ans assortie d'un coupon de 1,375 %. Le produit de cette émission a vocation à couvrir les besoins généraux de GBL. Cette transaction permet à GBL d'allonger la maturité moyenne de sa dette et de poursuivre la diversification de ses sources de financement.
- ▶ Imerys a annoncé le 18 juillet 2017 la clôture de l'acquisition de Kerneos, leader mondial des liants de haute performance à base d'aluminates de calcium. A travers cette opération, Imerys renforce son offre de spécialités dans des marchés porteurs et améliore son profil de croissance et de rentabilité pour créer de la valeur. Cette acquisition est entièrement financée sur les ressources disponibles d'Imerys.
- ▶ Au niveau du portefeuille « pépinière » :
 - Comme déjà rapporté, Burberry a annoncé en février 2017 que GBL avait franchi le seuil de 3 % des droits de vote de la société. Au 30 juin 2017, GBL détenait 3,95 % du capital de cette société, représentant une valeur de marché de 327 M€. Burberry a annoncé, le 24 juillet 2017, le franchissement par GBL du seuil de 4 % des droits de vote de la société;
 - En mars 2017, GBL a participé à l'augmentation de capital d'Ontex, visant à refinancer la société suite à l'acquisition de l'activité « consommables hygiéniques » de Hypermarcas. A l'issue de cette opération, le pourcentage de détention de GBL est resté inchangé à 19,98 %. Par ailleurs, lors de l'assemblée générale d'Ontex du 24 mai 2017, un représentant de GBL a été nommé au conseil d'administration de la société;
 - GBL a annoncé le 12 avril 2017 l'acquisition d'une position de 15,0 % dans le capital de Parques Reunidos Servicios Centrales, S.A. (« Parques »). Parques, société cotée à la bourse de Madrid, est un opérateur de référence de parcs de loisirs en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, et a réalisé un chiffre d'affaires de 584 M€ au cours de son exercice clôturé le 30 septembre 2016. Le 25 avril 2017, Parques a coopté un représentant de GBL au sein de son conseil d'administration. Au 30 juin 2017, la valeur boursière de la participation dans Parques s'élevait à 201 M€.

► Au niveau de Sienna Capital (« pilier financier » de GBL) :

- Comme déjà annoncé, Ergon Capital Partners III (ECP III) a cédé en mars 2017 sa participation majoritaire dans Golden Goose (designer italien de chaussures, vêtements et accessoires contemporains). Cette transaction a généré une plus-value consolidée de 112 M€ chez GBL, soit 62,3 M FS en quote-part Pargesa;

Le 25 juillet 2017, ECP III a cédé sa participation dans ELITech, un fabricant et distributeur d'équipements et de réactifs de diagnostics *in vitro*. Cette transaction générera chez GBL une plus-value estimée à 102 M€ (soit approximativement 57 M FS au niveau de Pargesa, sur la base du taux de change moyen du premier semestre 2017), qui sera comptabilisée au troisième trimestre 2017;

- Egalement déjà annoncée, la prise de participation majoritaire en février 2017 par Sagard 3 dans la société Ipackchem, l'un des leaders mondiaux de la fabrication de packaging « barrière », dont les produits sont essentiellement destinés au transport et au stockage d'arômes, de parfums et de produits agro-chimiques pour lesquels les contraintes de perméabilité, de contamination et d'évaporation sont critiques;
- Il est également rappelé que fin 2016, Kartesia a lancé un nouveau fonds d'investissements dans lequel Sienna Capital a pris un engagement de 150 M€. Au 30 juin 2017, le fonds avait reçu des engagements à hauteur de 624 M€ avec un objectif final de 750 M€ d'ici fin 2017;
- Au cours du deuxième trimestre 2017, Mérieux Participations II (MP II) a procédé à la prise d'une participation minoritaire dans Xeris Pharmaceuticals Inc., une société biopharmaceutique développant des thérapies injectables pour le traitement de diverses pathologies dont le diabète. MP II a également pris une participation minoritaire dans Ivantis Inc., une société consacrée au développement de solutions nouvelles et novatrices pour le traitement du glaucome.

Au 30 juin 2017, les engagements de GBL dans le cadre du pilier financier s'élevaient à 565 M€ (601 M€ au 31 décembre 2016).

PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE DES RÉSULTATS DE PARGESA

En complément de ses comptes établis selon les normes IFRS, Pargesa poursuit la publication d'une présentation économique de ses résultats, afin de fournir une information continue dans le long terme sur la contribution de chacune de ses grandes participations à ses résultats. Les IFRS imposant en effet des traitements comptables hétérogènes selon le taux de détention du Groupe dans chacune de ses participations (intégration globale d'Imerys et classification en actifs financiers des autres principales participations du Groupe), cette vision continue serait interrompue en l'absence de cette information complémentaire.

La présentation économique montre, en quote-part de Pargesa, la contribution courante des principales participations au résultat consolidé de Pargesa ainsi que les résultats provenant des activités courantes déployées par les sociétés holding (Pargesa et GBL) qui font notamment apparaître de façon distincte le résultat net relatif aux activités de private equity et autres fonds d'investissement (regroupées, chez GBL, au sein de Sienna Capital), ainsi que l'impact des produits (ou charges) financiers nets des sociétés holding. Cette analyse distingue par ailleurs les éléments courants et non courants du résultat, le résultat non courant étant composé des résultats nets liés aux cessions et aux éventuelles charges de restructuration et pertes et reprises de valeur (à l'exception des résultats de cessions ou dépréciations enregistrés par les fonds de private equity et autres fonds d'investissement, qui figurent dans la rubrique « Contribution de l'activité private equity et autres fonds »).

Selon cette approche, le résultat économique pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'analyse comme suit :

[en millions de francs suisses] [non audité]	PREMIER SEMESTRE 2017	PREMIER SEMESTRE 2016
Contribution courante des principales participations		
Consolidée :		
Imerys quote-part du résultat courant	57,2	57,1
Non consolidées :		
LafargeHolcim dividende net	59,7	44,3
SGS dividende net	45,9	41,5
adidas dividende net	14,9	10,7
Pernod Ricard dividende net	10,4	10,2
Total dividende net	10,0	12,9
Umicore dividende net	7,4	7,6
Engie dividende net	0,1	13,2
Contribution courante des principales participations	205,6	197,5
<i>soit par action [FS]</i>	<i>2,43</i>	<i>2,33</i>
Contribution de l'activité private equity et autres fonds	60,1	25,0
Produits financiers nets	(8,4)	16,4
Autres résultats courants des activités holding ⁽¹⁾	7,9	2,9
Frais généraux et impôts	(15,9)	(13,5)
Résultat courant économique	249,3	228,3
<i>soit par action [FS]</i>	<i>2,94</i>	<i>2,70</i>
Résultat non courant des participations consolidées	(5,3)	(8,0)
Résultat non courant des activités holding	8,5	(581,5)
Résultat net	252,5	(361,2)
<i>soit par action [FS]</i>	<i>2,98</i>	<i>(4,27)</i>
Nombre moyen d'actions en circulation [en milliers]	84 659	84 659
Taux de change moyen €/FS	1,077	1,096

⁽¹⁾ Ce poste représente la quote-part de Pargesa dans les dividendes du portefeuille « Pépinière » de GBL. L'investissement dans Umicore, inclus dans le portefeuille « pépinière » de GBL au 30 juin 2016, est considéré depuis le troisième trimestre 2016 comme une participation stratégique. Le poste « Autres résultats courants des activités holding » du premier semestre 2016 a donc été retraité en conséquence (à hauteur de -7,6 M FS).

La source des résultats provient pour l'essentiel de GBL, dont les résultats sont exprimés en euros. Le taux de change moyen €/FS est de 1,077 au premier semestre 2017, contre 1,096 au premier semestre 2016, soit une variation de -1,8 %.

PARTICIPATION CONSOLIDÉE

Imerys

La quote-part de Pargesa dans le résultat courant net d'Imerys, exprimée en francs suisses, s'élève à 57,2 M FS contre 57,1 M FS au premier semestre 2016. La quasi-stabilité de la contribution d'Imerys résulte principalement de la hausse du résultat courant net d'Imerys compensée par la baisse du taux de change moyen €/FS en 2017 comparé au premier semestre 2016.

Le résultat courant net d'Imerys s'est établi à 189,7 M€ au premier semestre 2017, en progression de 3,2 % par rapport à la période correspondante en 2016 (183,9 M€). Le résultat net d'Imerys ressort à 172,2 M€ au premier semestre 2017 après prise en compte d'éléments non courants pour -17,5 M€ net d'impôts¹, comparé à un résultat net de 158,1 M€ au premier semestre 2016 (après prise en compte d'éléments non récurrents de -25,8 M€ net d'impôts).

PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

Les contributions de LafargeHolcim, SGS, adidas, Pernod Ricard, Total, Umicore (classé en participation stratégique depuis le troisième trimestre 2016) et Engie représentent les quotes-parts de Pargesa des dividendes nets comptabilisés par GBL.

LafargeHolcim

La contribution de LafargeHolcim, correspondant à la quote-part de Pargesa du dividende reçu par GBL au premier semestre 2017, s'établit à 59,7 M FS, contre 44,3 M FS durant la même période en 2016. La variation de la contribution reflète l'augmentation du dividende annuel versé soit 2,00 FS par action contre 1,50 FS en 2016, en progression de 33 %.

SGS

Au premier semestre 2017, la contribution de SGS s'est élevée à 45,9 M FS en quote-part Pargesa, contre 41,5 M FS au premier semestre 2016. La variation de la contribution d'une année sur l'autre résulte d'une part de l'augmentation du dividende unitaire versé par SGS (70 FS contre 68 FS en 2016), d'autre part de l'augmentation du taux de participation de GBL.

adidas

La contribution d'adidas au premier semestre 2017 s'élève à 14,9 M FS en quote-part Pargesa, contre 10,7 M FS au premier semestre 2016. Cette augmentation résulte principalement de la hausse du dividende annuel versé par adidas (2,00 € par action contre 1,60 € en 2016, soit 25 %), ainsi que de l'augmentation du taux de participation de GBL.

Pernod Ricard

Pernod Ricard a déclaré au premier semestre 2017 un acompte sur dividende de 0,94 € par action, contre 0,90 € au premier semestre 2016. La contribution de cette participation sur les six premiers mois de l'exercice s'élève à 10,4 M FS, contre 10,2 M FS en 2016.

¹ Dans la présentation économique des résultats, la quote-part de Pargesa dans les éléments non courants d'Imerys figure dans la section « Résultat non courant des participations consolidées ».

Total

La contribution de Total au premier semestre 2017 s'établit à 10,0 M FS contre 12,9 M FS au premier semestre 2016². Le solde du dividende au titre de l'exercice 2016 et le premier acompte au titre de l'exercice 2017 se sont élevés à 0,62 € par action chacun, en hausse de 1,6 % par rapport aux montants correspondants en 2016 (0,61 €). La baisse de la contribution de cette participation est principalement la conséquence des ventes d'actions Total réalisées par GBL³.

Umicore

La contribution d'Umicore au premier semestre 2017 s'élève à 7,4 M FS en quote-part Pargesa, contre 7,6 M FS au premier semestre 2016 et représente le versement du solde du dividende de l'exercice 2016 soit 0,70 € par action, niveau identique à celui de l'année précédente. La légère variation négative de la contribution d'Umicore résulte de la baisse du taux de change moyen au premier semestre 2017 comparé à la période correspondante de 2016.

Engie

La forte diminution de la contribution de Engie (0,1 M FS contre 13,2 M FS en 2016) traduit l'impact des ventes par GBL d'actions de cette société au quatrième trimestre 2016 ainsi qu'au premier trimestre 2017.

CONTRIBUTION DE L'ACTIVITÉ PRIVATE EQUITY ET AUTRES FONDS

La contribution de l'activité private equity et autres fonds regroupe les contributions des fonds détenus pour l'essentiel par GBL au sein de sa filiale Sienna Capital, ainsi que les frais généraux et de gestion. La contribution nette de cette activité au premier semestre 2017 s'est élevée à 60,1 M FS, incluant notamment la quote-part de Pargesa dans la plus-value réalisée par ECP III à l'occasion de la vente de sa participation dans Golden Goose au premier trimestre (112 M€ au niveau de GBL, soit 62,3 M FS en quote-part Pargesa), ainsi que les contributions de Kartesia (6,2 M FS) et Mériex Participations II (2,3 M FS). La contribution de cette activité au premier semestre 2016 s'était élevée à 25,0 M FS, et comprenait notamment la quote-part de Pargesa, soit 29,2 M FS, dans le résultat réalisé par ECP III à l'occasion de la vente de sa participation dans les activités du groupe De Boeck, ainsi que la contribution de Kartesia (3,9 M FS).

PRODUITS FINANCIERS NETS

Le poste produits financiers nets, qui comprend les produits et charges d'intérêts ainsi que les autres produits et charges financiers, s'élève à -8,4 M FS au premier semestre 2017 contre 16,4 M FS au premier semestre 2016. Ce poste inclut en particulier:

- ▶ l'impact de la mise à la valeur de marché, à chaque fin de période, des instruments dérivés attachés aux obligations échangeables et convertibles émises par GBL et encore en circulation. Cet impact, qui ne concerne plus au premier semestre 2017 que les obligations convertibles GBL, s'est élevé à -2,8 M FS en quote-part Pargesa, reflétant notamment l'évolution du cours des actions sous-jacentes depuis le début de l'année. Au premier semestre 2016, cet impact s'était élevé à 41,1 M FS dont 28,2 M FS relatif aux obligations échangeables Engie;
- ▶ l'impact de l'extourne des dérivés contenus dans le solde des obligations échangeables Engie remboursées par GBL à leur échéance en février 2017, pour un montant net de -4,3 M FS. Au premier semestre 2016, l'impact de l'extourne des dérivés contenus dans les obligations échangeables rachetées par GBL durant la période s'était élevé à -9,6 M FS;

² Il est précisé que, s'agissant des actions Total qui avaient fait l'objet de contrats de vente à terme initiés au deuxième trimestre 2016, GBL avait continué à percevoir les acomptes sur dividende détachés avant l'échéance des contrats fin 2016. Sur les six premiers mois de l'exercice 2016, les montants correspondants représentaient globalement 6,4 M FS.

³ Il est rappelé que la contribution de Total au premier trimestre 2016 avait été négative, comme déjà expliqué dans de précédents communiqués de presse.

- ▶ la quote-part de Pargesa dans les résultats (latents ou réalisés) enregistrés par GBL sur activités de trading (incluant les dividendes perçus) et sur instruments financiers utilisés dans le cadre de la gestion du portefeuille. Le résultat de ces activités s'est élevé à 12,8 M FS au premier semestre 2017 en quote-part Pargesa (1,3 M FS au premier semestre 2016).

AUTRES RÉSULTATS COURANTS DES ACTIVITÉS HOLDING

Le poste autres résultats courants des activités holding représente la quote-part de Pargesa des dividendes comptabilisés par GBL sur ses investissements de type « Pépinière ». Comme mentionné plus haut, le montant correspondant en 2016 a été retraité (à hauteur de -7,6 M FS), la participation dans Umicore étant désormais classée en participation stratégique. L'augmentation de ce poste en 2017 résulte notamment des investissements complémentaires effectués par GBL dans Ontex et de l'augmentation du dividende versé par la société (0,55 € en 2017 contre 0,46 € en 2016), ainsi que du nouvel investissement dans Parques.

FRAIS GÉNÉRAUX ET IMPÔTS

Le poste des frais généraux et impôts représente ceux de Pargesa ainsi que sa quote-part dans ceux de GBL.

RÉSULTAT NON COURANT

Le résultat non courant des participations consolidées correspond à la quote-part de Pargesa dans le résultat non courant d'Imerys.

Le montant net du résultat non courant des activités holding s'élève à 8,5 M FS au premier semestre 2017, et inclut notamment l'impact du remboursement par GBL du solde des obligations échangeables Engie (extinction de la dette).

Au premier semestre 2016, le résultat non-courant des activités holding s'était élevé à -581,5 M FS et incluait principalement:

- ▶ À hauteur de -959,5 M FS, l'impact au niveau de Pargesa des réductions de valeur d'un montant total de 1 682 M€ comptabilisée par GBL sur sa participation dans LafargeHolcim au 31 mars et au 30 juin;
- ▶ À hauteur de 401,0 M FS, la quote-part de Pargesa dans la plus-value réalisée par GBL à l'occasion de la cession, durant le premier semestre 2016, de 1,1 % du capital de Total. Ce montant incluait la reprise, au niveau de Pargesa, d'un écart de change historique de 157,5 M FS;
- ▶ Un complément de réduction de valeur, acté au 31 mars 2016, sur la participation détenue par GBL dans Engie, pour un montant net de -24,7 M FS en quote-part Pargesa ;
- ▶ L'impact du rachat suivi de leur annulation (extinction de la dette) d'environ 67 % des obligations échangeables Engie, pour un montant net de 2,6 M FS en quote-part Pargesa.

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS SELON LES NORMES IFRS

La présentation simplifiée du compte de résultat en normes IFRS est la suivante :

[en millions de francs suisses] [non audité]	PREMIER SEMESTRE 2017	PREMIER SEMESTRE 2016
Produits d'exploitation	2 604,0	2 530,8
Charges d'exploitation	(2 332,0)	(2 273,5)
Autres produits et charges	139,5	(1 076,9)
Résultat opérationnel	411,5	(819,6)
Dividendes et intérêts sur investissements à long terme	302,3	276,1
Autres résultats financiers	(58,7)	12,3
Impôts	(81,7)	(80,0)
Résultat dans les entreprises associées et coentreprises	17,1	12,7
Résultat net consolidé [tiers inclus]	590,5	(598,5)
Revenant aux intérêts minoritaires	(338,0)	237,3
Revenant aux actionnaires de Pargesa [part du groupe]	252,5	(361,2)
<i>Résultat net de base par action, part du groupe [FS]</i>	<i>2,98</i>	<i>(4,27)</i>
Nombre moyen d'actions en circulation [en milliers]	84 659	84 659
Taux de change moyen [€/FS]	1,077	1,096

Les produits et charges d'exploitation comprennent principalement le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation d'Imerys, dont les comptes sont intégrés à 100 % dans ceux de Pargesa.

Les autres produits et charges comprennent les plus et moins-values et pertes de valeur nettes ou reprises comptabilisées sur les participations et activités du groupe. Au premier semestre 2017, ce poste inclut principalement le gain réalisé à l'occasion de la cession par ECP III de sa participation dans Golden Goose, soit 133,7 M FS. Au premier semestre 2016, ce poste incluait principalement le montant des dépréciations enregistrées par GBL sur ses participations dans LafargeHolcim et Engie, pour un montant net total de -1 896 M FS (dont -1 848 M FS relatifs à LafargeHolcim), ainsi que le montant de la plus-value réalisée par GBL à l'occasion de la cession de 1,1 % du capital de Total (775 M FS, incluant une reprise d'écart de change historique de 306 M FS).

Le poste dividendes et intérêts sur investissements à long terme comprend les dividendes nets relatifs aux participations non consolidées détenues par le groupe.

Les postes autres résultats financiers et impôts regroupent les données consolidées de Pargesa, GBL et Imerys. Le poste autres résultats financiers inclut notamment l'impact non monétaire de la mise à valeur de marché chez GBL d'instruments dérivés.

Le poste résultat dans les entreprises associées et coentreprises représente la quote-part du résultat net consolidé des participations mises en équivalence dans les comptes de Pargesa. Il s'agit principalement de participations détenues par l'intermédiaire de Sienna Capital (« pilier financier ») ou d'Imerys.

Les intérêts minoritaires représentent pour l'essentiel la part du résultat revenant aux minoritaires de GBL et d'Imerys, ces deux sociétés étant intégrées à 100 % dans les comptes du groupe Pargesa.

ACTIF NET AJUSTÉ

L'actif net ajusté transitif de Pargesa, qui est calculé sur la base des cours de bourse et des taux de change courants pour les participations cotées, et de la juste valeur et des taux de change courants pour le private equity et autres fonds d'investissement, ressort à 114,5 FS par action au 30 juin 2017 (104,9 FS au 31 décembre 2016 et 93,0 FS au 30 juin 2016), et s'analyse comme suit :

Actif net ajusté transitif de Pargesa					
Au 30 juin 2017					
[en millions de francs suisses] [non audité]	% DE DÉTENTION	% D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE	COURS DE BOURSE EN DEVISES	VALEUR TRANSITIVE	POIDS EN % DU TOTAL
Imerys	53,6	26,8	76,2 €	1 783	18
LafargeHolcim	9,4	4,7	50,3 €	1 573	16
SGS	16,2	8,1	2 322 FS	1 471	15
adidas	7,5	3,8	167,8 €	1 439	15
Pernod Ricard	7,5	3,8	117,3 €	1 275	13
Umicore	17,0	8,5	60,9 €	634	7
Total	0,6	0,3	43,3 €	383	4
Pépinière					
Ontex	19,98	10,0	31,1 €	280	3
Burberry	3,95	2,0	16,6 £	179	2
Parques Reunidos	15,2	7,6	16,4 €	110	1
Autres				100	1
Pilier financier				487	5
Autres Pargesa				28	-
Total du portefeuille				9 742	100
Autocontrôle GBL				260	3
Trésorerie (dette) nette ⁽¹⁾				(312)	(3)
Actif net ajusté				9 690	100
<i>soit par action Pargesa</i>			<i>73,0 FS</i>	<i>114,5</i>	
Cours €/FS				1,093	

⁽¹⁾ Ce poste inclut notamment la quote-part de Pargesa dans la valeur boursière du portefeuille de trading de GBL. Il inclut également au 30 juin 2017 la quote-part de Pargesa dans la valeur boursière de la participation résiduelle dans Engie (inférieure à 0,1 %), soit 11 millions FS.

La valeur d'actif net ajusté transitif est publiée hebdomadairement sur le site Internet de Pargesa. Elle ressort à 119,7 FS par action au 28 juillet 2017.